

# **Cahiers du mouvement ouvrier**

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine  
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,  
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie  
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie  
Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Marc Goloviznine, Rémy  
Janneau, Frank La Brasca, Michel Lefebvre, Jean-Jacques Marie,  
Jean-Pierre Molénat, Roger Revuz.

**Publié par Le Cercle des *Cahiers du mouvement ouvrier***  
c/o Jean-Jacques Marie - Bâtiment Les Charmes  
36, rue de Picpus - 75012 Paris.  
Adresse mail : [jj.marie@club-internet.fr](mailto:jj.marie@club-internet.fr)  
Imprimerie PELLEGRINO :  
19 Rue des Pyrénées - 91090 LISSES

## Avertissement à nos lecteurs

Les articles publiés par les *CMO* relèvent tous de l'histoire complexe et plurielle du mouvement ouvrier. Ils ne reflètent pas nécessairement le point de vue du Comité de rédaction ou de tel ou tel membre de cette instance. Le courrier des lecteurs permet à ceux qui le souhaitent de contester le contenu des articles publiés, en tenant compte du principe énoncé ci-dessus

## *Cahiers du mouvement ouvrier*

(volume de 116 à 144 pages)

Prix du numéro : **10 euros (+1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

- France : **35 euros**

- Etranger : Europe : **38 euros** ; Asie, Amérique, Afrique : **45 euros**.

Abonnement de soutien : 50 euros et plus

Nom, Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

**Chèques à l'ordre des Cahiers du Mouvement Ouvrier**

**A renvoyer à Colette Hublet, 78 rue Haxo - 75020 Paris**

## Site des CMO

Pour vous connecter : [cahiersdumouvementouvrier.org](http://cahiersdumouvementouvrier.org)

Ce site met en ligne tous les numéros d'avril 1998 à l'année 2012, tous les sommaires jusqu'au n° 72, un tableau classant plus de 1 200 articles par thèmes...

Ce site sera progressivement enrichi (chaque année, quatre numéros de plus en ligne, les vidéos de conférences...) et son accessibilité améliorée.

## ERRATUM

Une nouvelle fois, c'est le camarade Eric Aunoble qui remporte le prix de l'abonné le plus perspicace : dans le numéro 82, la légende de la photo page 31 est erronée.

Comme il l'écrit : « *Garde rouge devant l'usine Vulkan* », oui... mais à Petrograd, pas à Budapest ! La bannière en cyrillique aurait dû être évidente, non ? »

*Nous allons essayer d'être plus vigilants. Toutes nos excuses à nos lecteurs.*

# Sommaire

## des cahiers du mouvement ouvrier n° 83

- Présentation ..... p. 4

### Il y a cent ans était proclamée la III<sup>e</sup> Internationale

- Komintern, par Jean-Jacques Marie ..... p. 6
- Discours d'ouverture de Lénine ..... p. 13
- Intervention du délégué autrichien, Gruber ..... p. 15
- Documents sur la fondation de l'Internationale communiste ..... p. 17
- Biographie de Grigori Zinoviev par Jean-Jacques Marie ..... p. 26

### Aux origines d'une révolution - Quand la Chine s'éveille

(1839-1919), par Rémy Janneau ..... p. 35

### Histoire du trotskysme

- « *Les morts se sont mis à parler* ».  
L'actualité du combat des trotskystes soviétiques – article paru dans *Lutte de classe* (revue théorique de *Lutte ouvrière*), rédigé à partir des documents découverts en janvier 2018 dans une ancienne prison à Verkhnéouralsk (Oural) ..... p. 58
- Un relevé des articles sur les trotskystes en URSS parus dans les *CMO*, par Katia Dorey ..... p. 67

### Les conférences des CMO

- Les intellectuels français et la guerre de 1914-1918, par Alain Cuenot – *Compte rendu de sa conférence du 20 octobre 2018 (1<sup>re</sup> partie)* ..... p. 69

### Notes de lecture

- *Les Soviets en Russie* (1905-1921), d'Oskar Anweiler, par Roger Revuz ..... p. 80
- Robert Gerwarth, *Les Vaincus. Violences et guerres civiles sur les décombres des empires, 1917–1923*, par Éric Aunoble ..... p. 83

### Courrier des lecteurs

- À propos de l'interdiction du PC suisse - sur l'article de Marc Teulin paru dans le numéro 80 des *CMO* ..... p. 88

# Présentation

Jean-Jacques Marie

On ne peut pas dire que ce centenaire aura fait beaucoup de bruit... Il y a un siècle, au début de mars 1919, en pleine guerre civile à l'issue encore incertaine en Russie, était fondée la III<sup>e</sup> Internationale ou Internationale communiste que Staline liquidera en 1943.

Lors de la séance d'ouverture, Zinoviev déclare, au nom du comité central du Parti communiste russe : « *Notre parti considère qu'il est grand temps de fonder formellement la III<sup>e</sup> Internationale. Et nous proposons que la fondation s'effectue dès cette première séance. Cependant, comme nos amis du Parti communiste allemand insistent pour que notre assemblée ne se constitue qu'en une conférence, nous estimons nécessaire de nous rallier provisoirement à la proposition des communistes allemands. Mais nous déclarons que nous continuerons à faire de la propagande afin que la III<sup>e</sup> Internationale soit fondée le plus rapidement possible.* »

Ce sera chose faite quatre jours plus tard, après des débats dont on trouve le compte rendu exhaustif – à lire impérativement – dans l'ouvrage intitulé *Premier congrès de l'Internationale communiste* qui rassemble, sous la direction de Pierre Broué, tous les débats et les résolutions du congrès (1).

Le dossier réuni ci-après tente de retracer les principales étapes de la formation de l'Internationale et donne quelques brefs éléments de son programme.

À ce dossier s'ajoute l'étude de Rémy Janneau sur la lente maturation de la révolution dans une Chine livrée tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle aux appétits des puissances impérialistes rivales qui vont susciter une vigoureuse résistance anticolonialiste. La conclusion de l'article souligne le rapport encore ténu mais bientôt affiché avec la proclamation de l'Internationale communiste : « *Le passage de la résistance anticolonialiste, écrit Rémy Janneau, aux revendications démocratiques puis à la révolution sociale aura été extrêmement rapide. Le "4-Mai (1919)", trop souvent perçu comme un mouvement culturel, est en réalité le coup d'envoi d'une révolution prolétarienne qui ne fait que commencer. D'autant que sous l'influence de la révolution d'Octobre une partie de ses animateurs va s'orienter vers le matérialisme puis vers le marxisme et l'organisation de la classe ouvrière. Deux des leaders les plus en vue du "4-Mai", Chen Duxiu et Li Dazhao, fonderont deux ans plus tard le Parti communiste.* »

À leur manière, les études qui complètent ce numéro sont, sous des formes diverses parfois apparemment lointaines, des prolongements de cet épisode centenaire. ■

(1) *Premier congrès de l'Internationale communiste*, textes intégraux publiés sous la direction de Pierre Broué, EDI 1974.

# **LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE A MOSCOU**

# LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

par Jean-Jacques Marie

Un mois après le début de la guerre et le vote unanime des crédits de guerre par les députés socialistes des pays en guerre (sauf les députés bolcheviques et mencheviques russes et les sociaux-démocrates serbes), Lénine a proclamé dès le 1<sup>er</sup> novembre 1914 : « *La II<sup>e</sup> Internationale est morte (...), vive la III<sup>e</sup> Internationale* », celle-ci encore embryonnaire devra « *organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme* ».

Dès le 11 août, Trotsky avait lui aussi affirmé : « *Une nouvelle Internationale doit naître des convulsions actuelles (1) héritière de l'esprit de la Première, enrichie par les conquêtes de la Deuxième.* »

## Les premiers pas : Zimmerwald et Kienthal

La question est posée lors de la première conférence ouvrière internationaliste contre la guerre organisée en Suisse, pays neutre, à Zimmerwald, du 3 au 8 septembre 1915.

Lénine propose un projet de résolution et de manifeste. Le premier appelle les socialistes à « *refuser tout crédit militaire, quitter aussitôt les ministères (...), tirer parti de tout mouvement du peuple découlant des effets mêmes de la guerre (...)*

*pour organiser des manifestations anti-gouvernementales, propager la solidarité internationale dans les tranchées, soutenir toute grève économique et chercher à la transformer en cas de circonstances favorables en grève politique* ». À cette fin le projet de manifeste appelle les prolétaires d'Europe à préparer la « *formation d'une Internationale puissante qui mette fin à la guerre et au capitalisme* » (2).

Les délégations italienne, allemande, française rejettent les deux projets. Après des débats houleux et des accrochages nombreux, Trotsky est chargé de rédiger un texte de synthèse, adopté à l'unanimité et signé de tous les délégués... sauf de Trotsky puisqu'il ne représente aucune organisation. Le manifeste proclame : « *La guerre qui a provoqué tout ce chaos est le produit de l'impérialisme.* » Puis il dénonce les responsabilités des dirigeants socialistes et l'Union sacrée, mais n'attaque pas le centre socialiste pacifiste hostile à la guerre mais aussi à la mobilisation de la population contre le gouvernement dirigé par Jean Longuet en France et Karl Kautsky en Allemagne. Centré sur la lutte « *pour la paix sans annexions ni indemnités de guerre* » (3) le texte reste vague

(1) Léon Trotsky, *La Guerre et l'Internationale*, op. cit., tome 1, pp 59- 61-63.

(2) Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la guerre*, Paris, Librairie du travail, tome 1, pp. 554-555.

(3) *Ibid.*, pp. 379-381.

sur l'action et n'évoque pas la nouvelle Internationale, dont la majorité ne veut pas. Lénine le juge inconséquent et timoré, mais le vote car il y voit un pas en avant qui en permettra peut-être un second...

En janvier 1916, les opposants français à l'Union sacrée confient à Trotsky un projet de manifeste pour préparer une seconde conférence de Zimmerwald, signé Nache Slovo – Vie ouvrière. Dénonçant la poursuite et l'aggravation du carnage, le manifeste stigmatise « *l'asservissement du socialisme officiel à la bourgeoisie à l'heure de son déclin* » qu'il place dans la suite de « *la soumission du christianisme, puis celle de la Réforme, et ensuite celle de la démocratie aux intérêts des classes dirigeantes* ». Il appelle ensuite à la constitution d'une « *nouvelle Internationale* » excluant « *les fossoyeurs de la II<sup>e</sup> Internationale* » (4).

Deux mois plus tard, en mars 1916, sous le pseudonyme de Junius, Rosa Luxemburg, tout juste libérée de prison, publie une brochure sur *La crise de la social-démocratie* dont l'annexe qui la conclut souligne « *la faillite de la II<sup>e</sup> Internationale* » et pose aussi la nécessité de créer une nouvelle Internationale. Elle affirme : « *Compte tenu de la trahison des représentations officielles des partis socialistes des pays belligérants envers les objectifs et les intérêts de la classe ouvrière, compte tenu du fait qu'ils ont abandonné les positions de l'Internationale pour rallier celles de la politique bourgeoise-impérialiste, il est d'une nécessité vitale pour le socialisme de créer une nouvelle Internationale ouvrière qui se charge de diriger et de coordonner la lutte de classe révolutionnaire menée contre l'impérialisme dans tous les pays* » (5).

Du 24 au 30 avril 1916, les participants de Zimmerwald réunissent une seconde conférence internationale contre la guerre à Kienthal ; elle rassemble quarante-trois délégués : huit Italiens, sept Allemands, six Suisses, cinq Polonais, huit Russes (dont Lénine, Zinoviev et Inessa Armand qui sert surtout de traductrice, les deux mencheviks Axelrod et Martov et trois S-R), quatre Français, dont le douteux Henri Guilbeaux, futur agent des services français puis de la Gestapo, et trois députés socialistes français,

Alexandre Blanc, Pierre Brizon et Jean-Pierre Raffin-Dugens, futur communiste qui adhéra à la IV<sup>e</sup> Internationale en 1945, un Serbe, un Portugais, un Autrichien, un Anglais et Willy Müzenberg, secrétaire de l'embryonnaire Internationale de la jeunesse.

Le débat porte en fait sur l'unité ou non des adversaires et des partisans de la guerre dans un même parti et une même Internationale. Lénine se prononce violemment contre cette unité qui paralyse tout combat réel contre la guerre et considère que les pacifistes du genre Kautsky ou Longuet qui refusent de rompre avec les bellicistes d'Union sacrée servent de trait d'union avec eux. Pour Lénine, l'important est d'abord de répondre à la question : peut-on combattre effectivement contre la guerre en restant dans le même parti que les partisans de la Défense nationale ? Le refus des zimmerwaldiens de rompre les liens avec eux l'amène à conclure que Zimmerwald et Kienthal ne sont pas l'embryon de la III<sup>e</sup> Internationale indispensable.

## Le choc de la révolution russe

Fin février 1917, la révolution renverse le régime tsariste en Russie, où Lénine réussit à rentrer le 3 avril. Le 4 avril 1917, il déclare nécessaire de constituer « *une République des soviets* » et « *une Internationale révolutionnaire* » (6). Quelques jours plus tard, dans ses *Lettres sur la tactique*, il insiste : la révolution russe n'étant qu'une des pièces du puzzle de la révolution mondiale, il faut « *fonder tout de suite la III<sup>e</sup> Internationale* » (7). Il est alors le seul bolchevik à le penser. Il

(4) Léon Trotsky, *La Guerre et l'Internationale*, op. cit., pp. 84-85.

(5) Rosa Luxemburg, *La Crise de la social-démocratie*, éditions La Taupe, p. 223. Le texte de cette annexe est intégralement reproduit (sans indication de source) dans le n° 41 des *Cahiers du mouvement ouvrier* et peut donc être consulté sur le site de la revue.

(6) Lénine, *Œuvres complètes* (Ed. russe), tome 31, pp. 103-112.

(7) *Ibid.*, tome 31, p. 178.

devra attendre deux ans.

À la conférence nationale du Parti bolchevique tenue du 24 au 29 avril 1917, il propose d'abandonner l'appellation « social-démocrate » du parti en « Parti communiste ». Certains délégués s'indignent. Sa proposition reçoit sa seule et unique voix. Il faut se rappeler que le Parti bolchevique ne s'appelle pas ainsi. Il a gardé le nom de « Parti ouvrier social-démocrate de Russie » (soit POSDR, initiales parfois, mais pas toujours, suivies de la lettre b pour bolchevik). Plus de la moitié des comités POSDR existant alors sont en réalité des comités communs mencheviks-bolcheviks, ce qui reflète et nourrit à la fois une aspiration à la réunification sous l'étiquette sociale-démocrate. Seule l'arrivée de Lénine le 3 avril a empêché le succès de la réunion entre mencheviks et bolcheviks tenue le 4 avril... et destinée à préparer, avec la bénédiction de Staline et de Kamenev, la réunification entre les deux courants, donc à l'échelle internationale une reconstitution de l'Internationale socialiste faillie, plus ou moins épurée.

Trois mois plus tard pourtant, le bolchevik Radek alors installé à Stockholm, s'apprête à y participer à une conférence sur la paix, aux côtés des mencheviks et des S-R partisans de poursuivre la guerre, qualifiée par eux de « défensive », bref de reconstituer le cadre de la II<sup>e</sup> Internationale, tout juste épurée de ses éléments les plus bellicistes. Lénine, qui juge urgent de former la III<sup>e</sup> Internationale, exige qu'il boycotte cette initiative opposée à la perspective d'une III<sup>e</sup> Internationale. « *Nous ne pouvions nous décider à faire le saut que nous trouvions prématuré* » (8), écrira Radek huit ans plus tard.

## Le choc de la révolution allemande

Le 30 octobre 1918, des centaines de milliers d'ouvriers, d'ouvrières, d'employés, d'étudiants, de soldats défilent dans Vienne aux cris de « *Paix et Liberté ! Vive la République ! À bas la monarchie !* ». La monarchie s'effondre, l'Autriche-Hongrie

vole en éclats. Le 2 novembre, les marins des équipages de plusieurs navires de guerre de Kiel, en Allemagne, se mutinent. Les conseils ouvriers et de soldats se multiplient. Les dirigeants sociaux-démocrates, pour sauver l'État et contenir « *le bolchevisme* », c'est-à-dire la vague révolutionnaire montante, décident de sacrifier l'empereur et exigent sa démission, arrachée le 8 novembre par les grèves et manifestations ouvrières.

Le 11 novembre, au cours d'un meeting au Bolchoï, Lénine, enthousiaste, s'écrie triomphalement : « *Le traité de Brest-Litovsk est annulé ! L'effondrement de la monarchie allemande et la dislocation du vieil Empire austro-hongrois annoncent enfin la révolution européenne.* » « *Le temps est proche, écrit-il, où l'on célébrera partout le premier jour de la révolution mondiale* » (9).

La révolution allemande rend brûlante la nécessité d'une nouvelle Internationale car elle est l'expression la plus haute – après la révolution russe – de la vague révolutionnaire qui balaie l'Europe, alors même que les masses soulevées ne disposent pas d'organisations capables de donner une issue politique à leur mouvement. Ainsi, à Berlin, le mouvement Spartacus créé par Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht dépasse à peine la cinquantaine de militants alors que le SPD, le Parti social-démocrate, en compte quelques dizaines de milliers.

Le 27 décembre, Lénine affirme sa volonté de « *préparer une conférence socialiste internationale pour fonder la III<sup>e</sup> Internationale à Berlin (ouvertement) ou en Hollande (secrètement), disons le 1<sup>er</sup> février 1919* ». Du 27 décembre au 1<sup>er</sup> janvier 1919 se tient à Berlin le congrès constitutif du Parti communiste allemand, dont les principaux dirigeants sont Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, assassinés deux semaines plus tard, le 15 janvier 1919, par la soldatesque au service de la

(8) Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, *Les Bolcheviks par eux-mêmes*, p. 337.

(9) Lénine, *Œuvres complètes* (Ed. russe), tome 37, p. 131.

social-démocratie, après une offensive révolutionnaire improvisée et prématurée. Cet assassinat, qui affaiblit sensiblement le Parti communiste allemand, privé de sa principale tête pensante et théoricienne Rosa Luxemburg, porte un coup au projet de la fondation prévue de la III<sup>e</sup> Internationale.

Lénine voudrait éviter que la conférence se tienne à Moscou, pour que l'Internationale communiste n'apparaisse pas comme une simple projection du Parti bolchevique. Elle doit, affirme-t-il, reposer sur « *la théorie et la pratique du bolchevisme* » et sur la plate-forme des spartakistes allemands, et rassembler les partis et groupes d'accord avec les bolcheviks, puis les partis proches d'eux et enfin « *les groupes et les courants à l'intérieur des partis sociaux-patriotes plus ou moins proches du bolchevisme* » (10). Il envisage donc un regroupement assez large.

Le 24 janvier 1919, la *Pravda* publie un appel à la convocation du congrès fondateur de l'Internationale communiste à Moscou, rédigé par Trotsky, amendé par Lénine, publié sous leurs deux noms et adopté à une réunion de communistes étrangers en Russie. L'invitation est adressée à douze partis communistes, aux « *éléments révolutionnaires* » ou à « *la gauche* » ou aux « *éléments de gauche* » de dix-sept partis socialistes, à une demi-douzaine de partis et organisations politiques diverses dont le Parti socialiste italien, plus l'Internationale socialiste des jeunes représentée par Willy Münzenberg. Le 26 janvier, malgré l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, Lénine, dans une *Lettre aux ouvriers d'Europe et d'Amérique*, affirme : la transformation de la Ligue Spartacus en Parti communiste allemand a signifié que l'Internationale communiste est déjà fondée.

## Les angoisses de la bourgeoisie mondiale

La bourgeoisie manifeste son inquiétude devant la montée de la vague révolutionnaire. Le 16 janvier, le président des États-Unis Wilson explique au Conseil supé-

rieur de guerre allié à Paris : chaque pays, même l'Amérique, peut être menacé par le bolchevisme. Ce même jour, Konrad Adenauer, bourgmestre de Cologne et futur chancelier de l'Allemagne, déclare à l'envoyé du *Matin* : « *L'Allemagne ne présente plus qu'un danger, mais grave, le bolchevisme.* » Henry Wilson, chef de l'état-major général de l'Empire britannique, note dans son *Journal* le 17 janvier : « *Nous sommes assis sur une mine qui peut sauter d'une minute à l'autre.* » Clemenceau déclare le 21 janvier : « *Le bolchevisme s'étend (...). Si le bolchevisme, après avoir gagné l'Allemagne, allait traverser l'Autriche et la Hongrie et atteindre ainsi l'Italie, l'Europe serait mise en face d'un grand danger.* » Quelques semaines plus tard, Henry Wilson, face aux grèves à répétition qui agitent l'Angleterre et aux troubles qui secouent l'Empire britannique rongé par les aspirations à l'indépendance nationale, écrit à l'amiral commandant la flotte anglaise de la Baltique : il faudrait « *retirer nos troupes d'Europe (continentale) et de Russie et concentrer nos forces sur les centres d'où partent contre nous des tempêtes, c'est-à-dire l'Angleterre, l'Irlande, l'Égypte, les Indes* » (11).

## Le congrès de fondation



Les délégués au congrès de fondation de l'I. C. (D.R.)

Le congrès de fondation de l'Internationale, qui s'ouvre le 2 mars, a donc une portée historique. Lénine compte sur elle pour desser-

(10) *Ibid.*, tome 50, pp. 227-228.

(11) Louis Fischer, *Les Soviétiques dans les affaires mondiales*, p. 155.

rer l'étai qui enserme la Russie soviétique et donner une direction à la vague révolutionnaire montante. Conséquence fâcheuse du blocus de la Russie soviétique décrété par les gouvernements français et anglais à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1919, nombre d'invités à Moscou ne recevront leur invitation qu'après sa tenue ; d'autres sont en prison ou ont été interpellés avant la frontière soviétique. La conférence réunit cinquante et un délégués, dont huit Russes, dirigés par Lénine et Trotsky, et une quarantaine de militants bolcheviks lettons, lituaniens, biélorusses, arméniens, membres des sections étrangères du parti russe, ou des groupes communistes tchèque, bulgare, yougoslave, français, chinois, coréen et nord-américain, installés en Russie soviétique. Les seuls délégués réels de partis hors de Russie sont les Allemands, les Autrichiens, les Polonais et les Hongrois.

Lénine ouvre le congrès par une brève allocution de cinq minutes, reproduite ci-après, qui développe l'affirmation : « *La révolution mondiale commence et grandit dans tous les pays* » (12). À ses yeux la révolution russe et l'action des révolutionnaires allemands ont rendu la dictature du prolétariat compréhensible pour les masses. C'est leur premier acquis.

Le seul délégué allemand qui a pu franchir la frontière, Hugo Eberlein, dans le premier discours qui suit cette brève allocution, affirme : « *La terreur blanche bat son plein à Berlin et la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat n'est plus menée comme dans le temps à coups de proclamations, de tracts et de brochures, mais à coups de feu* » (13). Il a été mandaté pour se prononcer contre la proclamation, jugée hâtive par les dirigeants communistes allemands, d'une nouvelle Internationale. La question est discutée pendant trois jours en commission.

Zinoviev, dans son rapport sur la situation russe, affirme : « *La popularité du parti communiste est très grande dans les campagnes et elle grandit de jour en jour* » (14). La réalité décrite plus tard par le bolchevik Zatonski, membre du Conseil

des commissaires du peuple d'Ukraine, est pourtant bien différente : « *La masse de la paysannerie se dressait souvent contre les communistes. Dans leur conscience politique vacillante, il leur arrive assez souvent de se dire favorables aux bolcheviks qui leur ont dit "Cogne sur le grand propriétaire, prend sa terre, arme-toi..." et hostiles aux communistes qui leur chantent "Donne ton blé à l'État, sois discipliné" et plus tard "Rends tes armes". Au printemps 1919, toute l'Ukraine bouillonnait et tempêtait. Ici et là éclataient des insurrections paysannes* » (15).

Mais Zinoviev, à son habitude, juge nécessaire d'embellir la réalité.

Trotsky, dans son bref rapport sur l'Armée rouge, souligne : « *Si aujourd'hui nous ne pensons même pas à envahir la Prusse-Orientale – au contraire nous serions tout à fait heureux si MM. Ebert et Scheidemann nous laissaient en paix – il est cependant exact que, lorsque viendra le moment où les frères d'Occident nous appelleront à leur secours, nous répondrons : Nous voici !* » (16).

Hugo Eberlein, rappelons-le, a été mandaté pour s'opposer à la proclamation, jugée hâtive par les communistes allemands, d'une nouvelle Internationale. Lénine semble un moment prêt, pour ne pas heurter son parti, à accepter d'en différer la proclamation. Mais son hésitation est de courte durée. Si la révolution mûrit, il lui faut un centre organisateur, même si ce congrès de fondation en exprime plus le devenir espéré que la réalité immédiate. Trotsky soutient son point de vue. Staline ne dit rien.

(12) *Premier congrès de l'Internationale communiste* (sous la direction de Pierre Broué), p. 53.

(13) *Ibid.*, p. 64.

(14) *Ibid.*, p. 71.

(15) Jean-Jacques Marie, *Histoire de la guerre civile*, p. 163.

(16) *Premier congrès*, *op. cit.*, p. 93. Les dirigeants sociaux-démocrates Ebert et Scheidemann sont alors à la tête du gouvernement de la République allemande.

## La proclamation

L'arrivée, le 3 mars au soir, du délégué autrichien Gruber, facilite peut-être la décision. Dans son discours, reproduit ci-après, il décrit avec un lyrisme communicatif la révolution montante en Autriche où la monarchie a été balayée et a débouché sur un vaste mouvement de conseils ouvriers, malheureusement sous le contrôle étroit de la social-démocratie. Après un débat de trois jours, la conférence proclame à l'unanimité, moins l'abstention d'Eberlein, l'Internationale communiste ou III<sup>e</sup> Internationale. Le congrès définit ses contours avec l'adoption des thèses rédigées par Lénine sur l'opposition radicale entre la « démocratie bourgeoise », simple couverture de la dictature du capital, et la « démocratie prolétarienne », c'est-à-dire la dictature du prolétariat, par la plate-forme écrite par Boukharine et par le Manifeste rédigé par Trotsky, dont de larges extraits sont publiés ci-dessous.

Le discours de clôture de Lénine dure trois minutes. Il annonce triomphalement : « *La victoire de la révolution prolétarienne dans le monde entier est assurée. L'heure de la fondation de la république mondiale des soviets est proche* » (17).

Mais le Parti bolchevique, le seul parti de masse de la nouvelle Internationale, confronté à une vague d'insurrections paysannes en Ukraine et à une offensive de Koltchak en Sibérie, entièrement ou presque submergé par la guerre civile et la lutte contre la famine, ne peut guère alors y consacrer ses forces. Durant la première année, l'Internationale communiste est plus un drapeau et un symbole qu'une organisation ayant une activité effective.

La structure adoptée est alors simple et souple : un congrès annuel, un comité exécutif et un bureau de cinq membres, Rakovsky, Lénine, Trotsky, le Suisse Platten et Zinoviev, excellent orateur mais piètre organisateur, désigné comme président, donc placé à la tête de l'Internationale chargée d'organiser un Octobre mondial. Lénine déclarera pourtant en décembre 1922 que l'opposition

de Zinoviev à la prise du pouvoir en octobre 1917 n'était pas un hasard. Le choix sans aucun doute très limité pèsera d'autant plus sur la politique de l'Internationale que le Suisse Platten est plus une figure symbolique qu'un dirigeant et que les trois autres Russes sont accablés de tâches.

## Perspectives et bilan provisoire

Dans la *Pravda* du 5 mars, Lénine martèle : bien que la révolution allemande soit momentanément vaincue, « *la glace est brisée. Les soviets ont vaincu dans le monde entier. Ils ont vaincu tout d'abord et par-dessus tout en ce qu'ils ont gagné la sympathie des masses prolétariennes.* » Et avec un lyrisme rare chez lui, il s'exclame : « *Le nouveau mouvement (...) va vers le pouvoir des soviets avec la puissance d'un torrent, un torrent formé par des millions et des dizaines de millions de prolétaires, un torrent qui balaie tout sur son chemin* » (18). Le 12 mars, il déclare au soviet de Petrograd : « *L'édification (du socialisme) dépend de la rapidité avec laquelle la révolution triomphera dans les pays les plus importants d'Europe. Ce n'est qu'après une telle victoire que nous pourrons nous atteler sérieusement à cette édification* » (19). Staline effacera cette phrase du texte imprimé de ce discours. L'édition khrouchtchevienne ne la rétablira pas.

Fin mars, se forme en Hongrie le gouvernement des conseils ouvriers présidé par le communiste Béla Kun. C'est la première victoire de la III<sup>e</sup> Internationale. Début avril 1919, alors que la république des Conseils s'est installée en Bavière et semble se renforcer en Hongrie, il juge imminente la formation de la République fédérative mondiale des soviets. « *Les temps, affirme-t-il, ne sont pas éloignés où le communisme triomphera dans le monde entier* » (20).

(17) *Ibid.*, p. 511.

(18) Lénine, *op. cit.*, tome 38, pp. 513-514.

(19) *Severnaïa Kommouna*, n° 58, 14 mars 1919.

(20) *Ibid.*, pp. 299-300.

Au début de juillet, il prophétise : « *Ce mois de juillet est le dernier juillet pénible, nous accueillerons le prochain en célébrant la victoire de la République internationale des soviets et cette victoire sera complète et intangible* » (21). L'écrasement de la révolution hongroise quelques jours après cette déclaration, précédé de peu par l'écrasement sanglant de la république des conseils ouvriers de Bavière, refroidit cet optimisme. Les révolutions battues, soulignera Lénine un

peu plus tard, ont contribué à faire échouer l'intervention militaire étrangère contre la révolution russe. De plus, la révolution, un moment stoppée dans son élan, reste à l'ordre du jour dans la majorité des pays d'Europe. Le deuxième congrès de l'Internationale communiste tenu l'année suivante en sera un vivant témoignage. ■

---

(21) *Ibid.*, tome 39, p. 89.

# Discours d'ouverture de Lénine

Le comité central du Parti communiste russe m'a chargé d'ouvrir le premier congrès communiste international. Tout d'abord, je propose à tous les participants de se lever afin d'honorer la mémoire des meilleurs représentants de la III<sup>e</sup> Internationale : Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg (1).

Camarades, notre réunion est un événement historique de portée universelle. Elle témoigne de la faillite de toutes les illusions de la démocratie bourgeoise. Car ce n'est plus seulement en Russie, mais aussi dans les pays capitalistes

les plus développés, comme l'Allemagne, que la guerre civile est devenue une réalité. La bourgeoisie est affolée et terrorisée devant la montée révolutionnaire du prolétariat. C'est compréhensible si l'on songe que le cours des événements, depuis la fin de la guerre impérialiste, se déroule inéluctablement en faveur du prolétariat, et que la révolution mondiale commence et grandit dans tous les pays.

Le peuple a conscience de la grandeur et de l'importance de la lutte qui s'engage actuellement. Il faut seulement trouver la forme pratique qui permette au prolétariat de réaliser sa domination. Cette forme,



Lénine au congrès de fondation. (D.R.)

c'est le régime des soviets avec la dictature du prolétariat. La « dictature du prolétariat » : c'était jusqu'à maintenant du latin pour les masses. Maintenant, grâce au rayonnement du système des soviets dans le monde, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes : les masses ouvrières ont trouvé la forme pratique de la

(1) Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht furent assassinés dans la soirée du 15 janvier. La nouvelle fut connue le lendemain en milieu de journée. Informés par radio, les dirigeants russes décidèrent la tenue de meetings dans tout le pays. Lénine prit la parole à Moscou le 19 janvier (discours résumé dans la *Pravda* du 21).

dictature. Elle est devenue compréhensible pour les grandes masses ouvrières grâce au pouvoir des soviets en Russie, aux spartakistes en Allemagne, à des organisations ou mouvements analogues dans d'autres pays, comme, par exemple, les *Shop Stewards Committees* en Angleterre (2). Tout cela montre que la forme révolutionnaire de la dictature du prolétariat est trouvée, que le prolétariat est maintenant capable de mettre en pratique sa domination.

Camarades, je pense qu'après les événements de Russie, après les combats de janvier en Allemagne, il est particulièrement important de noter que la forme moderne du mouvement prolétarien est en train de frayer sa voie et de s'imposer également dans d'autres pays. C'est ainsi qu'aujourd'hui j'ai lu dans un journal antisocialiste une dépêche annonçant que le gouvernement anglais avait reçu le conseil des délégués ouvriers de Birmingham et s'était déclaré prêt à reconnaître les conseils comme des organisations écono-

miques. Le système soviétique a vaincu non seulement dans la Russie arriérée, mais aussi dans le pays le plus avancé d'Europe, en Allemagne, et dans le plus ancien pays capitaliste, en Angleterre.

La bourgeoisie peut se déchaîner, elle aura beau assassiner encore des milliers d'ouvriers, la victoire est à nous, la victoire de la révolution communiste mondiale est assurée.

Camarades, je vous salue de tout cœur au nom du comité central du Parti communiste russe et je propose d'élire le bureau du congrès. Je vous prie de désigner des candidats. ■

---

(2) Les *Shop Stewards*, délégués d'atelier élus, jouèrent un rôle considérable dans les luttes ouvrières au cours de la guerre. Lénine saluait en eux les authentiques représentants du prolétariat anglais. Le noyau du Parti communiste anglais provient en partie de leurs rangs.

## Intervention du délégué autrichien, Gruber, au congrès de fondation de l'Internationale



A la présidence du congrès de fondation : Gustav Klinger, Hugo Eberlein, Lénine, Platten. (D.R.)

Gruber : Camarades, étant donné que je fais partie de ceux qui ont fait la proposition, je voudrais ajouter quelque chose au sujet des raisons de cette proposition. Les communistes autrichiens songèrent dès le début du mouvement à édifier une nouvelle Internationale. Nous nous efforcions de le faire sans savoir que dans d'autres pays s'étaient fondés des partis sur la base du *Manifeste communiste*, de la dictature du prolétariat. À présent, à notre grand étonnement, le représentant du Parti communiste allemand nous déclare qu'il ne peut pas se décider pour des raisons formelles à voter pour notre proposition. Nous savons qu'à Paris est forgé un ins-

trument analogue à celui de la Sainte-Alliance qui sera destiné à briser à la base tous les mouvements révolutionnaires du prolétariat international, qu'en même temps est créé à Berne un instrument qui a pour objectif de détourner l'énergie révolutionnaire du prolétariat. Il a été mis sur pied une commission à Berne qui doit venir en Russie pour voir ce qu'il en est avec le bolchevisme. Ces messieurs, Bauer, Renner, Adler, Kautsky, ne doivent pas seulement trouver ici une plateforme nouvelle mais aussi

l'organisation nouvelle du prolétariat international. Ils doivent voir que nous n'attendons pas d'abord de savoir quelle est la nature interne du bolchevisme, mais que nous voyons bien plus loin dans le futur que ces « flambeaux » scientifiques du socialisme. C'est ce qui m'incite à demander au camarade Albert de renoncer à s'abstenir. Nous vivons dans la guerre civile permanente. Nous devons opposer dès aujourd'hui à la coalition de la bourgeoisie la ferme coalition du prolétariat révolutionnaire et toutes les hésitations que peuvent avoir les différentes sections du prolétariat doivent disparaître. Je voudrais parier sur ma tête que si je me ren-

dais à Munich, Brême ou n'importe où et que je dise : « Camarades, êtes-vous pour que nous fondions à Moscou la III<sup>e</sup> Internationale ? », je suis sûr qu'on me répondrait : « Tu as raison. » Et même si l'un de nous a reçu le mandat formel de ne pas voter, l'œuvre à laquelle il aura contribué est beaucoup plus importante que la discipline formelle qu'il croit devoir respecter. Nous autres communistes, nous voulons travailler de manière économique, nous ne voulons pas gaspiller du temps et de l'énergie. Cela ne peut se faire que grâce à un centre qui a le droit de donner à toutes les sections des lignes directrices déterminées. Si nous avons un bureau, il doit être la représentation de toutes les sections et rester absolument en contact avec toutes les sections du prolétariat. Mais le camarade Albert veut d'abord faire un rapport à ses camarades avant de donner sa voix pour la fondation de l'Internationale. Mais il ne sera peut-être

plus possible de revenir à Moscou. C'est pourquoi nous sommes pour que l'Internationale soit fondée. Depuis le début déjà de la révolution russe, la Russie est le centre intellectuel du mouvement communiste du monde entier ; mais il faut aussi créer un centre matériel. Cela ne peut être fait que par une organisation. Ce n'est pas de notre faute si tous les pays ne sont pas représentés ici. Mais la III<sup>e</sup> Internationale doit permettre que, dans tous les pays où il n'existe pas encore d'organisation communiste, il en soit créé. Il y aurait encore toute une série de raisons à donner en faveur de la fondation immédiate de l'Internationale. Pour conclure, je vous demande d'accepter la proposition à l'unanimité. Alors, la conférence de Moscou deviendra, bien plus encore que lors de la fondation des I<sup>re</sup> et II<sup>e</sup> Internationales, l'incarnation de la volonté de lutte et de la conscience victorieuse du prolétariat révolutionnaire. ■

# TEXTES SUR LA FONDATION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Tous les textes qui suivent sont extraits du numéro  
41 des *Cahiers du mouvement ouvrier*

## Vers la III<sup>e</sup> Internationale

Léon Trotsky, 11 août 1914

Le choc entre la tendance nationaliste et les problèmes de l'internationalisme, le tout affrontant le développement de l'impérialisme, entraîna le suicide de la II<sup>e</sup> Internationale. Aucun doute ne peut subsister sur le fait que, dans les mois qui viennent, le prolétariat européen relèvera la tête et montrera que, sous l'Europe militariste, existe une Europe révolutionnaire. Seul l'éveil d'un mouvement révolutionnaire et socialiste, qui devra prendre aussitôt une forme volcanique, pourra conduire à la fondation d'une nouvelle Internationale. Il ouvrira la route pour une lutte intérieure profonde en éliminant les vieux éléments, en élargissant la base du socialisme et en révisant ses buts poli-

tiques. Quoi qu'il en soit, on ne pourra pas recommencer le socialisme. La III<sup>e</sup> Internationale sera l'héritière de l'esprit de la II<sup>e</sup>, mais avec les modifications apportées par les conquêtes de la III<sup>e</sup>. Les années qui viennent verront l'époque de la révolution sociale.

Seule la montée révolutionnaire du prolétariat peut arrêter cette guerre, sans quoi celle-ci, étant donné la complication de ses facteurs et l'immensité des champs offerts à son action, se prolongera jusqu'à l'épuisement total de l'Europe et du monde, et laissera en arrière notre civilisation pour une période indéfinie...

(La Guerre et la Révolution, « *Les premières semaines de la guerre* ») ■

## Extraits de la Plate-forme politique adoptée au Congrès

(...) Entre-temps, contre le prolétariat, le capital mondial s'arme pour un dernier combat. Sous le couvert de la Ligue des nations et des bavardages pacifiques, il tente ses derniers efforts pour rajuster les parties disjointes d'elles-mêmes du système capitaliste et diriger ses forces contre la révolution prolétarienne irrésistiblement déchaînée. À ce nouveau, à cet immense complot des classes capitalistes, le prolétariat doit répondre par la conquête du pouvoir politique, tourner ce pouvoir contre ses propres ennemis, s'en servir comme levier pour la transformation économique de la société. La victoire définitive du prolétariat mondial marquera le commencement de l'histoire de l'humanité libérée.

### La conquête du pouvoir politique

La conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. L'appareil gouvernemental avec son armée capitaliste, placée sous le commandement d'un corps d'officiers bourgeois et de junkers, avec sa police et sa gendarmerie, ses geôliers et ses juges, ses prêtres, ses fonctionnaires, etc., constitue entre les mains de la bourgeoisie le plus puissant instrument de gouvernement. La conquête du pouvoir gouvernemental ne peut se réduire à un changement de personnes dans la constitution des ministères, mais doit signifier l'anéantissement d'un appareil étatiste étranger, la prise en mains de la force réelle, le désarmement de la bourgeoisie, du corps d'officiers contre-révolutionnaires, des gardes blancs, l'armement du prolétariat, des soldats révolutionnaires et de la garde rouge ouvrière, la destitution de tous les juges bourgeois et l'organisation des tribunaux prolétariens, la destruction du

fonctionnarisme réactionnaire et la création de nouveaux organes d'administration prolétariens. La victoire prolétarienne est assurée par la désorganisation du pouvoir ennemi et l'organisation du pouvoir prolétarien ; elle doit signifier la ruine de l'appareil étatiste bourgeois et la création de l'appareil étatiste prolétarien. Ce n'est qu'après la complète victoire, quand le prolétariat aura définitivement brisé la résistance de la bourgeoisie, qu'il pourra obliger ses anciens adversaires à le servir utilement, les amenant progressivement, sous son contrôle, à l'œuvre de construction communiste. (...)

### (...) Une reconnaissance purement formelle des droits et des libertés

L'essence de la démocratie bourgeoise réside dans une reconnaissance purement formelle des droits et des libertés, précisément inaccessibles au prolétariat et aux éléments à demi prolétariens, à cause du manque de ressources matérielles, tandis que la bourgeoisie a toutes les possibilités de tirer parti de ces ressources matérielles, de sa presse et de son organisation, pour mentir au peuple et le tromper. Au contraire, l'essence du système des soviets – de ce nouveau type de pouvoir gouvernemental – consiste en ce que le prolétariat reçoit la possibilité d'assurer en fait ses droits et sa liberté. Le pouvoir du soviet remet au peuple les plus beaux palais, les maisons, les typographies, les réserves de papier, etc., pour sa presse, ses réunions, ses syndicats. Ce n'est qu'alors que devient vraiment possible la démocratie prolétarienne. Avec son système parlementaire, la démocratie bourgeoise ne donne qu'en paroles le pouvoir aux masses, et leurs organisations sont complètement écartées et du pouvoir véritable et de la véritable administration du

pays. Dans le système des soviets, les organisations des masses gouvernent et, par elles, les masses elles-mêmes, les soviets appelant à l'administration de l'État un nombre toujours plus grand d'ouvriers ; et ce n'est que de cette façon que tout le peuple ouvrier est à peu près appelé à prendre part effectivement au gouvernement de l'État.

## Le système des soviets

Le système des soviets s'appuie de la sorte sur les organisations des masses prolétariennes, représentées par les soviets mêmes, les unions professionnelles révolutionnaires, les coopératives, etc. La démocratie bourgeoise et le parlementarisme, par la division des pouvoirs législatif et exécutif, et l'absence du droit de rappel des députés, achèvent de séparer les masses de l'État. Au contraire, le système des soviets, par son droit de rappel, par la réunion des pouvoirs législatif et exécutif, et, conséquemment, par l'aptitude des soviets à constituer des collectivités de travail, lie les masses aux organes des administrations. Ce lien est encore affermi par le fait que, dans le système des soviets, les élections ne se font pas d'après les subdivisions territoriales artificielles, mais coïncident avec les unités locales de la production. Le système des soviets assure de la sorte la possibilité d'une véritable démocratie prolétarienne, démocratie pour le prolétariat et dans le prolétariat, dirigée contre la bourgeoisie. Dans ce système, une situation prédominante est assurée au prolétariat industriel, auquel appartient, par suite de sa meilleure organisation et de son plus grand développement politique, le rôle de classe dirigeante, dont l'hégémonie permettra au demi-prolétariat et aux paysans pauvres de s'élever progressivement.

Ces supériorités momentanées du prolétariat industriel doivent être utilisées pour arracher les masses non possédantes de la petite bourgeoisie paysanne à l'influence des gros propriétaires ruraux et de la bour-

geoisie pour les organiser et les appeler à collaborer à la construction communiste (...).

(...) Le premier pas vers la socialisation de toute l'économie comporte nécessairement les mesures suivantes : socialisation des grandes banques qui dirigent maintenant la production ; prise en main par le pouvoir prolétarien de tous les organes de l'État capitaliste régissant la vie économique ; prise en main de toutes les entreprises communales ; socialisation des branches d'industrie trustées ou syndiquées ; de même, socialisation des branches d'industrie dont le degré de concentration rend la socialisation techniquement possible ; socialisation des propriétés agricoles et leur transformation en entreprises agricoles dirigées par la société. Quant aux entreprises de moindre importance, le prolétariat doit, en tenant compte de leur grandeur, les socialiser peu à peu.

## La petite propriété ne doit pas être expropriée

Il importe de souligner ici que la petite propriété ne doit pas être expropriée et que les petits propriétaires n'exploitant pas le travail d'autrui ne doivent subir aucune violence. Cette classe sera peu à peu attirée dans la sphère d'organisation sociale, par l'exemple et la pratique démontrant la supériorité de la nouvelle structure sociale, qui libère la classe des petits paysans et la petite bourgeoisie du joug des gros capitalistes, de toute la noblesse, des impôts excessifs (principalement par suite de l'annulation des dettes d'État, etc.). La tâche de la dictature prolétarienne dans le domaine économique n'est réalisable que dans la mesure où le prolétariat saura créer des organes de direction de la production centralisée et réaliser la gestion par les ouvriers eux-mêmes. À cette fin, il sera contraint de tirer parti de celles de ses organisations de masse qui sont liées le plus étroitement avec le processus de la production. Dans le domaine de la réparti-

tion, la dictature prolétarienne doit réaliser le remplacement du commerce par une juste répartition des produits. Parmi les mesures à cette fin indispensables, il faut indiquer : la socialisation des grandes entreprises commerciales, la transmission au prolétariat de tous les organes de répartition de l'État et des municipalités bourgeoises ; le contrôle des grandes unions coopératives, dont l'appareil organisateur aura encore, pendant la période de transition, une importance économique considérable, la centralisation progressive de tous ces organes et leur transformation en un tout unique pour la répartition rationnelle des produits. De même que dans le domaine de la production, dans celui de la répartition, il importe d'utiliser tous les techniciens et les spécialistes qualifiés – sitôt que leur résistance dans le domaine politique aura été brisée et qu'ils seront en état de servir, au lieu du capital, le nouveau système de production. Le prolétariat n'a pas l'intention de les opprimer : au contraire, lui seul leur donnera le premier la possibilité de développer l'activité créatrice la plus énergique. La dictature prolétarienne remplacera la division du travail physique et intellectuel, propre au capitalisme, par l'union, réunissant ainsi le travail et la science. En même temps qu'il expropriera les fabriques, les mines, les propriétés, etc., le prolétariat doit mettre fin à l'exploitation de la population par les capitalistes propriétaires d'immeubles, transmettre les grandes habitations aux soviets ouvriers locaux, installer la population ouvrière dans les appartements bourgeois, etc. Au cours de cette immense transformation, le pouvoir des soviets doit, d'une part, échafauder un énorme appareil de gouvernement toujours plus centralisé dans sa forme et, d'autre part, doit appeler à un travail de direction immédiat des couches toujours plus grandes du peuple travailleur (...).

## **(...) Subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale**

L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays – alors que sans cette aide mutuelle, économique et autre, le prolétariat n'est pas en état d'édifier une société nouvelle. D'autre part, en opposition à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'effondrement final du système impérialiste mondial. Les mal-fauteurs du capitalisme affirmaient au début de la guerre mondiale qu'ils ne font tous que défendre leur patrie. Mais l'impérialisme allemand révéla sa nature bestiale par une série de sanglants forfaits commis en Russie, en Ukraine, en Finlande. Maintenant se révèlent à leur tour, même aux yeux des couches les plus arriérées de la population, les puissances de l'Entente qui pillent le monde entier et assassinent le prolétariat. D'accord avec la bourgeoisie allemande et les social-patriotes, le mot de paix sur les lèvres, elles s'efforcent d'écraser, à l'aide de tanks et de troupes coloniales incultes et barbares, la révolution du prolétariat européen. La terreur blanche des bourgeois cannibales a été indescriptiblement féroce. Les victimes dans les rangs de la classe ouvrière sont innombrables ; elle a perdu ses meilleurs champions : Liebknecht, Rosa Luxemburg.

Le prolétariat doit se défendre en tout état de cause. L'Internationale communiste appelle le prolétariat mondial à cette lutte décisive. Arme contre arme ! Force contre force ! À bas la conspiration impérialiste du capital ! Vive la République internationale des soviets prolétaires ! ■

NDLR : Les intertitres sont de la rédaction.

## **Extraits du Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier (mars 1919)**

### **Faciliter et hâter la victoire de la révolution communiste dans le monde entier**

(...) Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial, et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la révolution communiste dans le monde entier. Aujourd'hui que l'Europe est couverte de débris et de ruines fumantes, les plus coupables des incendiaires s'occupent à rechercher les responsables de la guerre. Ils sont suivis de leurs laquais, professeurs, parlementaires, journalistes, social-patriotes et autres soutiens politiques de la bourgeoisie (...).

### **Garantir aux petits peuples une existence libre**

(...) Seule la révolution prolétarienne peut garantir aux petits peuples une existence libre, car elle libérera les forces productives de tous les pays des tenailles serrées par les États nationaux, en unissant les peuples dans une étroite collaboration économique, conformément à un plan économique commun. Seule, elle donnera aux peuples les plus faibles et les moins nombreux la possibilité d'administrer, avec une liberté et une indépendance absolues, leur culture nationale sans porter le moindre dommage à la vie économique unifiée et centralisée de l'Europe et du monde.

### **Les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne**

La dernière guerre, qui a été dans une large mesure une guerre pour la conquête des colonies, fut en même temps une guerre faite avec l'aide des colonies. Dans des proportions jusqu'alors inconnues, les peuples coloniaux ont été entraînés dans la guerre européenne. Les Hindous, les Nègres, les Arabes, les Malgaches se sont battus sur la terre d'Europe, au nom de quoi ? Au nom de leurs droits à demeurer plus longtemps esclaves de l'Angleterre et de la France. Jamais encore le spectacle de la malhonnêteté de l'État capitaliste dans les colonies n'avait été aussi édifiant, jamais le problème de l'esclavage colonial n'avait été posé avec une pareille acuité.

### **Des insurrections d'esclaves coloniaux**

De là une série de révoltes ou de mouvements révolutionnaires dans toutes les colonies. En Europe même, l'Irlande a rappelé par de sanglants combats de rue qu'elle était encore et qu'elle avait conscience d'être un pays asservi. À Madagascar, en Annam, en d'autres lieux, les troupes de la république bourgeoise ont eu plus d'une fois, au cours de la guerre, à mater des insurrections d'esclaves coloniaux. Dans l'Inde, le mouvement révolutionnaire n'a pas cessé un seul jour. Il a abouti en ces derniers temps à des grèves ouvrières grandioses, auxquelles le gouvernement britannique a répondu en faisant intervenir à Bombay les automobiles blindées.

## L'affranchissement des colonies

Ainsi, la question coloniale est posée dans toute son ampleur non seulement sur le tapis vert du congrès des diplomates à Paris, mais dans les colonies mêmes. Le programme de Wilson a pour but, dans l'interprétation la plus favorable, de changer l'étiquette de l'esclavage colonial. L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. Les ouvriers et les paysans non seulement de l'Annam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie, ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France, après avoir renversé Lloyd George et Clemenceau, prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental. Dès à présent, dans les colonies les plus développées, la lutte n'est plus engagée seulement sous le seul étendard de l'affranchissement national, elle prend de suite un caractère social plus ou moins nettement accusé. Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme. Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance.

## Le monde bourgeois tout entier accuse les communistes

Le monde bourgeois tout entier accuse les communistes d'anéantir la liberté et la démocratie politique. Cela est faux. En prenant le pouvoir, le prolétariat ne fait que manifester la complète impossibilité d'appliquer les méthodes de la démocratie bourgeoise et créer les conditions et les

formes d'une démocratie ouvrière nouvelle et plus élevée. Tout le cours du développement capitaliste, en particulier dans la dernière époque impérialiste, a sapé les bases de la démocratie politique, non seulement en divisant les nations en deux classes ennemies irréconciliables, mais encore en condamnant au dépérissement économique et à l'impuissance politique de multiples couches de la petite bourgeoisie et du prolétariat au même titre que les éléments les plus déshérités de ce même prolétariat. La classe ouvrière des pays où le développement historique l'a permis a utilisé le régime de la démocratie politique pour son organisation contre le capital. Il en sera de même à l'avenir dans les pays où ne sont pas encore réalisées les conditions préliminaires d'une révolution ouvrière. Mais les masses de la population intermédiaire, non seulement dans les villages, mais encore dans les villes, sont maintenues par le capitalisme loin en arrière, en retard de plusieurs époques sur le développement historique.

## C'est une oligarchie financière qui gouverne

Le paysan de Bavière ou de Bade, encore étroitement attaché au clocher de son village, le petit vigneron français ruiné par la falsification des vins des gros capitalistes, le petit fermier américain obéré et trompé par les banquiers et les députés, toutes ces couches sociales, rejetées par le capitalisme loin de la grande route du développement historique, sont conviées sur le papier par le régime de la démocratie politique à participer au gouvernement de l'État. En réalité, dans les questions fondamentales dont dépend la destinée des nations, c'est une oligarchie financière qui gouverne dans les coulisses de la démocratie parlementaire. Il en fut ainsi naguère dans la question de la guerre. Il en est ainsi maintenant dans la question de la paix. Dans la mesure où l'oligarchie financière se donne encore la peine de faire sanctionner ses actes de tyrannie par des votes parlementaires, l'État bourgeois se sert, pour atteindre les résultats désirés, de toutes les armes

du mensonge, de la démagogie, de la persécution, de la calomnie, de la corruption, de la terreur, que les siècles passés d'esclavage ont mises à sa disposition et qu'ont multipliées les prodiges de la technique capitaliste. Exiger du prolétariat que, dans sa dernière lutte à mort contre le capital, il observe pieusement les principes de la démocratie politique, cela équivaudrait à exiger d'un homme qui défend son existence et sa vie contre des brigands qu'il observe les règles artificielles et conventionnelles de la boxe française instituées par son ennemi, et que son ennemi n'observe pas.

### **Cet appareil, ce sont les soviets**

Dans le domaine de la dévastation, où non seulement les moyens de production et de transport, mais encore les institutions de la démocratie politique ne sont plus qu'un amas de débris ensanglantés, le prolétariat est obligé de créer un appareil à lui, qui serve avant tout à conserver la cohésion interne de la classe ouvrière elle-même et qui lui donne la faculté d'intervenir révolutionnairement dans le développement ultérieur de l'humanité. Cet appareil, ce sont les soviets. Les anciens partis, les anciennes organisations syndicales se sont manifestés en la personne de leurs chefs, incapables non seulement de décider, mais même de comprendre les problèmes posés par l'époque nouvelle. Le prolétariat a créé un nouveau type d'organisation large, englobant les masses ouvrières indépendamment de la profession et du degré de développement politique, un appareil souple, capable d'un perpétuel renouvellement, d'un perpétuel élargissement, pouvant toujours entraîner dans son orbe des catégories nouvelles et embrasser les couches des travailleurs voisines du prolétariat de la ville et de la campagne. Cette organisation irremplaçable de la classe ouvrière se gouvernant elle-même, luttant et conquérant finalement le pouvoir politique, a été mise dans différents pays à l'épreuve de l'expérience ; elle constitue la conquête et l'arme la plus puissante du prolétariat de notre époque.

### **Parvenir au pouvoir dans tous les pays où les soviets réuniront autour d'eux la majorité des travailleurs**

Dans tous les pays où les masses travailleuses vivent d'une vie consciente se forment aujourd'hui et se formeront des soviets de députés ouvriers, soldats et paysans. Fortifier les soviets, élever leur autorité, les opposer à l'appareil gouvernemental de la bourgeoisie, voilà quel est maintenant le but essentiel des ouvriers conscients et loyaux de tous les pays. Par le moyen des soviets, la classe ouvrière peut échapper aux éléments de dissolution qui portent dans son sein les souffrances infernales de la guerre, de la famine, de la tyrannie des riches avec la trahison de ses anciens chefs. Par le moyen des soviets, la classe ouvrière, de la manière la plus sûre et la plus facile, peut parvenir au pouvoir dans tous les pays où les soviets réuniront autour d'eux la majorité des travailleurs. Par le moyen des soviets, la classe ouvrière, maîtresse du pouvoir, gouvernera tous les domaines de la vie économique et morale du pays, comme cela se passe déjà en Russie (...).

### **La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels**

(...) La guerre civile est imposée à la classe ouvrière par ses ennemis mortels. Si elle ne veut pas se suicider et renoncer à son avenir, qui est l'avenir de toute l'humanité, la classe ouvrière ne peut pas éviter de répondre par des coups aux coups de ses agresseurs. Les partis communistes ne suscitent jamais artificiellement la guerre civile, s'efforcent d'en diminuer autant que possible la durée toutes les fois qu'elle surgit comme une nécessité inéluctable, de réduire au minimum le nombre des victimes, mais par-dessus tout d'assurer le triomphe du prolétariat. De là

découle la nécessité de désarmer à temps la bourgeoisie, d'armer les ouvriers, de créer une armée communiste pour défendre le pouvoir du prolétariat et l'inviolabilité de sa construction socialiste. Telle est l'Armée rouge de la Russie soviétique, qui a surgi et qui s'élève comme le rempart des conquêtes de la classe ouvrière contre toutes les attaques du dedans et du dehors. Une armée soviétique est inséparable d'un État soviétique. Conscients du caractère universel de leur cause, les ouvriers les plus avancés ont tendu, dès les premiers pas du mouvement socialiste organisé, vers une union internationale de ce mouvement. Les bases en furent posées en 1864 à Londres, par la Première Internationale. La guerre franco-allemande, dont est née l'Allemagne des Hohenzollern, faucha la Première Internationale, et, en même temps, donna la première impulsion au développement des partis ouvriers nationaux. Dès 1889, ces partis se réunissaient en congrès à Paris et créaient l'organisation de la II<sup>e</sup> Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national dans le cadre des États nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail, d'organisation et de réformes ont créé une génération de chefs dont la majorité acceptaient en paroles le programme de la révolution sociale, mais y ont renoncé en fait, se sont enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination bourgeoise. Le caractère opportuniste des partis dirigeants de la II<sup>e</sup> Internationale s'est clairement révélé et a conduit au plus immense krach de l'histoire mondiale au moment précis où le cours des événements historiques réclamait des partis de la classe ouvrière des méthodes révolutionnaires de lutte. Si la guerre de 1870 porta un coup à la Première Internationale en découvrant que derrière son programme social et révolutionnaire il n'y avait encore aucune force organisée des masses, la guerre de 1914 a tué la II<sup>e</sup> Internationale en mon-

trant qu'au-dessus des organisations puissantes des masses ouvrières se tiennent des partis devenus les instruments dociles de la domination bourgeoise.

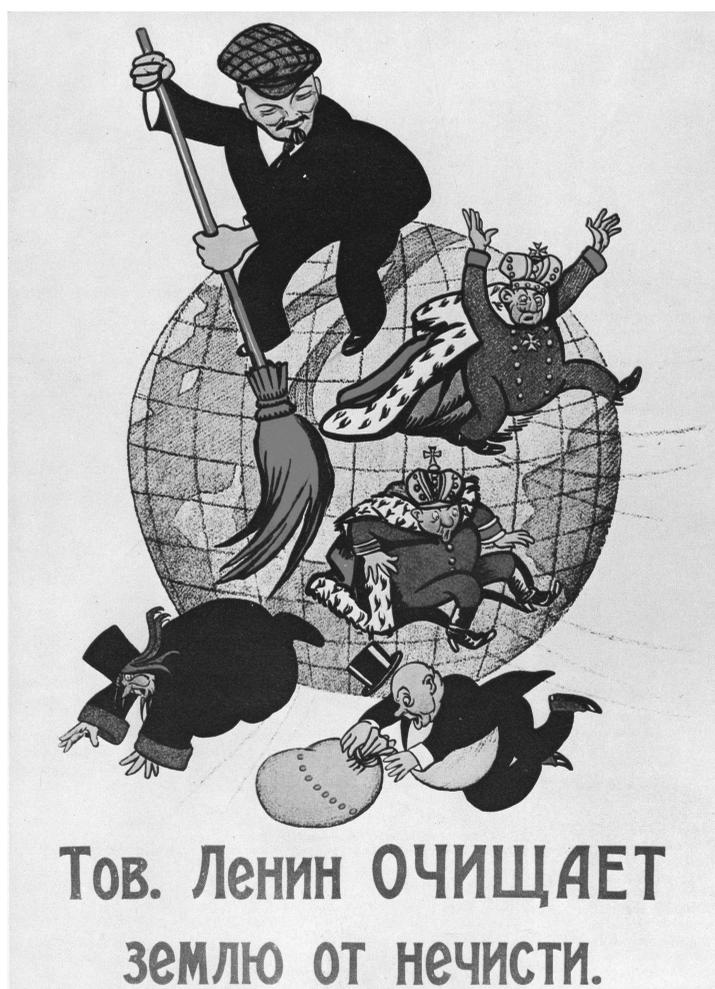
## **La conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme**

Ces remarques ne s'appliquent pas seulement aux social-patriotes qui sont passés nettement et ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, qui sont devenus ses délégués préférés et ses agents de confiance, les bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière ; elles s'appliquent encore à la tendance centriste, indéterminée et inconsciente, qui tente de restaurer la II<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vues, l'opportunisme, l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants. Le Parti indépendant en Allemagne, la majorité actuelle du Parti socialiste en France, le Parti ouvrier indépendant d'Angleterre et tous les autres groupes semblables essaient en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la II<sup>e</sup> Internationale. Ils se présentent comme autrefois avec des idées de compromis et d'unité, paralysant par tous les moyens l'énergie du prolétariat, prolongeant la crise et multipliant par là les malheurs de l'Europe. La lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme. Rejetant loin de nous toutes les demi-mesures, les mensonges et la paresse des partis socialistes officiels caducs, nous, communistes, unis dans la III<sup>e</sup> Internationale, nous nous reconnaissons les continuateurs directs des efforts et du martyre héroïque acceptés par une longue série de générations révolutionnaires, depuis Babeuf jusqu'à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg.

## Renverser cet ordre de choses

Si la Première Internationale a prévu le développement à venir et a préparé les voies, si la II<sup>e</sup> Internationale a rassemblé et organisé des millions de prolétaires, la III<sup>e</sup> Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'Internationale de la réalisation révolutionnaire. La critique socialiste a suffisamment flagellé l'ordre bourgeois. La tâche du Parti communiste international est de renverser cet ordre de choses et d'édifier à sa place le régime socialiste. Nous demandons aux ouvriers et

ouvrières de tous les pays de s'unir sous l'étendard du communisme, qui est déjà le drapeau des premières grandes victoires prolétaires de tous les pays ! Dans la lutte contre la barbarie impérialiste, contre la monarchie et les classes privilégiées, contre l'État bourgeois et la propriété bourgeoise, contre tous les aspects et toutes les formes de l'oppression des classes ou des nations, unissez-vous ! Sous le drapeau des soviets ouvriers, de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir et la dictature du prolétariat, sous le drapeau de la III<sup>e</sup> Internationale, prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ■



Affiche de 1920. (D.R.)

# Grigori Zinoviev

par Jean-Jacques Marie

## Une mauvaise réputation

Zinoviev a suscité des antipathies violentes qui ont en général épargné son allié Kamenev. Victor Serge le qualifie dans *Ville conquise* de « dictateur, demeuré un peu gras par ces temps de famine ». Le communiste – puis social-démocrate – allemand Paul Lévi l'appelait « l'âne de réputation européenne ». La communiste – puis sociale-démocrate – italienne Angelica Balabanova le déclare « l'être le plus abject qu'elle ait jamais rencontré après Mussolini ». Elle le réduit au rôle d'« interprète et d'exécuteur de la volonté des autres » (essentiellement de Lénine), bref d'instrument utile pour « sa perspicacité, sa complaisance et sa malhonnêteté ». Jacob Sverdlov dit un jour de lui avec quelque mépris : « Zinoviev, c'est la panique. » L'historien britannique E. H. Carr, plutôt pro-bolchevik, porte sur lui un jugement politique assassin : « Il ne dominait ni les problèmes politiques ni les problèmes économiques et préférait les discours à l'action (...). Il ne comprenait rien au maniement des hommes (...). Sa volonté de reprendre le manteau de Lénine s'étalait si naïvement qu'elle rendait son ambition ridicule (...). Il n'avait



Zinoviev (D.R.)

aucun don d'organisation (...). Il se gagna une réputation peu enviable d'instabilité et de manque de scrupules. » Pierre Naville, le rencontrant à Moscou en novembre 1927, à la veille du XV<sup>e</sup> Congrès, en peint un portrait critique : « Zinoviev ne payait pas de mine ; un gros homme en veston fripé, apathique ce jour-là, ou sans inspiration (...). Il répondit à nos questions avec un peu de la nonchalance ennuyée

d'un fonctionnaire. On ne put rien tirer de lui sur la position qu'il adoptait à la veille du XV<sup>e</sup> Congrès. »

Dans leur énorme *Histoire politique de la Russie*, les deux historiens russes Mountchaïev et Oustinov font de Zinoviev un portrait accablant :

« Sur les communistes et les non communistes, sur les oppositionnels et les staliniens, Zinoviev produisait la même impression de nullité creuse, incapable, impudente et lâche. À l'exception de Staline lui-même, Zinoviev était le seul dirigeant bolchevique qu'il était impossible de qualifier d'intellectuel. En plus, il ne possédait aucun flair politique et ne comprenait rien aux questions économiques. Certes, Zinoviev était un très bon orateur, mais ses discours étaient pauvres de contenu et n'étaient capables d'éveiller

*les masses que de façon temporaire. »*

Un petit fait semble conforter ce portrait bien noir : de toutes les « biographies autorisées » publiées dans l'Encyclopédie Granat en 1927 et rédigées en 1925 ou 1926 par les intéressés ou par leur secrétaire, (pour Lénine par sa sœur Anna), la plus vaniteuse et la plus douteuse est celle de Zinoviev qui gonfle son rôle au-delà du vrai... et du vraisemblable.

B. Bogdan, l'auteur de sa « biographie autorisée » (sic !) de Granat, sans aucun doute revue et corrigée par Zinoviev lui-même, écrit ainsi : « *À la fin de 1904 il tombe malade et repart pour l'étranger* » où il s'inscrit à la faculté de chimie de l'Université de Berne, puis rentre en Russie en 1905. B. Bogdan note : « *Il eut bientôt une grave maladie de cœur. Les médecins l'envoient de nouveau à l'étranger où il reçoit des soins pendant quelques mois. Le professeur Salli lui interdit toute activité politique. Il guérit* »... mais recommence malgré l'interdiction décrétée par le médecin. Cette décision de risquer très concrètement sa vie pour la cause de la révolution souligne chez Zinoviev un aspect héroïque, certes rituel dans la geste révolutionnaire, mais rarement noté par différents témoins de ces années. Bogdan donne ensuite de son activité en 1905-1906 un tableau impressionnant voire épique : « *À l'époque de la première Douma, Zinoviev dirige l'agitation contre les Cadets et les mencheviks (...). Il mène le combat parmi les ouvriers du textile (...). Il part sur ordre de Lénine pour Cronstadt afin d'organiser l'insurrection (...). Dans de nombreuses réunions, dans les discussions avec les orateurs influents mencheviks, Zinoviev défend avec succès la politique bolchevique. En même temps il mène l'agitation parmi les soldats de Pétersbourg et des environs. Il va dans les casernes de Tsarskoïe-Selo et prend part aux réunions que les soldats tiennent hors de l'enceinte du palais où il arrive déguisé.* » Le récit reste délibérément imprécis car il comporte autant (voire un peu plus) de vantardise que de vérité. Mais on ne saurait porter un jugement sur l'activité politique de Zinoviev à partir des outrances et des oublis de ce petit texte de propa-

gande (comme le silence qui y est observé sur sa prise de position contre l'insurrection en octobre 1917).

## Le fidèle second

Dans l'émigration, il devient un fidèle second de Lénine. Le congrès de 1907 élit un comité central de coalition. Zinoviev est l'un des six bolcheviks avec Lénine, Noguine, Rykov, Krassine et Bogdanov. Il n'apparaît pas encore comme le fidèle second ou du moins adjoint de Lénine. Fin mai 1908, libéré de prison, Zinoviev arrive à Genève, alors que Lénine est alors à Bruxelles à la réunion du Bureau socialiste international. Kroupskaïa entretient aussitôt Zinoviev de la controverse qui vient d'éclater entre Bogdanov et Lounatcharski, partisans du courant philosophique dit empiriocriticisme d'un côté, et Lénine de l'autre. À peine revenu de Bruxelles, le 30 septembre 1908, Lénine installe Zinoviev à une table et, toutes affaires cessantes, lui fait lire une copie de *Matérialisme et empiriocriticisme* qu'il vient d'achever et d'envoyer à l'imprimeur, mais qui ne sera publié qu'en mai 1909. Pour Lénine, la conquête de Zinoviev est un objectif important. Il l'entretient chaque jour avec passion du thème de son livre. Zinoviev est alors un enjeu dans une fraction bolchevique dont les adhérents se raréfient. Souvent, en effet, Bogdanov débarque ensuite chez Zinoviev, après le départ de Lénine, pour tenter de gagner au moins sa neutralité et se plaindre de l'« âpreté » de Lénine.

D'enjeu, Zinoviev devient adjoint ; ce devenir va le marquer pour la décennie suivante. Un petit incident en est le signe incontestable. En mai 1909, Lénine fête la sortie de *Matérialisme et empiriocriticisme* au café, dans une soirée arrosée qui dure jusqu'au petit matin, avec cinq autres bolcheviks alors à Paris. Zinoviev est l'un des cinq avec Kamenev. L'année suivante il cosigne – avec Kamenev encore – la lettre de Lénine au Bureau étranger du comité central réclamant la restitution des fonds de l'héritage Schmidt déposés entre les mains des trois arbitres du SPD.

En juin 1912, pour suivre de plus près l'activité en Russie, Lénine abandonne Paris pour Cracovie avec Zinoviev et Kamenev. Cracovie est alors la capitale de la Galicie autrichienne, attribuée à l'Autriche-Hongrie lors du partage de la Pologne en 1795. Pendant quelques semaines, Lénine, Kroupskaïa et sa mère, Zinoviev, sa femme Lilina et son fils Stepan partagent la même maison.

En août, Lénine et Kroupskaïa, flanqués de Zinoviev et de Kamenev, s'installent dans la banlieue de Cracovie, à Zvejinetz à une dizaine de kilomètres de la frontière russe, d'où Lénine peut suivre les affaires du parti et de la *Pravda*. En octobre, ils déménagent à l'autre bout de la ville, toujours ensemble. Zinoviev – avec Kroupskaïa et Kamenev – aide Lénine à dépouiller le courrier. Seule ombre au tableau entre les deux hommes : Lénine se prend d'une vive affection pour le petit Stepan, joue avec lui et finit par proposer à Zinoviev de l'adopter. Zinoviev refuse. Lénine en est mortifié.

Malgré ce refus, Zinoviev est le préféré de Lénine. Un petit incident le souligne curieusement. La *Pravda* de Saint-Pétersbourg a passé un contrat avec ses correspondants et rédacteurs à l'étranger : les pigistes reçoivent deux kopecks par ligne et les collaborateurs permanents (Lénine, Zinoviev, Kamenev) 100 roubles par mois. Le 2 janvier 1913, le comité central réuni à Cracovie constate la situation financière difficile de la rédaction qui décide de ne plus rien payer aux trois, puis, trois mois plus tard, juge possible de verser une somme globale de 200 roubles mensuels à ses trois correspondants permanents. Le 16 juillet, Lénine charge Zinoviev d'expliquer à Kamenev qu'il n'est pas possible de « partager ces 200 roubles en trois. Nous y avons pensé. Mais vivre avec 67 roubles par mois, sans avoir rien de plus, ni moi ni Vladimir Ilitch ne le pouvions. » Ils invitent donc Kamenev à tenter de gagner cette somme en se faisant payer à la ligne.

Exilé en Suisse, il forme le noyau du minuscule comité central réduit à Lénine, Kroupskaïa et lui-même. Le recueil

*Contre le courant* est formé quasiment à égalité de textes de lui et Lénine, qu'il soutient fermement aux conférences de Zimmerwald et de Kienthal.

Son statut de bras droit ou de collaborateur fidèle assure, certes, une place à Zinoviev dans les sommets (alors modestes !) du Parti bolchevique, mais elle limite lourdement sa capacité à développer une pensée personnelle. Aussi, lorsqu'il se trouvera en désaccord profond avec Lénine, ses divergences – confortées par Kamenev – prendront un aspect brutal.

## Le « déserteur » « briseur de grève »

De retour avec Lénine en Russie, il s'éloigne peu à peu de lui et joue un rôle assez mince dans les événements. En octobre 1917, la perspective de la prise du pouvoir puis la prise du pouvoir elle-même le paralysent, voire l'effrayent : il vote avec Kamenev, le 16 octobre, contre l'insurrection proposée par Lénine, puis la dénonce dans une lettre publiée dans la presse le 18, où les deux hommes affirment que la seule perspective convenable est l'attente des élections à l'Assemblée constituante, où le Parti bolchevique deviendra le principal parti d'opposition alors même que la catastrophe est imminente. Au lendemain de la prise du pouvoir, réellement apeuré, il soutient la perspective d'un gouvernement socialiste unifié avec les S-R et les mencheviks membres du gouvernement provisoire renversé et qui exigent pour donner leur accord que ni Lénine ni Trotsky ne fassent partie de ce gouvernement. Lui et Kamenev ont en tout cas un mérite : ils disent tout haut ce que bien des dirigeants bolcheviques pensent et disent tout bas. C'est d'ailleurs ce qu'il affirmera à juste titre un an plus tard : « À cette époque, notre comité central n'était pas d'accord avec le camarade Lénine. Presque chacun de nous pensait qu'il était encore trop tôt et que les mencheviks et les S-R étaient encore largement suivis. » Pour la majorité, le Parti bolchevique doit jouer le rôle d'une opposition de gauche parlementaire à la « démocratie » au pouvoir.

## Le tandem avec Kamenev

Dès lors, même si, dès les discussions sur la paix de Brest-Litovsk, il se rallie à nouveau à Lénine, son activité politique tendra à s'exprimer dans le cadre d'un tandem très étroit avec Kamenev, comme s'il avait une réelle difficulté à penser seul et avait toujours besoin de s'appuyer sur un autre.

Le jugement qu'à partir de ce moment décisif porte Lénine sur lui dans son *Testament*, pour être fort bref, n'en est pas moins accablant. Il n'évoque aucune qualité de Zinoviev et Kamenev, dont il dit seulement : « *L'épisode d'Octobre ne fut pas, bien entendu, un accident.* » Ce « bien entendu » assassin signifie que leur opposition à l'insurrection d'Octobre, leur volonté de réduire le Parti bolchevique en pleine tempête révolutionnaire au rôle d'un parti d'opposition parlementaire et leur bataille pour un gouvernement de coalition avec ses adversaires n'étaient pas circonstancielles mais exprimaient le fond de leur politique. On ne peut donc leur confier le destin du pays. En l'occurrence d'ailleurs, tant sur l'insurrection que sur la question du gouvernement de coalition avec les autres partis « socialistes » qui avaient participé au gouvernement provisoire, c'est Kamenev qui mène la barque et Zinoviev le suit. Dans son *Testament*, Lénine le souligne sans doute involontairement lorsqu'après le membre de phrase cité ci-dessus il déclare : « *Mais il ne peut pas plus LUI être personnellement reproché que le non-bolchevisme à Trotsky* », comme si Zinoviev et Kamenev ne formaient qu'une seule et même entité, une seule et même personne... ce que Staline traduira à sa manière policière en les associant étroitement dans le prétendu « complot des bibliothécaires du Kremlin » et beaucoup plus étroitement encore, bien entendu, dans le premier procès de Moscou.

Dans *Les crimes de Staline*, Trotsky esquisse un bref portrait comparé de Zinoviev et Kamenev. Peut-être, ce faisant, aiguise-t-il quelque peu les diffé-

rences à ses yeux profondes de ces deux êtres complémentaires, mais il met ainsi l'accent sur les traits les plus frappants du caractère du patron de Petrograd : « *Zinoviev agitateur et Kamenev propagandiste. Zinoviev se laissait principalement guider par son flair politique. Kamenev réfléchissait et analysait. Zinoviev toujours enclin à s'emballer; Kamenev au contraire pêchant par excès de circonspection. Zinoviev tout entier absorbé par la politique, sans goût ni intérêt pour le reste, Kamenev doublé du joueur et d'un esthète. Zinoviev vindicatif, Kamenev débonnaire.* »



Zinoviev à Petrograd (D.R.)

Mais Zinoviev a un atout majeur : c'est un agitateur-né, un orateur de masse. Le dissident soviétique Pomerantz l'a rappelé : en 1950, son voisin de lit au Goulag, devenu, dit-il, antisoviétique, lui racontait qu'« *en 1920, après avoir entendu un discours de Trotsky ou de Zinoviev, il était prêt à partir à l'assaut du ciel. Et pas seulement lui, son régiment tout entier !* », formé de paysans de sa région.

En un certain sens, la révolte des marins de Cronstadt est une répétition inversée de la mésaventure d'Octobre. Au début de 1921, pris à la gorge par l'arrêt des arrivages de blé et de charbon plusieurs semaines durant, qui l'oblige à fermer des usines pour deux à trois semaines, et par la famine menaçante, paralysé par la peur

devant les grèves qui secouent la ville, il est littéralement pris de panique devant la résolution critique des quinze mille marins de Cronstadt, comme il avait été pris de panique devant la perspective d'une insurrection en octobre 1917. C'est ce désarroi qui le pousse, au mépris de l'évidence, à qualifier cette résolution de « *texte S-R Cent-Noirs* ».

## L'homme de l'Internationale... par défaut ?

Le jugement porté par Lénine sur Zinoviev dans son *Testament* soulève sans doute la question la plus aigüe de sa biographie : sa nomination à la tête de l'Internationale... chargée d'organiser un Octobre mondial. Pourquoi Lénine a-t-il nommé ou laissé nommer à la tête de l'Internationale communiste chargée d'organiser un Octobre mondial un homme dont il disait que son opposition à l'Octobre russe n'était pas un accident, donc exprimait sa politique ?

On peut avancer trois hypothèses :

– la première : Lénine n'avait que faire de l'Internationale ou la jugeait bien secondaire ; c'est en parfaite contradiction avec le fait que Lénine en soulignait la nécessité dès 1914, qu'il avait soumis cette proposition aux bolcheviks russes dès avril 1917 et qu'il considérait et affirmait inlassablement que le sort de la révolution russe était étroitement lié et même subordonné à celui de la révolution mondiale ;  
– la seconde : Zinoviev est choisi... faute de concurrents : Trotsky est indispensable à l'Armée rouge, Sverdlov dirige l'appareil du parti jusqu'à sa mort le 16 mars 1919, Staline est chargé des nationalités, ne parle aucune langue étrangère et ignore tout du mouvement ouvrier mondial, Boukharine est marqué par un gauchisme récurrent qui ne disparaîtra qu'en 1923 et n'a rien d'un organisateur, Piatakov est tout aussi gauchiste, sinon plus encore, Radek est surtout un journaliste, Kamenev seconde Lénine dans la gestion difficile de l'appareil gouvernemental. La liste des

candidats possibles est donc si courte qu'il n'en reste qu'un !

– troisième hypothèse qui n'est pas totalement incompatible avec la seconde : Lénine lui trouvait des qualités pour occuper cette fonction. Lesquelles ? En dehors du fait qu'il avait vécu dans l'émigration, il avait mené le combat internationaliste pendant la guerre et connaissait le mouvement ouvrier européen.

La réponse n'est pas si aisée à donner : orateur de masse, Zinoviev est un véritable agitateur, mais diriger l'Internationale communiste naissante ne relève pas de l'agitation. Zinoviev en tant que « théoricien » était très inférieur à Trotsky, Boukharine, Kamenev, Preobrajenski, comme le soulignera son « *Léninisme* ». En tant que stratège politique, 1917 éclaire ses failles et à d'autres moments (comme en Allemagne en mars 1921 ou en 1923), il montrera de graves faiblesses. Il avait deux qualités : c'était un agitateur et un excellent orateur, mais cette qualité qui se manifesterait par exemple avec éclat au congrès des peuples d'Orient de Bakou où il manifeste tout son talent d'agitateur et d'orateur, ne peut pas suffire à diriger l'Internationale ; il s'avérera ensuite vite un homme d'appareil averti, ce que Kamenev ne sera jamais. Jusqu'en 1917, Zinoviev est l'ombre portée de Lénine ; en 1917 il est un moment dans l'ombre de Kamenev ; il acquiert une stature indépendante lorsqu'il dirige le soviét et le parti de Petrograd après le départ du Conseil des commissaires du peuple à Moscou. Il devient le maître de l'ancienne capitale déchu de la révolution confrontée à de lourdes difficultés et réussit à gérer Petrograd affamée dans une situation difficile après l'abandon de la ville par les instances du gouvernement en mars 1918. Faut-il donc considérer qu'il est mis à la tête de l'Internationale par défaut ? Ou, pour Lénine, la tâche essentielle de Zinoviev serait-elle de gérer au jour le jour une Internationale dont l'impulsion politique serait donnée par lui-même et, en second, par Trotsky ? Lénine choisit sans doute de confier la présidence de l'Internationale à un homme qui, malgré sa

faillite politique en 1917, est fondamentalement un fidèle second sur qui il peut s'appuyer. Et malgré quelques balbutiements comme l'action de mars 1921 en Allemagne, du vivant de Lénine, il se conduira dans l'ensemble comme tel. Pour Angelica Balabanova, qui reviendra à la social-démocratie, la réponse ne fait pas de doute : Lénine a nommé Zinoviev à la tête de l'Internationale parce qu'il voyait en lui un fidèle exécutant. Mais la pensée politique d'Angelica Balabanova sombre parfois au niveau du simple ragot... Une chose en revanche est sûre. Lénine ne se gênera pas pour morigéner sévèrement Zinoviev dans ses fonctions. Ainsi, au IV<sup>e</sup> Congrès, critique-t-il vertement son projet de résolution générale, à peu près sur le ton sur lequel un professeur corrige le mauvais devoir d'un élève. Ce texte, dit Lénine, n'est compréhensible que par les Russes... ce qui est vraiment fâcheux pour un texte destiné à tous les autres partis !

## Un gauchisme occasionnel ou circonstanciel

De 1921 au début de 1926, Zinoviev, à la tête de l'Internationale, manifeste un penchant gauchiste qui s'exprime de diverses manières. Ainsi, dès décembre 1920, Lénine soulignait que, la crise du monde capitaliste s'atténuant, les perspectives de révolution mondiale s'éloignaient. Zinoviev soutient alors le groupe de dirigeants du Parti communiste allemand, qui considèrent à l'inverse qu'elle progresse à grands pas et prônent « *l'offensive révolutionnaire* ». Appuyés par l'envoyé de l'Internationale – c'est-à-dire, en l'occurrence, l'homme de Zinoviev, le Hongrois Béla Kun –, ils déclenchent, le 24 mars 1921, une grève générale insurrectionnelle ultra-minoritaire. La répression est brutale. La moitié des membres du parti communiste, désorientés et découragés par cette aventure, le quittent. Avec la protection de Zinoviev, Béla Kun et ses amis excluent plusieurs dirigeants du parti hostiles à l'aventure, dont le secrétaire du

parti, Paul Lévi. Béla Kun rédige en hâte une brochure, *Tactique et organisation de l'offensive révolutionnaire*. Sous sa plume, le bluff triomphe : la défaite se mue en victoire... puisque le parti a été épuré de ses « droitiers » ! Selon lui, la classe ouvrière mondiale vit une période d'offensive révolutionnaire, il faut donc lancer l'assaut !

« *Plumer la volaille* » pour définir le front unique avec la social-démocratie pour s'opposer à la contre-offensive du capital, la formule n'est certes pas de Zinoviev... mais d'Albert Treint que Zinoviev place à la tête du PCF avec Suzanne Girault en 1923.

Ce gauchisme momentané se traduit par le sectarisme des communistes bulgares qui refusent de soutenir le chef du parti paysan Stambouliski, face à la camarilla royale et au corps des officiers qui finiront par l'assassiner et déclencher une violente répression... à laquelle les communistes bulgares répondront (avec son aval ou pas ?) par l'attentat de la cathédrale Sainte-Sophie qui fait près de cent morts. Ce gauchisme débouche, en 1924, sur une insurrection noyée dans le sang en Estonie.

Lénine est hors jeu dès mars 1923. Le fidèle second s'émancipe et se distingue en engageant la « bolchevisation » de l'Internationale, en même temps qu'il est l'un des fabricants du « léninisme », sorte de vulgate catéchistique dont Staline partage avec lui la paternité et qu'il portera à un degré de schématisation caricaturale beaucoup plus élevé. Ce qu'on appelle le « zinovievisme » est un mode de gestion de l'Internationale qui, en cherchant à imposer de Moscou à la fois une ligne et les hommes chargés de l'appliquer et en éliminant systématiquement les éléments rétifs, prépare sa caporalisation et sa stalinisation. Dès la paralysie de Lénine, il est – ou du moins croit être – la cheville ouvrière de la troïka Kamenev-lui-Staline, destinée à interdire à Trotsky l'accès éventuel au sommet du pouvoir. Il est en pointe dans la campagne engagée par l'appareil du parti contre *Les leçons d'Octobre* de Trotsky. Ainsi, il prend la parole à une réunion à

l'école du Comité exécutif central des soviets. Le chef de la direction politique de l'Armée rouge, Antonov-Ovseenko, s'y rend avec son adjoint, ancien enseigne sous Kerenski, qui adhéra au parti communiste pendant la guerre civile, Dvorjets, partisan comme lui de l'Opposition de gauche. Zinoviev tonne et exige des présents une obéissance totale « à la ligne du comité central ». Dvorjets monte à la tribune et répond sèchement à Zinoviev qui rappelle à son opposant sa carrière militaire passée, puis le fait arrêter et condamner à cinq ans d'exil. Zinoviev tourne lorsqu'il s'aperçoit – vite – que l'homme fort de la troïka est Staline et non lui.

## Un fabricant du culte

Il est en même temps l'un des fabricants – certes modeste au regard de ce que fera l'équipe de Staline – du culte de Lénine dans son *Léninisme*, publié en janvier 1926. Bien que, notant d'emblée à propos du titre de l'ouvrage : « Quant à Lénine, il serait sans aucun doute contre l'usage de ce terme » (p. 11), il l'emploie quand même abondamment, et Zinoviev, ne reculant pas devant l'hyperbole, nous l'assure : « Lénine va encore plus loin que Marx » (p. 16), « Marx sans Lénine n'est déjà plus Marx en entier » (pp. 19-20), « Lénine a développé un système coordonné, ce qui chez Marx et Engels n'était qu'à l'état embryonnaire » (p. 21). Ainsi, Marx et Engels ne seraient guère que les modestes annonceurs balbutiants de Lénine. Zinoviev est suffisamment intelligent pour ne pas croire un mot de ces déclarations, mais, en orateur naturel, il croit sans doute que la rhétorique est une arme. Staline, sans doute le plus mauvais orateur de toute la direction bolchevique avec sa diction monotone rythmée par l'éternel même geste du bras, sait qu'en dehors des – assez rares – périodes révolutionnaires, le contrôle de l'appareil est cent fois plus important. Quoique devenu un homme d'appareil, Zinoviev ne pouvait devenir l'incarnation de l'appareil bureaucratique en tant qu'embryon de la caste bureaucratique en cours de développement et qui se reconnaît beau-

coup mieux en Staline qu'en lui. Staline en explicitera la raison, ou du moins l'une des raisons, dans une lettre du 15 mai 1926 à Manouïlski, Piatnitski, Lozovski, Boukharine et quelques autres où il écrit : « Pendant la période de 1898 jusqu'à la révolution de février 1917, nous, les vieux militants illégaux, nous avons réussi à exister et à travailler dans tous les endroits de Russie, mais nous n'avons rencontré le camarade Zinoviev ni dans la clandestinité, ni dans les prisons, ni en exil, sinon pendant quelques mois d'activité du camarade Zinoviev à Leningrad. »

Sous l'accusation manifeste portée contre Zinoviev d'avoir été un planqué loin des épreuves subies par les militants de l'intérieur (accusation qui vise indirectement... Lénine lui-même !), Zinoviev est plus discrètement stigmatisé comme un homme de l'extérieur. Il a fait partie des révolutionnaires émigrés, donc de ceux qui portent sur eux le stigmate de ce que la bureaucratie alors naissante dénoncera plus tard comme le cosmopolitisme. Or, dans la logique du « socialisme dans un seul pays », la bureaucratie se définit comme nationale. Et le clan que Staline forme autour de lui (Molotov, Kaganovitch, Vorochilov, Kirov, Mekhlis, Mikoïan, etc.) est constitué de cadres de l'intérieur qui n'ont du mouvement ouvrier étranger et du prolétariat européen qu'une vision très vague et auquel ils ne portent qu'un intérêt à peine moins vague. Ce qu'ils haïssent en Zinoviev, c'est l'internationaliste ou l'internationalisme.

## Les raisons de l'opposition

La rupture avec Staline au cours de l'été 1925 est-elle, comme une explication un peu rapide l'affirme souvent, l'expression de la révolte des deux centres prolétariens, Leningrad et Moscou, contre les conséquences du socialisme dans un seul pays ? Ou la critique qu'il fait de cette théorie avec Kamenev n'est-elle pas l'habillage théorique d'une rupture due à d'autres raisons plus terre à terre ?

Pourquoi Zinoviev forme-t-il l'Opposition

unifiée avec Trotsky ? Est-ce le résultat de la défaite brutale qu'il subit à Leningrad ? En un mois, Kirov et son équipe de déménageurs nettoient les « bastions » zinovievistes sans trop de difficultés. Est-ce, comme l'affirme Trotsky, parce que Kamenev et Zinoviev pensent constituer avec lui une force alternative à Staline-Boukharine qui ralliera une bonne partie des militants et donc du comité central, ou qui contraindra Staline et son clan (Molotov, Kaganovitch, Kirov, Mikoïan, Kouybichev, Ordjonikidzé, etc.) à rompre avec l'aile droite de Boukharine-Rykov-Tomski ? Ou cette alliance vise-t-elle à exercer sur Staline et son clan une pression qui permettrait à Zinoviev (et Kamenev) de passer ultérieurement avec lui un compromis ? Zinoviev pense sans doute s'appuyer sur l'appareil de l'Internationale qui comprend nombre d'hommes choisis par lui. Mais c'est Moscou qui décide et non le Comité exécutif de l'Internationale. Il l'apprend vite à ses dépens. L'Internationale, en effet, dépend de Moscou tant pour l'autorité dont elle dispose en tant que symbole de la révolution victorieuse que parce que c'est Moscou qui tient les cordons de la bourse. Cette situation annonce le déclin ultérieur et la liquidation future de l'Internationale.

## L'ère des illusions et des désillusions

À la fin de 1927, Zinoviev (et Kamenev) rompt avec l'Opposition unifiée. Pour lui, il n'y a pas d'avenir politique en dehors du parti ou plus exactement de son appareil. Il pense avec Kamenev pouvoir être l'homme du recours en cas de crise. Or la crise est imminente. Zinoviev et Kamenev calculent : si Staline rompt avec Boukharine (ce qu'il va faire sous peu), ce coup de balancier vers la gauche leur permettra à nouveau de jouer un rôle. Des oppositionnels de gauche font d'ailleurs le même calcul et se rallient par vagues entières à Staline. Staline utilise leurs compétences (Piatakov à l'industrie lourde, Radek dans le journalisme, etc.) mais ne les laisse plus jouer le moindre rôle poli-

tique autonome. Ils deviennent tous politiquement, selon l'expression de Trotsky, des « âmes mortes ». Les fonctions confiées à Zinoviev apparaissent comme autant de marques de dérision : recteur de l'Université de Kazan, puis membre du comité de rédaction de la revue *Bolchevik*, puis membre du collège du commissariat du peuple à l'Instruction de la RSFSR.

Un autre facteur pèse sans doute sur la décision de Zinoviev comme sur celle de nombreux autres dirigeants de l'Opposition à des moments d'ailleurs différents : la certitude que la perspective de la révolution mondiale s'éloigne pour longtemps, très longtemps même, et la volonté dans cette situation de ne pas se séparer du parti au pouvoir et de faire quelque chose d'utile au pays de la révolution : c'est 1923 pour Boukharine, 1927 pour Zinoviev et Kamenev, 1928 pour Antonov-Ovseenko et Piatakov – qui sera le véritable organisateur de l'industrialisation de l'URSS sous la direction brouillonne d'Ordjonikidzé, 1933 pour Racovski et Sosnovski.

## Une bureaucratie absente

Mais, en plus, Zinoviev partage avec Boukharine une incompréhension de la réalité sociale de l'appareil bureaucratique, qui explique l'impasse dans laquelle ils se trouvent tous enfermés et qui leur sera politiquement fatale : il ne perçoit pas l'émergence en Russie d'une couche bureaucratique parasitaire dont la domination exige la liquidation politique de tout l'héritage du Parti bolchevique sauf quelques oripeaux destinés à jouer le rôle de masques. Pour Zinoviev, Kamenev et Boukharine, le « parti » est toujours « le parti », et la bureaucratie est en gros la même que celle que Lénine dénonçait en 1921-1922. On le perçoit plus clairement chez Boukharine que chez Zinoviev, parce que le premier a laissé un testament confié à son épouse alors que Zinoviev n'a pas pu rédiger le sien.

Avec l'affaire Rioutine en 1932, Zinoviev et Kamenev passent du stade d'âmes mortes à celui de victimes. Ils avaient lu la

plate-forme rédigée par Rioutine pour son Union des marxistes-léninistes clandestine, n'avaient pas adhéré à son groupe mais ne l'avaient pas dénoncé. Zinoviev pense-t-il que le passage dans l'opposition d'un ancien cadre boukharinien (et d'autres avec lui) annonce une crise dont il pourrait tirer profit ? Staline joue avec lui. Zinoviev est exclu du parti communiste, envoyé en exil, réintégré dans le parti en 1933, ramené à Moscou. Le meurtre du premier secrétaire du PC de Leningrad Kirov, le 1<sup>er</sup> décembre 1934, l'envoie en enfer : Staline s'acharne sur les « zinovievistes » jugés coupables de l'assassinat de Kirov, fusillés fin décembre 1934.

La prison marque le début d'une longue dégringolade. Lors de l'affaire des bibliothécaires du Kremlin, il accepte de charger Kamenev, puis, soumis à une pression croissante, finit par avouer, comme quinze des autres accusés, ce que Staline exige de lui. Il est, avec Kamenev, la figure centrale du premier procès de Moscou, parce qu'en tant qu'ancien président de l'Internationale communiste, en tant qu'ancien second de Lénine il symbolise mieux que personne la liquidation du bolchevisme dont ce procès est l'expression publique achevée ; et cela au moment même où se déchaîne en Espagne une révolution que Staline doit étrangler pour tenter de s'allier avec les « démocraties » contre Hitler.

Zinoviev était un orateur de masse, capable d'électriser les foules, mais, comme son attitude pendant la révolution de 1917 puis à la tête de l'Internationale le montre, il plaçait les représentations politiques et leurs appareils, surtout leur appareils – et non l'activité même des dites masses – au centre de la politique et de sa politique. Et comme la dégénérescence sociale de l'appareil du parti soviétique en couche sociale spécifique qui opprime les ouvriers et les paysans lui a échappé, il n'a pu trouver de réponse au déchaînement de la contre-révolution stalinienne.

Certes, comprendre la nature de la bureaucratie ne suffit pas à empêcher de « capituler » devant sa pression gigantesque ! Malgré l'analyse très pertinente qu'il en avait donnée, Racovski, dès 1928, a ainsi jugé indispensable, face au danger nazi, de se rallier à Staline après l'accession de Hitler au pouvoir. Mais Zinoviev, sans cette compréhension, sans une issue susceptible de fonder sa résistance, se trouvait dans une impasse politique ; il était dès lors inéluctablement condamné à s'incliner devant la bureaucratie. Ce n'est pas là simplement une question de courage personnel. La pression physique et morale exercée par ses bourreaux n'a fait qu'aggraver cette réalité.

## La portée symbolique de Zinoviev, numéro un inéluctable des procès de Moscou

Enfin, Zinoviev était tout désigné pour être la figure centrale ou du moins la figure numéro un du premier procès de Moscou. Il fallait commencer par lui pour donner tout leur sens à la série de procès en préparation. En tant que premier président de l'Internationale communiste, en particulier pendant les quatre congrès marqués par la



Zinoviev en 1936. dernière photo connue. (D.R.)

présence de Lénine et l'attente, voire la préparation de la révolution mondiale, il devait être – en dehors de Trotsky hors d'atteinte – la première et la plus symbolique victime de la victoire du prétendu « socialisme dans un seul pays » bureaucratique sur la révolution mondiale. ■

# **QUAND LA CHINE S'ÉVEILLE (1839-1919)**

# Les provinces chinoises à la fin de l'Empire

(Source : M. C. Bergère – Sun Yat-Sen – Fayard)



# Quand la Chine s'éveille

## Aux origines d'une révolution (1839-1919)

par Rémy Janneau

### Un « *fossile vivant* » (1)

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Chine est encore, aux yeux des Européens, ce géant passif et immobile dont le « *sommeil* » (2) contrasterait avec le dynamisme des puissances occidentales. Ce stéréotype, né peut-être d'un siècle de stabilité du monde chinois, mais surtout du fait que « *l'économie chinoise repose pour l'essentiel entre les mains des Chinois* » (3), est depuis longtemps remis en cause par les historiens. La faiblesse des échanges entre la Chine et le reste du monde s'explique non par l'immobilisme des Chinois mais par le caractère largement autosuffisant de « l'Empire du milieu ». Les importations se résument à la laine, à l'argent, nécessaire à la frappe monétaire (4), et à l'opium, d'abord utilisé à des fins purement médicales, puis comme drogue. En revanche, les échanges interrégionaux sont considérables et la classe marchande extrêmement dynamique. Si les textiles anglais ne parviennent pas à pénétrer le marché intérieur, ce n'est pas en raison d'une quelconque arriération de la Chine mais tout simplement parce qu'à ce stade les tissus chinois, fabriqués de manière artisanale, sont moins onéreux et de meilleure qualité.

Contrairement au poncif de la Chine « endormie », le géant est, en réalité, en plein développement. Une croissance démographique rapide (5), soutenue par une agriculture intensive sophistiquée et par la maîtrise des approvisionnements alimentaires, élargit ce marché intérieur dont l'importance n'avait pas échappé, un siècle plus tôt, à Adam Smith. La particularité de cette croissance réside dans le fait qu'elle ne débouche pas, à la diffé-

(1) Karl Marx, *Affaires chinoises*, *Die Presse*, 7 juillet 1862, in Marx/Engels. *La Chine*, 10/18, 1973.

(2) Chacun connaît la formule prêtée à Napoléon : « *Laissez dormir la Chine. Lorsqu'elle s'éveillera, le monde tremblera.* »

(3) John Fairbank et Merle Goldman, *Histoire de la Chine des origines à nos jours*, Tallandier, 2010, page 247.

(4) La monnaie chinoise restera fondée, jusqu'à la période républicaine, sur le bimétallisme argent-cuivre, ce qui a une double conséquence : la hausse de la valeur de l'argent plonge dans la détresse les classes populaires qui utilisent les monnaies de cuivre mais dont les impôts sont acquittés en monnaies d'argent ; la concurrence avec les économies à monnaie d'or sera fatale à la Chine.

(5) Pour une population de 400 millions d'habitants, l'accroissement démographique est de 100 millions entre 1803 et 1834. Source : Jacques Gernet, *Le monde chinois*, tome 2, Armand Colin, Collection Agora, 2005, page 296 (première publication : 1972).

rence de l'Europe, de l'Amérique du Nord et bientôt du Japon, sur l'industrialisation. Non que la Chine soit totalement dépourvue d'industries – selon Jacques Gernet (6), jusqu'en 1894, le niveau des techniques industrielles équivaut à celui du Japon – mais les entreprises chinoises sont très dispersées et peu nombreuses au regard de la masse de la population.

Les révolutionnaires chinois du début du XX<sup>e</sup> siècle tenaient le confucianisme pour l'obstacle majeur à toute modernisation. Sans doute avaient-ils partiellement raison : une classe marchande, développée mais profondément conservatrice, avait partie liée avec des fonctionnaires lettrés qui confondaient volontiers impôt et extorsion au nom du devoir envers l'État et justifiaient le népotisme par la piété filiale. Le souverain mépris professé par le confucianisme à l'endroit du profit, l'absence de stimulation de la part d'un État gardien supposé de la stabilité pour ne pas dire de l'immobilité de la société (contrairement à ce qui se passera au Japon) étaient autant d'obstacles à un essor industriel.

Le carcan du confucianisme n'était pas, cependant, et loin s'en faut, le seul facteur de « fossilisation ». D'autres causes, économiques et sociales, nous semblent plus décisives. Au lieu de s'opposer à l'arbitraire de l'État et de sa bureaucratie, cette classe marchande usait de tous les stratagèmes (acquisitions de terres, obtention de diplômes, alliances matrimoniales) pour s'intégrer à l'aristocratie foncière, investissant dans la terre et dans l'immobilier plus que dans l'industrie. Le système financier militait lui aussi contre le développement d'un capitalisme industriel. Les besoins de l'énorme masse rurale incitaient, en effet, les détenteurs de capitaux à prêter aux paysans à court terme et à des taux usuraires plutôt que de consentir les prêts à long terme qu'aurait nécessité l'industrie. En outre, l'exiguïté des tenures paysannes ne laissait à leurs exploitants d'autres chances de survie qu'un surinvestissement dans un travail artisanal extrêmement productif et de qualité (soie et coton notamment) au

point que cette production familiale rurale à bas coût était plus compétitive que les ateliers urbains. Loin de constituer un stimulant pour l'industrie, l'abondance de la main-d'œuvre lui offrait ainsi un obstacle supplémentaire.

À ces causes internes se combine, à partir des années 1840, « *la pression économique et militaire des impérialismes étrangers* » (7). Les multiples empiètements et agressions qui vont jaloner le siècle vont « *plonger [ce pays] dans le plus profond chaos* », affaiblir son économie et [...] « *empêcher radicalement toute solution d'avenir* » (8).

Au-delà d'un commerce peu reluisant, les guerres de l'opium (1839-1842 puis 1856-1860), les premières de cette longue série d'agressions, visent, de manière plus générale, à ouvrir le marché chinois. À la veille de la seconde intervention occidentale, Marx écrira dans le *New York Daily Tribune* : « *L'isolement total était la condition nécessaire à la préservation de la vieille Chine. Aujourd'hui que cet isolement a brusquement cessé par l'action de l'Angleterre* (9), *la dissolution de la vieille Chine est tout aussi certaine que celle d'une momie soigneusement conservée dans un sarcophage hermétiquement clos que l'on expose au grand air* » (10). Cette exposition à l'air libre va accélérer, en effet, la décomposition d'un corps déjà bien entamé par le champignon des conflits internes.

Contrairement à ce que l'on avait pu observer en Russie et au Japon, l'État, loin de se renforcer, voyait son autorité décroître. Les catastrophes naturelles (inondations, sécheresses, famines, épidémies) étaient, comme dans l'Europe du XIV<sup>e</sup> siècle, les révélateurs d'une fragilisation sociale causée par une croissance

(6) *Op. cit.*, page 341.

(7) Jacques Gernet, *op. cit.*, tome 2, page 334.

(8) Jacques Gernet, *op. cit.*, tome 3, page 48.

(9) La première guerre de l'opium fut conduite par la seule Angleterre. La France intervint à son tour dans la seconde.

(10) *La révolution en Chine et en Europe, op. cit.*, page 203.

démographique plus rapide que celle des ressources dans un système socioéconomique inchangé. Les révoltes populaires en étaient la conséquence la plus visible. Celle du *Lotus blanc* (1796-1804), à la fois antifiscale et antimandchoue (11), avait sonné le glas d'un siècle de stabilité. Quinze ans plus tard, celle des *Huit Trigrammes* qui vit les insurgés aux portes de la Cité interdite ruina la réputation d'invincibilité de la dynastie Qing. La « guerre sainte » de Jahangir (1826 à 1835), véritable sécession des musulmans du Turkestan sous la conduite d'un prétendu descendant de Mahomet, acheva de la discréditer. Il faut bien concevoir, en effet, que ces révoltes, loin de préfigurer les révolutions modernes, n'ouvrent aucune autre perspective que le chaos et se soldent avant tout, de la part des deux camps, par des pillages et des massacres aussi dévastateurs que les catastrophes naturelles, autant de signes que l'empereur a failli à son « mandat céleste » et qui légitiment les révoltes à venir... Un tel affaiblissement ne pouvait qu'aiguïser les convoitises.

## Guerres de l'opium et « traités inégaux »

Or le moins que l'on puisse dire est que la Chine protège son marché. Un port unique est ouvert aux Européens depuis 1759 : Canton, à partir duquel ils expédiaient du thé, de la soie et de la porcelaine et importent, nous l'avons vu, de l'argent, de la laine et, en quantité croissante, de l'opium. Chaque navire occidental est contrôlé et taxé, pour le compte de l'État, par des *hongs* (compagnies marchandes) fédérées en une puissante guilde, le *cohong*, dirigée par un intendant nommé par l'empereur. Il était quasiment inévitable que les Britanniques usent de tous les moyens pour ouvrir plus largement un marché aussi prometteur. Les ressources diplomatiques étant épuisées (12), restait la politique de la canonnière. Les restric-

tions apportées par le gouvernement chinois au commerce de l'opium, devenu tout à la fois un véritable fléau social et la cause d'un déficit brutal de la balance commerciale, allaient fournir un prétexte. Ce triste commerce finançait les expéditions de thé dans le cadre d'un trafic triangulaire florissant entre la Chine, l'Inde et la Grande-Bretagne. Or, en 1839, le gouvernement chinois interdit officiellement le commerce de l'opium, expulsa les marchands britanniques, fit saisir *manu militari* et jeter à la mer plus de 20 000 caisses et refuse de verser l'indemnité exigée par le représentant anglais Elliot. C'en est trop ! Le gouvernement britannique dépêche un corps expéditionnaire pour « sécuriser les positions commerciales et diplomatiques britanniques sur une base égalitaire » (13). Les canonnières britanniques firent merveille. La Chine fut rapidement contrainte de signer, le 29 août 1842, le traité de Nankin (*Nanjing*) (14), premier d'une série de « traités inégaux » auxquels la Chine allait devoir se plier pendant un siècle. L'indemnité de 21 millions de dollars dont elle allait devoir s'acquitter n'était rien en comparaison de clauses qui marquaient le début d'une

(11) Les Ming avaient été renversés, en 1644, par les Qing (ou Tsing), une dynastie mandchoue sinisée mais tenue pour étrangère par les Chinois.

(12) Les missions de lord Macartney en 1783, de lord Amherst en 1816, s'étaient heurtées à des fins de non-recevoir. Lorsqu'en 1834 Londres mit fin au monopole de la Compagnie des Indes orientales, elle envoya en Chine un émissaire qui exigea de traiter non avec les *hongs* mais avec les hauts fonctionnaires, représentants directs de l'empereur, ce qui, volontairement ou non, le plaçait à égalité avec l'État Qing. C'était ne rien comprendre à la vision chinoise du monde qui voulait que les souverains « barbares » soient tributaires de l'empereur !

(13) Cité par Fairbank et Goldman, *op. cit.*, page 296.

(14) Nous conservons la transcription la plus familière au lecteur, généralement celle de l'École française d'Extrême-Orient. Pour les personnages et les lieux importants, lorsque l'orthographe et la prononciation diffèrent sensiblement (ex : Pékin/*Beijing* ; Ts'eu Hi/*cixi*), la transcription *pinjin*, plus usitée aujourd'hui par les spécialistes, sera indiquée entre parenthèses.

longue série d'empiètements sur sa souveraineté. Outre Canton, quatre autres ports chinois seraient désormais « ouverts » au libre commerce : Ningbo, Fuzhou, Amoy et surtout Shanghai qui donnait accès au Yang-Tsé. La Chine perdait son autonomie tarifaire : les taxes douanières étaient autoritairement plafonnées à 5 % de la valeur des marchandises importées. Le *cohong* dissous, les ressortissants britanniques pouvaient commercer directement avec la clientèle chinoise. *De facto*, les échanges tombaient sous le contrôle de *compradores* (mot portugais signifiant *acheteur*) chinois engagés par les Britanniques. La Grande-Bretagne obtenait la clause de la nation la plus favorisée qui lui assurait automatiquement tout avantage consenti par la Chine à un pays tiers. En outre, Londres se faisait céder Hong Kong qui devenait ainsi colonie britannique, place de commerce et bientôt base navale. Mais la clause la plus humiliante et la plus immédiatement perceptible par les Chinois était sans doute l'exterritorialité reconnue aux ressortissants étrangers qui, quel que soit le délit voire le crime commis, ne relevaient pas de la justice chinoise mais de leurs tribunaux consulaires (15). Le plénipotentiaire anglais Pottinger pouvait exulter : ce traité « ouvrirait une ère nouvelle dans cette région du monde » (16).

Car la France et les États-Unis, cela va sans dire, ne voulurent pas être en reste. Guère en mesure de soutenir un nouveau conflit, la Chine dut leur consentir, par les traités de Wanghia (3 juillet 1844) et de Whampoa (24 octobre 1844), outre les mêmes avantages commerciaux qu'à la Grande-Bretagne, des possibilités d'influence culturelle et religieuse (17). Ces traités léonins, les comportements qu'ils encourageaient, créaient les conditions qui allaient les rendre inapplicables. Les excès de marins en pays conquis, les abus des commerçants installés dans les ports « ouverts », les privilèges liés à l'exterritorialité, suscitaient la colère des populations. Le discrédit de la dynastie la contraignit, pour endiguer la révolte,

d'opposer aux « étrangers » un semblant de résistance tantôt passive tantôt ouverte. Une telle « déloyauté » convainquit le Premier ministre anglais Palmerston de frapper un grand coup. Le meurtre d'un missionnaire français, l'arrestation par la police chinoise de l'équipage d'un petit bateau sous pavillon anglais, servirent de prétextes à une intervention franco-britannique appuyée diplomatiquement par les États-Unis. La prise de Pékin (octobre 1860) (18) permit d'imposer à la Chine des dispositions encore plus draconiennes. Six nouveaux ports furent « ouverts » dont Tientsin (*Tianjin*) et Nankin (19). Les navires de commerce furent autorisés à remonter le Yang-Tsé jusqu'à Hankéou. Les étrangers purent voyager à l'intérieur de la Chine, les missionnaires obtenant de surcroît le droit de résidence. L'exterritorialité judiciaire était étendue aux affaires civiles (20). Enfin, disposition qui fut peut-être la plus lourde de sens pour la dynastie des Qing, les puissances occidentales disposaient dorénavant de représentations officielles à Pékin (*Beijing*). L'époque où le « fils du ciel » pouvait regarder les gouvernements « barbares » comme ses tributaires était close.

(15) La Grande-Bretagne et les États-Unis ne renoncèrent à l'exterritorialité qu'en 1943.

(16) Cité par Pierre Renouvin, *Histoire des relations internationales*, tome V, Hachette, 1954, page 225.

(17) Ces traités seront complétés ultérieurement par une série de conventions qui accroîtront encore le nombre de ports « ouverts », renforceront les privilèges des Occidentaux et les étendront à de nouvelles puissances, la Belgique notamment.

(18) C'est à cette occasion que le corps expéditionnaire franco-anglais incendia le Palais d'Été.

(19) Les autres sont Niuzhnang, Yantaï, Hankou, Jiujiang et Shantou.

(20) Traité de Pékin (26 octobre 1860).

## La guerre des Taiping (1851-1864)

« Ces événements, écrit le sinologue Lucien Bianco, constituent pour les dirigeants de l'Empire et le monde des lettrés chinois une tragédie dont il est difficile de mesurer la gravité. Pour chacun d'eux, le sinocentrisme et son corollaire, la supériorité intellectuelle et morale de la Chine sur le reste du monde, allait de soi » (21). Ce traumatisme des élites n'eut d'égal que leur discrédit. Il en résulta un véritable séisme social avec lequel se conjugue cette seconde guerre de l'opium.

Depuis 1850, la Chine était secouée par une série de révoltes dont la plus violente et la plus dangereuse pour le pouvoir est celle des Taiping, armée de 20 000 « vrais croyants », dirigée par Hong Xiuquan, un Chinois converti par un missionnaire baptiste. Au début, ce soulèvement n'est pas sans rappeler les révoltes millénaristes que l'Europe a connues au XVI<sup>e</sup> siècle. Une foi inspirée de l'Ancien Testament s'y mêle à des revendications et à des ambitions morales voire sociales : l'instauration d'un royaume fraternel et communautaire de la « Paix céleste », la reconnaissance d'un certain nombre de droits aux femmes (22) voire l'égalité des sexes, l'interdiction de la prostitution et du concubinage, la dénonciation de l'opium (23), des jeux de hasard, du tabac, de « l'idolâtrie »... Sur un terrain plus directement politique, les Taiping s'efforcent de se lier au peuple qu'ils invitent à se soulever contre une dynastie mandchoue honnie des Chinois. Partis du Guangxi, à l'est de Canton, les révoltés volent d'abord de succès en succès. Ils mettent en déroute l'armée des Qing, s'emparent de Nankin (1853) où Hong Xiuquan, autoproclamé « roi céleste de la Grande Paix » (24) et frère cadet de Jésus-Christ, installe sa capitale. Ils marchent sur Pékin et menacent Shanghai. La révolte ne rallie cependant ni la bourgeoisie des ports, hostile aux revendications égalitaires, ni les cam-

pagnes qui, réquisitionnées, pillées et livrées à la dévastation, préfèrent, à tout prendre, le contrôle des grands propriétaires. L'idéal égalitaire des débuts ne résiste d'ailleurs pas à l'exercice du pouvoir. À peine installés à Nankin, les chefs s'attribuent des titres de noblesse, un palais, une armée, un harem. Ils se divisent, conspirent les uns contre les autres et ne reculent pas devant l'assassinat.

Les Occidentaux hésitent dans un premier temps. Certains agents britanniques voient plus d'avantages à gagner du côté des insurgés que du côté des impériaux. En effet, tandis que les Taiping affirment vouloir « régénérer » et « occidentaliser » la Chine, un coup d'État porte au pouvoir, en 1861, la très conservatrice Ts'eu Hi (*Cixi*), connue pour son hostilité aux « étrangers ». Le commissaire britannique Lord Elgin pense donc un moment « faire triompher les gens de Nankin » (25). Des contacts sont établis avec ces derniers mais leur peu d'intérêt pour l'économie, le chaos dont ils semblent la cause, le pillage de commerces européens et américains, incitent finalement les Occidentaux, dont les activités commerciales requièrent la stabilité, à jouer la carte mandchoue. Moyennant qu'il accepte les traités, à partir de 1862, la Grande-Bretagne et la France apportent leur appui au gouvernement de Pékin.

(21) Lucien Bianco, *Les origines de la révolution chinoise*, Gallimard *Idées*, 1967, page 18.

(22) En particulier l'interdiction de l'atroce bandage des pieds.

(23) La question n'est pas seulement d'ordre moral. Imposé par les vainqueurs, le commerce de l'opium prend des proportions catastrophiques. Non seulement il est massivement importé (selon Gernet : 4 228 caisses en 1817 ; 68 000 en 1850 ; 96 000 en 1873, *op. cit.*, tome 2, page 299), mais les Chinois eux-mêmes se mettent à en produire, au détriment des cultures vivrières. En 1887, la production chinoise dépassera la production indienne. En 1900, le nombre des consommateurs atteindra 40 millions dont 15 millions dépendants (source : Jonathan Spence, cité par Fairbank et Goldman *op. cit.*, page 346).

(24) *Taiping Tianguo* signifie « Royaume céleste de la Grande Paix ».

(25) Le baron Gros, représentant de la France, était, en revanche très hostile à un soutien aux Taiping.

La guerre des Taiping fut, de l'avis des sinologues, « *la plus formidable explosion sociale qu'ait connue le monde chinois* » (26). Elle fit d'autant plus trembler l'Empire que d'autres révoltes éclataient simultanément, notamment celle des Nian (27), maîtres pendant quinze ans (1853-1868) d'un vaste territoire compris entre le fleuve Jaune et le Huai et celle des musulmans du centre et du nord qui s'éternisera jusqu'en 1873. Selon Lucien Bianco, « *dans les années 1854-1855, à l'exception peut-être de deux provinces du nord-ouest, il n'est aucune des "dix-huit provinces" (28) qui ne rejette la domination impériale* » (29). Leur refus du confucianisme et leur projet de communisme agraire distinguaient, de surcroît, les Taiping des innombrables jacqueries du passé. Lucien Bianco voyait en eux « *les précurseurs des communistes* » (30). En réalité, faute d'être guidés par une bourgeoisie ou par un prolétariat, le mouvement restait sans autre perspective qu'un éventuel changement de dynastie. Sans nier le potentiel révolutionnaire, au sens le plus large, d'un tel mouvement, Marx en a, quant à lui, cerné les limites : « *La seule chose originale de cette révolution, ce sont ses représentants. À part le changement de dynastie, ils ne se posent pas de problèmes. Ils n'ont aucun mot d'ordre. Ils sont un fléau bien plus cruel pour les masses populaires que pour les gouvernements traditionnels. Leur mission semble se réduire à opposer au marasme conservateur une destruction sous des formes repoussantes et grotesques, une destruction sans aucun germe de régénération. [...] Ils ont tout détruit et n'ont rien produit* » (31).

Dès l'instant où l'Empire se sera ressaisi avec l'appui des Français et des Britanniques (32), ils seront méthodiquement écrasés. Le « *roi de la paix céleste* » se suicidera, le 19 juillet 1864, en avalant de l'or ! Nankin reprise, 100 000 hommes seront passés au fil de l'épée. En quinze ans, cette guerre civile aura fait 20 millions de morts auxquels il convient d'ajouter les 10 millions de victimes, au bas mot, des révoltes du Turkestan, du

Yunnan ou encore du Kan Su. Des régions entières sont désolées, le pouvoir central toujours plus affaibli, dans une Chine à reconstruire.

## Une modernisation avortée

La fin des Taiping est suivie d'une tentative de « réformes » visant contradictoirement une « restauration » des Qing et une modernisation de l'Empire. Ces « réformes » se limiteront, en fait, à quelques progrès techniques notamment dans le domaine de l'armement (construction d'arsenaux, de navires à vapeur) et à la traduction d'ouvrages scientifiques venus d'Occident. Encore ces timides progrès seront-ils gâtés, nous le verrons, par la corruption. Un « réformateur » de la génération suivante, Zhang Zhidong, a laissé une formule qui rend compte, à sa manière, des obstacles insurmontables auxquels devaient se heurter tous ceux qui souhaiteraient transposer en Chine le *Meiji* (33) japonais : « *Le savoir chinois pour la structure fondamentale, le savoir occidental pour la pratique.* » De tous les obstacles, ce néoconfucianisme n'est pas le moindre et nous verrons qu'il restera, à juste titre, la bête noire de tous ceux qui souhaitent réellement transformer la Chine. D'une manière plus générale, les « réformateurs » restent eux-mêmes pri-

(26) Jacques Gernet, *op. cit.*, tome, page 293.

(27) Les Nian effectuent leur jonction avec les Taiping en 1864.

(28) Celles qui constituent la Chine proprement dite à l'exclusion du Tibet, de la Mandchourie et de la Mongolie.

(29) *Op. cit.*, page 19.

(30) *Ibid.*, page 21.

(31) *Die Presse*, 7 juillet 1862, *op. cit.*, page 424.

(32) Les armées chinoises seront appuyées par un corps international de mercenaires sous le commandement du fameux C. G. Gordon (1833-1885).

(33) Littéralement : « *gouvernement éclairé* ». Le *Meiji*, nom choisi par l'empereur Mutsuhito, désigne la période de modernisation économique et politique qui devait faire du Japon une puissance moderne (1868-1912).

sonniers de conceptions anciennes : un souverain mépris du profit, la conviction que le commerce est une activité improductive et l'agriculture avant tout une source de revenus pour l'État. En vertu de quoi ils ne s'attaqueront jamais au pouvoir des grands propriétaires fonciers ni au poids écrasant du loyer des terres. L'obstacle majeur est bien, en effet, la structure sociale de la Chine. Les lettrés, issus des classes supérieures, sont hostiles à tout changement, non seulement parce qu'ils craignent que les mines, le chemin de fer et le télégraphe perturbent l'harmonie entre l'homme et la nature, mais aussi parce qu'il n'est pas question pour eux de changer quoi que ce soit à la structure de la propriété et parce qu'ils redoutent, dans les zones urbaines, « *le rassemblement d'ouvriers indisciplinés* » (34). Toute entreprise est étouffée par une bureaucratie tatillonne. Le manque de capitaux a lui-même des origines sociales : la classe marchande préfère acheter des terres que de réinvestir les profits. La corruption fait le reste : les crédits affectés à la modernisation de la marine sont détournés pour construire un nouveau Palais d'Été, l'artillerie navale manque de poudre et certains obus contiennent du sable ! Pour toutes ces raisons, l'industrialisation de la Chine restera, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, « *une ambition avortée* » (35).

## Le partage du « gâteau chinois »

La sanction tombe en 1894-1895 : les Japonais envoient par le fond la flotte chinoise puis écrasent sans difficulté l'armée de Chine du Nord (36). Le traité de Shimonoseki, signé le 17 avril 1895 avec Tokyo, allonge la série des traités inégaux. La Chine cède Formose (Taïwan), les Pescadores et Port-Arthur (37), reconnaît « l'indépendance » de la Corée qui devient, de fait, un protectorat japonais, ouvre sept nouveaux ports au commerce nippon et

consent une indemnité de guerre de 230 millions de liang (38), ce qui équivaut à trois fois le revenu annuel du gouvernement impérial (39).

Cette guerre sino-japonaise marque un tournant dans l'histoire de la Chine. Les clauses du traité de Shimonoseki accroissent, en premier lieu, sa dépendance à l'égard des marchés financiers. Le paiement de l'indemnité de guerre se traduit, en effet, par des emprunts colossaux et par un lourd endettement. Mais surtout, la faiblesse brutalement révélée de ce qui fut « l'Empire du milieu » donne le signal de ce que les historiens anglosaxons appellent le « *break-up of China* », le découpage de la Chine. La Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, le Japon et la Russie se font céder, pour 99 ans, des « territoires à bail » et s'attribuent de véritables zones d'influence qu'ils ne cessent d'élargir à partir de ports qui leur servent de bases navales, de plus en plus profondément dans les terres, le long des lignes de chemins de fer où ils exploitent des mines. L'Allemagne s'empare de Kiao Tchéou (*Jiao zhou*) et du Chang Toung (*Shandong*), clé de la mer de Chine, la Russie se fait céder Port-Arthur, ce qui irrite Londres, et occupe *de facto* la Mandchourie, que convoite le Japon, la Grande-Bretagne occupe le port de Wei Hai Wei et obtient un droit de préemption sur le bassin du Yang Tsé, la France loue la baie de Kouang Tchéou et construit le chemin de fer de Lao Kay... « *Les impé-*

(34) Fairbank et Goldman, *op. cit.*, page 324.

(35) *Ibid.*

(36) En 1894, le Japon, qui avait depuis longtemps des vues sur la Corée, traditionnellement vassale de la Chine, a tiré prétexte d'une révolte contre la cour de Séoul. Débarqués dans la péninsule, les Japonais ont déposé le souverain coréen (qui avait demandé à Tokyo d'intervenir conjointement avec Pékin) et contraint son remplaçant à déclarer la guerre à la Chine.

(37) Port-Arthur sera restitué à la Chine sous la pression de la Russie, de la France et de l'Allemagne.

(38) Le liang vaut alors 0,62 dollar (contre 1,20 en 1887).

(39) Source : Jacques Gernet, *op. cit.*, tome 3, page 13.



“En Chine : le gâteau des rois et... des empereurs” (Estampe d’Henri Meyer – Petit journal – 16 janvier 1898 (D.R.)

À l’arrière-plan, un mandarin représentant les Qing proteste, impuissant, devant le partage de la Chine, symbolisée par une galette des rois. On notera que Marianne, certes alliée du tsar, n’y prend pas part directement tandis que le Kaiser, nécessairement le plus agressif, dispute âprement sa part à une reine Victoria qui semble également montrer un solide appétit.

*rialismes rivaux grouillent sur l'immense corps qui se décompose* » (40).

La Chine tente de jouer de ces rivalités. Pour contrer les ambitions japonaises, Pékin pousse la Russie à s'installer en Mandchourie, mais la défaite russe de 1905 permet au Japon de la refouler au nord et de s'implanter dans le sud de la Mandchourie et en Corée.

## Entre réforme radicale et révolte conservatrice

Face à une telle situation, on peut observer, au sein des milieux dirigeants, deux attitudes. Liés à la bourgeoisie commerçante qui s'est constituée dans une Chine maritime que les empereurs et les fonctionnaires lettrés ont toujours plus ou moins ignorée, certains ministres vont, sous l'impulsion de Kang Youwei (41) et avec les encouragements du jeune empereur Kouang-Siu (*Guangxu*), tenter des réformes supposées moderniser la Chine mais prudemment enveloppées dans un néoconfucianisme censé garantir qu'elles restent bien conformes à la mission du « *fil du ciel* ». En cent jours (juin-septembre 1898), sont publiés plus de 70 décrets réformant l'État, l'administration, l'éducation, l'économie, l'armée et la police. Avant qu'aucun de ces décrets ait pu être appliqué, l'impératrice douairière Ts'eu Hi aura fait tomber les têtes de tous les réformateurs qui n'auront pas eu le temps de prendre le large (42) ! Déclaré « *faible d'esprit* », le jeune empereur, âgé de 23 ans, restera séquestré jusqu'à sa mort en 1908 (43).

L'impératrice, les princes mandchous, la plupart des hauts fonctionnaires lettrés, en effet, ne jouent pas du tout la même partition. Hostiles tout à la fois aux réformes et aux « *étrangers* », ils soutiennent activement la secte ultraconservatrice mais de plus en plus influente des *boxers*, ainsi appelés parce qu'ils conjuguent *kung fu* et chamanisme. Le cas des *boxers* témoigne, s'il en était besoin, que le contenu révolutionnaire d'un mouve-

ment n'est jamais garanti par l'origine sociale de ses combattants. Ils se recrutent essentiellement parmi les paysans pauvres, dans l'artisanat déclassé par les importations étrangères, dans certains métiers ruinés par la modernisation (bâteliers, charretiers) mais, séduits par la démagogie xénophobe des Mandchous et des mandarins, ils se rallient au mot d'ordre : « *Soutenir les Qing, exterminer les étrangers* ».

Nicolas Ray a immortalisé, de manière très hollywoodienne, l'épisode le plus célèbre de leur révolte : les *55 jours de Pékin*. Du 29 juin au 14 août 1900, diplomates, journalistes, et missionnaires sont assiégés, sous un feu nourri, dans le quartier des Légations. Ils seront finalement libérés par une armée de secours qui se livrera au pillage systématique de la capitale chinoise.

La vengeance des impérialistes ne s'arrête pas là. La collusion de la cour avec les insurgés, en effet, est allée très loin. Au lendemain de l'assassinat du ministre d'Allemagne, Von Ketteler, elle a déclaré la guerre aux puissances étrangères. Un édit impérial a ensuite ordonné aux *boxers* de résister à la colonne de secours. Aussi le « *protocole boxer* » sera-t-il beaucoup plus punitif que s'il s'était agi d'une simple révolte populaire. Dix hauts fonctionnaires sont exécutés, plusieurs dizaines durement sanctionnés, 25 forts chinois détruits, le quartier des Légations est agrandi et fortifié et, surtout, la Chine devra s'acquitter sur quarante ans d'une indemnité de 450 millions de dollars (44) dont les taux d'intérêt doublent quasiment le montant et qui va absorber l'essentiel des ressources de l'État. « *Il apparaît de plus en*

(40) Lucien Bianco, *op. cit.*, page 24.

(41) Historien et lettré, à l'initiative des réformes des « Cent Jours ».

(42) Kang You Wei se réfugiera *in extremis* au Japon.

(43) Curieusement, Ts'eu Hi mourra le lendemain même.

(44) L'équivalent de 1 750 millions de francs-or (source : Jean Chesneaux, *Sun Yat Sen*, Éditions Complexe, 1982, première édition : 1959).

plus clairement, commente Jacques Gernet, *que ce pays qui est plongé dans la plus profonde misère ne pourra jamais s'acquitter de la charge démesurée que lui ont imposée les nations les plus riches et les plus prospères du monde* » (45).

Les rivalités entre les grandes puissances vont néanmoins assurer à la dynastie un sursis d'une décennie.

## Une « nouvelle politique » ?

Cette dégradation accélérée de la situation de la Chine va contraindre les Qing eux-mêmes à impulser, à partir de 1901, une « nouvelle politique » inspirée de l'exemple japonais. Cette troisième vague de réformes touche d'abord le système éducatif (1904). Un système hiérarchisé d'écoles modernes dont les programmes, profondément remaniés, s'inspirent largement de ceux des écoles japonaises, est mis en place au niveau des comtés, des préfectures et des provinces. L'année suivante, l'ancien système des examens qui tendait à orienter les étudiants vers la classe des « *lettrés* » c'est-à-dire des hauts fonctionnaires, au détriment de l'économie, est supprimé.

En apparence, les réformes politiques et administratives ne sont pas moins ambitieuses, d'autant que le pouvoir est aiguillonné par un mouvement des masses qu'il n'ose pas réprimer. Des grèves éclatent dans les usines cotonnières de Shanghai, dans les mines de l'Anhui et à l'arsenal de Fuzhou. En 1905, l'exclusion des Chinois de certains emplois, les mauvais traitements infligés aux émigrés chinois aux États-Unis, l'interdiction, dans ce même pays, de l'immigration chinoise, suscitent un boycott des produits américains et des rassemblements de masse où les étudiants se joignent aux commerçants. De crainte que cette mobilisation anti-impérialiste ne prenne un tour antidynastique, le gouvernement n'intervient pas ou très mollement et, l'année suivante, la très conservatrice

Ts'eu Hi annonce la mise en œuvre d'une « *politique constitutionnelle* ». Un édit proclame que « *le gouvernement doit être l'émanation de la volonté nationale* » (46). En 1907 et 1908, des missions sont envoyées au Japon, en Allemagne et en France pour y étudier le fonctionnement d'un régime constitutionnel. L'élection d'une « *assemblée populaire* » – consultative – est prévue en 1910. Enfin, des mesures décentralisatrices sont prises en faveur des villes, des communes rurales et des préfectures, également dotées d'assemblées.

Non seulement ces réformes vont, comme les précédentes, trouver très vite leurs limites mais, loin de renforcer l'Empire, elles vont en précipiter l'effondrement. Les freins à tout changement véritable restent les mêmes qu'au lendemain des guerres de l'opium ou lors des « Cent Jours » : tout doit changer pour que rien ne change ; le cadre intellectuel dominant reste le néoconfucianisme ; les réformes n'ont d'autre but que de renforcer le pouvoir impérial. Aussi l'électorat se limitera-t-il aux couches sociales jugées suffisamment instruites (individus ayant enseigné trois ans, ayant fait des études secondaires, disposant de diplômes délivrés dans le cadre de l'ancien système des examens) ou socialement privilégiées, le cens étant fixé à 5 000 dollars chinois. Pour une population de 400 millions d'habitants, le corps électoral comptera ainsi 1,7 million d'électeurs, recrutés, pour les 9/10<sup>e</sup>, au sein de ce que John Fairbank et Merle Goldman appellent la « *gentry* » c'est-à-dire une classe dominante comprenant les hauts fonctionnaires, l'aristocratie foncière et de grands bourgeois ayant acheté des titres officiels.

Cette réforme ne s'en retourne pas moins contre le pouvoir impérial. À la faveur de l'autonomie qui leur est concédée, les

(45) Jacques Gernet, *op. cit.*, tome 3, page 23.

(46) Cité par René Grousset, *Histoire de la Chine des origines à la Seconde Guerre mondiale*, Payot, 1994, page 320.

élites locales prennent en charge des services publics comme la gestion des eaux et de l'électricité et gèrent les problèmes qui incombent traditionnellement à la « *gentry* ». Or l'ensemble reste chapeauté par l'armature administrative traditionnelle, c'est-à-dire par les fonctionnaires impériaux, et tout converge vers Pékin. Se multiplient ainsi les conflits de compétences qui vont transformer les assemblées locales et provinciales, initialement conçues pour fournir au pouvoir une assise supposée populaire, en foyers d'opposition.

Le paiement de l'indemnité consécutive à la révolte des boxers alourdit, cela va sans dire, des impôts traditionnellement perçus dans le désordre, l'arbitraire et la corruption, les collecteurs vivant du produit de leur collecte ou « arrosant », comme nous dirions aujourd'hui, leur propre province. Toute réforme fiscale est impossible, les Qing ne pouvant prendre le risque de rompre les équilibres fragiles qui leur permettent encore de se maintenir. Et quoi qu'ils fassent, ils apparaissent comme des parasites.

Enfin, le « savoir occidental » ne va pas se limiter à la « pratique », c'est-à-dire aux sciences appliquées et à la technologie, il va miner le carcan intellectuel du confucianisme. « *L'enseignement supérieur qui formait des lettrés confucéens respectueux du pouvoir, commence à fabriquer des révolutionnaires* » (47).

## Les forces révolutionnaires

À l'université, en effet, le confucianisme est de plus en plus ouvertement contesté, au nom de la science et du progrès mais aussi de la démocratie, par des étudiants et des enseignants issus tant de la « *gentry* » que de la bourgeoisie, dont beaucoup ont étudié à l'étranger.

Ce qui pourrait s'apparenter à une « révolution culturelle » est intimement lié à des transformations en profondeur de la société chinoise et aux conflits sociaux qui la déchirent de plus en plus ouverte-

ment. Dans les ports de commerce et au sein de la *diaspora* chinoise, si timide soit-il, le développement d'entreprises capitalistes génère une bourgeoisie en rupture avec la dynastie et la caste des mandarins. Certains historiens, comme l'universitaire américain Joseph Esherick, préfèrent parler d'une « *élite urbaine réformatrice* » (48) qui ne serait plus la « *gentry* » sans être encore la bourgeoisie. Il reste que c'est cette nouvelle élite d'industriels, d'enseignants, de journalistes, de médecins... qui va fournir, au moins dans une première phase, les cadres de la révolution.

Le premier pas dans la voie de la rupture est la modification des rapports avec la caste des fonctionnaires impériaux. Traditionnellement, les deux groupes avaient partie liée, chacun s'accommodant de la formule : « *Contrôle par les mandarins, gestion par les marchands* », la première ambition de ces derniers étant le plus souvent de s'intégrer à la « *gentry* ». Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la nouvelle bourgeoisie n'a plus les mêmes aspirations, désormais antidynastiques, ni les mêmes revendications. Le contrôle de l'État sur les associations professionnelles est de plus en plus mal accepté. Les assemblées locales puis, à partir de 1910, l'enceinte parlementaire, deviennent les caisses de résonance de ces contradictions.

Pour autant, si la bourgeoisie est effectivement en rupture avec l'Empire, elle ne l'est pas avec les impérialismes étrangers dont elle gère les fonds, perçoit des commissions, attend les commandes et cherche à attirer les capitaux. Les milieux d'affaires chinois, en fort développement dans les années qui précèdent la révolution, jouent le rôle d'intermédiaire entre les banques étrangères et les banques « natives ». Contrairement à la fiction forgée plus tard par Staline, il n'existe donc pas de bourgeoisie « nationale » qui aurait des intérêts distincts de la bourgeoisie « compradore ».

(47) Lucien Bianco, *op. cit.*, page 31.

(48) Cité par Fairbank et Goldman, *op. cit.*, page 360.

Un prolétariat, estimé à quelques centaines de milliers de travailleurs (49) répartis dans les mines, le textile, les docks et dans les transports, surtout dans les entreprises étrangères, résiste ici et là à l'exploitation, par des grèves en général durement réprimées. Jean Chesneaux en recense soixante-trois entre 1898 et 1913. En 1906, les mineurs de Pingxiang, dans le Kiangsi, se sont même joints aux paysans insurgés. On ne peut, pour autant, parler, à ce stade, d'une classe ouvrière organisée. Non seulement le prolétariat chinois est numériquement faible et très localisé mais il reste encadré par des corporations dirigées par les patrons, des guildes placées sous la protection d'un personnage influent originaire de la même région ou encore par des sociétés secrètes conservatrices. Les syndicats fondés sur une base de classe sont rarissimes et extrêmement localisés : un club des employés des postes apparut, en 1906 à Canton, un syndicat des coiffeurs qui aurait manifesté des tendances anarchistes... En 1913, naîtra, à Hanyang, une Fédération de la fonderie. Dans les premières années de la période républicaine se développeront, notamment chez les cheminots et chez les marins, dans les entreprises industrielles étrangères également, des amicales et des sociétés de secours mutuel, mais la première organisation se revendiquant comme syndicat sera le Syndicat des imprimeurs du Hunan constitué en 1918, à la suite d'une grève pour des augmentations de salaire.

La force sociale la plus nombreuse et la plus explosive reste la paysannerie. Les dernières convulsions de l'Empire se déroulent sur fond d'agitation paysanne, d'émeutes de subsistances ou fiscales, qui restent la hantise des classes dominantes, y compris la bourgeoisie.

Les forces politiques reflètent cette situation. La principale force organisée est, en 1911, la *Ligue jurée* (Tong Meng-Wei ou *Tongmenghui*) (50) fondée en 1905 par Sun Yat-sen. Sun, qui se trouvait alors au Japon, se réclame d'un « *socialisme* » (51) fondé sur « *trois*

*principes* » : le nationalisme, la démocratie et le « *bien-être du peuple* ». « *Socialisme nébuleux* » (52), « *républicanisme flou* » (53) ou, au contraire, programme « *novateur et cohérent* » (54) ? Les « *trois principes du peuple* » appellent des clarifications qui font débat entre les historiens.

Sun est indéniablement animé d'une volonté de restaurer la grandeur de la Chine, mais son « nationalisme » se résume à son hostilité aux Mandchous, usurpateurs « barbares » venus des steppes. Instigateur d'une dizaine de *putschs* et de soulèvements dans le sud du pays, il recherche constamment l'appui financier, politique voire militaire des puissances impérialistes, notamment de la Grande-Bretagne, de la France (qui l'abandonne en 1908) (55), de certains cercles financiers américains

(49) Les données statistiques exploitées par Jean Chesneaux ne sont précises que jusqu'en 1915. Au-delà de cette date, elles deviennent lacunaires en raison de la quasi-sécession de bon nombre de provinces qui ne fournissent plus de chiffres au ministère de l'Agriculture et du Commerce. Les chiffres, que celui-ci continue à publier jusqu'en 1920, peuvent alors donner l'impression d'une décroissance des effectifs (646 600 en 1915, 575 864 en 1916, 410 279 en 1919) au moment où précisément la Chine s'industrialise (voir Jean Chesneaux, *Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927*, thèse soutenue en 1962, réimpressions des Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales, 1998, pages 53 à 58). Reprenant les chiffres fournis par un auteur chinois, Hu Hun (*Propos sur la Révolution chinoise*), Jacques Guillermaz est peut-être plus proche de la réalité : 1 million en 1911, 2 millions en 1919 (*Histoire du Parti communiste chinois*, tome 1, Payot, 1973, page 50).

(50) De la fusion du Tong Meng-Wei (*Tongmenghui*) et d'autres groupes révolutionnaires naîtra, en 1912, le Kuomintang (*Guomindang*), Parti national du peuple.

(51) Traduction approximative du terme sino-japonais *Shehuizhuyi* (voir Marie-Claire Bergère, *Sun Yat-Sen*, Fayard, 1994, page 190).

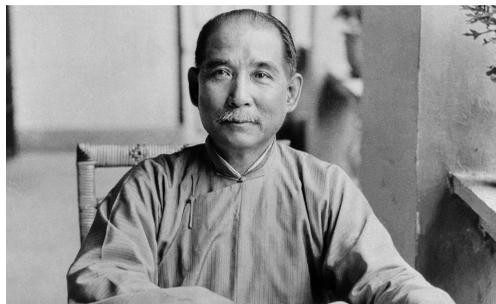
(52) Jacques Guillermaz, *Histoire du Parti communiste chinois*, tome 1, Payot, 1975, page 36.

(53) Marie-Claire Bergère, *op. cit.*, page 88.

(54) Jean Chesneaux, *Sun Yat-Sen*, Complexe, 1982, page 114 (première parution : 1959).

(55) En 1907-1908, Sun lance une série de coups de main depuis le « *sanctuaire indochinois* » (M.-C. Bergère) avec la connivence des autorités coloniales.

qui lui promettent des armes et des instructeurs, et surtout du Japon, ce qui l'amène à teinter son discours d'une pointe de panasiatisme.



Sun Yat-Sen (D.R.)

Il est profondément républicain mais la république ne peut, selon lui, voir le jour qu'au terme d'une série d'étapes dont la première sera un gouvernement militaire. Quant à la démocratie, il ne croit pas à la capacité des masses de l'instaurer et n'imagine pas qu'elle puisse aller au-delà d'un régime parlementaire.

Sun, enfin, s'affirme « *socialiste* » mais il abandonnera bien vite la nationalisation et la redistribution agraire évoquées avant 1905 pour s'en tenir à une taxation des plus-values foncières inspirée du progressiste américain Henry George. Il a lu Marx et admirera Lénine mais il légitime le profit industriel et récuse la lutte des classes. Le « *communisme* » dont il émaillera ses discours à la fin de sa vie a plus à voir avec l'harmonie confucéenne qu'avec la révolution d'Octobre. Au mieux, son modèle est le « *socialisme d'État* » de Bismarck...

Si l'on gratte le vernis idéaliste, on trouve très vite un révolutionnaire bourgeois extrêmement pragmatique dont les discours et la pensée évoluent suivant les circonstances et les forces sur lesquelles il souhaite s'appuyer : sociétés secrètes, étudiants nationalistes, bourgeoisie des ports et *diaspora* chinoise.

Ses connivences tactiques avec les différents impérialismes, en contradiction, au moins en apparence, avec son nationalisme proclamé, lui valent l'hostilité d'une bonne partie des dirigeants de la *Ligue jurée*. On aurait tort, en effet,

d'imaginer le *Tongmenghui* comme un parti monolithique groupé derrière un chef charismatique. Il s'agit plutôt d'une fédération assez lâche de groupes régionaux au sein de laquelle les désaccords sont profonds et l'autorité de Sun sans cesse contestée. Les circonstances historiques vont cependant faire de ce dernier le leader reconnu de l'*intelligentsia* et la figure démocratique que l'histoire retiendra.

Un groupe dirigé par Chiang K'ang-hu (*Jiang Kanghu*) deviendra, en novembre 1911, le Parti socialiste chinois. Son « *socialisme* », fondé non sur la lutte des classes mais sur des valeurs humanistes, est moins révolutionnaire encore que celui de Sun. Trente députés de l'Assemblée populaire néanmoins s'en revendiqueront. Il ne se relèvera pas de son interdiction en 1914. Une scission de ce parti libérera des militants anarchistes qui rejoindront les groupes constitués à l'initiative d'étudiants qui avaient découvert, en France, les idées de Proudhon et de Bakounine. Quant au marxisme, il ne sera guère introduit en Chine qu'avec la révolution d'Octobre.

## L'effondrement de l'Empire

À partir de 1910, se multiplient les prodromes de la révolution : attentats, tentatives insurrectionnelles et complots multiples. En octobre 1911, l'Empire s'effondre brusquement comme un château de cartes. À première vue, le scénario de la révolution du « *double dix* » (10/10/1911) semble digne d'Hollywood : au sein d'une unité, des comploteurs démasqués échappent aux représailles en suscitant une mutinerie, l'insurrection gagne la ville puis l'ensemble du pays, la plupart des provinces se déclarent indépendantes des Qing... « *Les soldats conjurés de Wuchang tentent de sauver leurs têtes ; ils abattent un Empire* » (56). Montesquieu a écrit avec

(56) Lucien Bianco, *op. cit.*, page 36.

raison que « *si le hasard d'une bataille a ruiné un État, il y avait une cause générale qui faisait que cet État devait périr en une seule bataille* » (57). L'Empire des Qing n'échappe pas à la règle. S'il meurt d'une mutinerie, c'est qu'il était miné par de profondes contradictions dont le conflit du Sichuan, qui marque l'été 1911, est profondément révélateur. La bourgeoisie de cette région qui a investi dans le développement du chemin de fer s'oppose, en effet, aux fonctionnaires impériaux qui cherchent à l'exploiter au profit des Qing (58). Ce conflit régional souligne un enjeu commun à l'ensemble de la Chine : comment libérer un marché qui étouffe dans le carcan bureaucratique du système impérial ? Il fait basculer la bourgeoisie, encore hésitante, dans le camp de la révolution.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1912, naît, à Nankin, la république chinoise (59). Sun Yat-sen, que la révolution surprend aux États-Unis, en sera le premier président. L'élément moteur de cette révolution est « *l'élite urbaine réformatrice* » (60), une coalition de la bourgeoisie et des « *gentrys* » locales qui, acquises à une rénovation de la Chine, ont pris le contrôle des entreprises d'intérêt public. Cette « élite réformatrice » qui domine les assemblées provinciales et le nouveau Parlement s'organise autour du Kuomintang (61). Pourtant, la révolution bourgeoise n'aura pas lieu. Dès le 15 février, Sun Yat-sen démissionne et abandonne le pouvoir à Yuan Shikai, un militaire au dossier chargé, dont le ralliement de façade à la république dissimule mal les ambitions dictatoriales.

Pourquoi une telle reculade ? Selon Lucien Bianco, « *la révolution n'a été qu'un coup de main heureux* » (62), les révolutionnaires ne jouissant d'aucun soutien populaire ; le refus des impérialistes de prêter à Sun Yat-sen – alors qu'ils aideront généreusement Yuan Shikai (63) – a fait le reste. Pour Jean Chesneaux, c'est au contraire la mobilisation des masses paysannes et la participation aux combats des ouvriers et des coolies qui aurait effrayé des notables pour qui « *l'avènement de la république*

*ne pouvait en aucun cas signifier un bouleversement dans les rapports sociaux* » (64). Partant de prémisses différentes, Fairbank et Goldman rejoignent ce point de vue : une prolongation de la crise révolutionnaire pouvait entraîner une guerre civile, une intervention étrangère et des insurrections paysannes, hantise des classes dirigeantes : « *Issus de la gentry, les gouvernements et les assemblées provinciaux ont hérité une aversion pour les désordres prolongés déclencheurs d'insurrections paysannes.* » Une fois les Qing renversés, leur priorité reste donc, avant tout, la stabilité politique et sociale. Entre Sun Yat-sen à qui ils prêtent – bien à tort – un projet de réforme agraire et Yuan Shikai qui, seul, dispose d'une armée disciplinée et bien équipée, leur choix est clair.

(57) Montesquieu, *Considération sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, Dubuisson et Marpon, 1867, page 139.

(58) Le 13 mai, un décret du régent nationalisait les chemins de fer de la Chine du Sud en vue d'une rétrocession à des prêteurs étrangers en gage de nouveaux prêts.

(59) Le jeune Pu Yi, âgé de 6 ans, abdiquera officiellement le 12 février. Son père, qui assumait la régence depuis la mort de Ts'eu Hi, a démissionné dès le 6 décembre.

(60) Voir note 47.

(61) Dès sa formation, le Kuomintang abandonnera le « *troisième principe du peuple* » : le « *bien-être du peuple* », ce qui se traduira concrètement par le renoncement à toute réforme sociale. Les contacts de Sun Yat-sen avec la II<sup>e</sup> Internationale et avec le Parti socialiste chinois, certains de ses discours – « *Notre république est socialiste* », « *Tous ses dirigeants sont d'authentiques socialistes* » (printemps 1912) – entretiennent néanmoins la fiction – par la suite lourde de conséquences – du caractère « *socialiste* » du Kuomintang.

(62) Lucien Bianco, *op. cit.*, page 45.

(63) Un *consortium* bancaire international consentira à celui qui semble en mesure de stabiliser l'État, un « *prêt de réorganisation* » de 21 millions de livres sterling contre un remboursement de 68 millions étalé de 1913 à 1960 et un contrôle des revenus du sel et des capitaux déposés dans les banques chinoises. L'emprise des impérialismes sur la Chine ne faisait que se renforcer. Les mêmes puissances apportent également à Yuan Shikai, immédiatement reconnu, l'appui diplomatique qu'elles avaient refusé à Sun Yat-sen.

(64) Jean Chesneaux, *Sun Yat-sen*, page 135.

## De la dictature au chaos

Loin de stabiliser la situation, cependant, l'accession au pouvoir de Yuan, en mars 1912, va précipiter la Chine dans le chaos. L'homme passe pour « *moderniste* ». C'est lui, en effet, que Ts'eu Hi a chargé de conduire les réformes des années 1906-1908, mais son action s'est limitée à moderniser l'armée et la marine. En tout état de cause, il reste d'abord un haut dignitaire de l'Empire, longtemps l'homme-lige de l'impératrice douairière. Lors des « *Cent Jours* » de 1898, après avoir, un temps, soutenu les réformateurs, il s'est empressé de les dénoncer. En 1911, c'est lui qui est chargé de mater la rébellion... qu'il utilise à son profit. À une bourgeoisie effrayée par sa propre audace, il apparaît en effet, comme l'homme de la situation. Porté à la présidence de la République, il s'imagine volontiers empereur et met toute son énergie à briser les forces issues de la révolution. En mars 1913, il fait assassiner le président du Parlement, Song Yaoren (65), l'un des fondateurs du Kuomintang. Les républicains ayant voté sa déchéance à Nankin (juillet 1913), il fait occuper militairement la ville (27 août). Le Kuomintang et le Parti socialiste sont dissous.

La répression n'épargne pas les rares associations ouvrières (66). Dès 1913, à l'exception des traditionnelles guildes et des organisations coutumières, elles sont également dissoutes. Les grèves, généralement motivées par des revendications salariales ou une résistance à la dégradation des conditions de travail, sont durement réprimées, parfois par l'infanterie de marine des puissances occupantes. Il n'est pas rare que les meneurs soient exécutés (67).

En apparence maître de la situation, Yuan commet l'erreur de rejouer, dans sa version chinoise, la « farce » bonapartiste. Le 4 novembre 1913, il épure le Parlement (68) qu'il dissout finalement le 10 janvier avant d'abolir les assemblées locales. Un « *conseil d'État* » com-

posé de partisans éprouvés, le nomme « *consul à vie* » puis carrément « *empereur* » (11 décembre 1915). Ce rétablissement parodique d'un Empire dont plus personne ne veut suscite une opposition générale. Un gouvernement provisoire réuni à Canton prononce la déchéance de Yuan, les autres généraux se dressent cette fois contre lui, huit provinces entrent en dissidence, les puissances impérialistes se montrent hostiles au rétablissement de l'Empire, les masses populaires commencent à s'agiter... Totalemment isolé, Yuan meurt dans l'indifférence générale, le 6 juin 1916.

La Chine éclate alors, pour une dizaine d'années, en fiefs militaires tenus par des « *cliques* » et des « *seigneurs de la guerre* » soutenus par les notables locaux et les anciens mandarins : en Mandchourie, un ancien bandit inféodé aux Japonais ; à Pékin, un maréchal bientôt chassé de sa capitale par deux officiers rivaux ; dans le Shanxi, la « *clique* » de Yan Xishan... Sun Yat-Sen devient lui-même « *grand maréchal* » et président d'un éphémère gouvernement proclamé à Canton en juillet 1917. Les canonnières protègent les zones imparties aux puissances impérialistes. Le reste du pays est ravagé par des guerres semi-féodales. Suivant une expression de Sun, la Chine n'est plus que du « *sable dispersé* ».

(65) Tout au long de l'année 1912, c'est Song Yaoren qui incarne l'opposition à Yuan Shikai et non Sun Yat-sen qui, nommé directeur des chemins de fer, déclare, après avoir été reçu à Pékin avec tous les honneurs, en septembre 1912, que « *le président Yuan est l'homme qu'il nous faut* » (discours cité par M.-C. Bergère, *op. cit.*, page 257). Sun ne rompt avec Yuan qu'après l'assassinat de Song Yaoren. Il appelle alors ouvertement à la lutte armée.

(66) Voir le chapitre VI de la thèse de Jean Chesneaux (pages 173 à 210).

(67) Dans les entreprises d'État (arsenaux, mines, administrations), c'est l'armée, et non la police, qui intervient et exécute sommairement les meneurs.

(68) 300 députés et 100 sénateurs affiliés au Kuomintang en sont expulsés.

## La préparation intellectuelle de la révolution

La révolution n'en mûrit pas moins dans ce contexte de guerre civile, avec des spécificités liées au développement particulier de la Chine, en premier lieu la forte montée d'un « *patriotisme ombreux* » (69) lié à la domination croissante des impérialismes, particulièrement de l'impérialisme japonais. Le partage du « *gâteau chinois* » n'est nullement une exagération de caricaturiste. Jean Chesneaux peut parler, à bon droit, d'un « *démembrement territorial de la Chine* » (70). Les impérialismes ont multiplié les concessions et les établissements (71), élargi leurs zones d'influence sur lesquels le gouvernement chinois n'exerce plus qu'une autorité purement théorique. Ils en exploitent les richesses et y stationnent des garnisons voire les armées privées des compagnies minières. Est-il besoin de préciser que la carte des investissements étrangers épouse exactement celle des zones d'influence des puissances impérialistes ?!

À ce démantèlement territorial se conjugue un démantèlement politique et administratif. Les postes chinois sont dirigés par un Français, les douanes placées sous l'autorité d'un « *inspectorat* » dont les cadres sont tous des étrangers. Leurs revenus sont placés dans six « *banques gardiennes* » étrangères. Shanghai est placée *de facto* sous le contrôle d'un véritable gouvernement élu par les seuls contribuables non chinois. Les finances impériales sont elles-mêmes sous tutelle... Si l'on ajoute à tout cela l'apostolat fanatique des missionnaires, il est aisé d'imaginer le ressentiment des Chinois, traités, dans leur propre pays comme des étrangers de statut inférieur ! Le second caractère propre à cette phase de la révolution chinoise est sa forte charge culturelle. La révolution est préparée par un véritable bouillonnement intellectuel. Le combat d'une partie de l'élite pour s'émanciper du carcan intellectuel et moral du confucianisme se double de la

volonté de mettre de l'ordre dans le « *chaos multiculturel* » (72) provoqué par les influences occidentales et japonaises. Ces influences n'ont cessé de se renforcer depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et surtout avec les réformes de l'enseignement : introduction de méthodes japonaises, utilisation de livres anglo-saxons, examens terminaux en anglais, cours dispensés par des professeurs occidentaux, études effectuées à l'étranger par de nombreux étudiants. Afin « d'occidentaliser » les nouvelles élites chinoises, les États-Unis n'ont pas hésité à consacrer la moitié de l'indemnité « *boxer* » pour financer la formation d'étudiants chinois en Amérique. Or l'attitude des intellectuels révolutionnaires chinois est ici extrêmement ambivalente. Les apports occidentaux et japonais sont intégrés comme autant de facteurs de modernisation de la Chine mais ressentis comme les signes d'une domination étrangère.

Après 1912, le néoconfucianisme sombre littéralement. Encore faut-il le remplacer par une synthèse intégrant les apports révolutionnaires, à tout le moins progressistes, des cultures occidentales. Deux des leaders du « *Mouvement du 4 mai* » 1919



Hu Shi. (D.R.)

sont à cet égard emblématiques. Hu shi a été, aux États-Unis, l'élève du philosophe et pédagogue John Dewey puis son interprète lors de sa venue en Chine. Que son séjour à Paris soit ou non attesté, Chen Duxiu a assimilé l'héritage de la

(69) Nous empruntons l'expression à Jacques Gernet (*op. cit.*, page 357). Nous la préférons aux termes de *nationalisme* et de *xénophobie* couramment utilisés par des historiens qui parleraient de patriotisme s'il s'agissait d'un peuple européen placé dans la même situation.

(70) Jean Chesneaux, *Le mouvement ouvrier chinois*, page 19.

(71) En principe, les concessions ont été établies avec l'accord du gouvernement chinois, les établissements sur décision unilatérale des puissances étrangères.

(72) Fairbanks et Goldman – OC – Page 385.

révolution française. Doyen de l'université de Beida à Pékin, il lance la revue *Xin Qingnian* (littéralement *Nouvelle jeunesse*) dont le nom est significativement sous-titré en français *La jeunesse*. (73)

Chen Duxiu y sonne la charge contre le confucianisme et contre l'héritage de l'Empire (74). Le *Mouvement pour la nouvelle culture*, dont il est l'un des principaux animateurs, s'attaque à un système d'écriture inchangé depuis le II<sup>e</sup> siècle avant notre ère, dénie toute supériorité à un style classique qui était celui des mandarins, plaide pour qu'une forme écrite soit donnée au langage quotidien (75)...



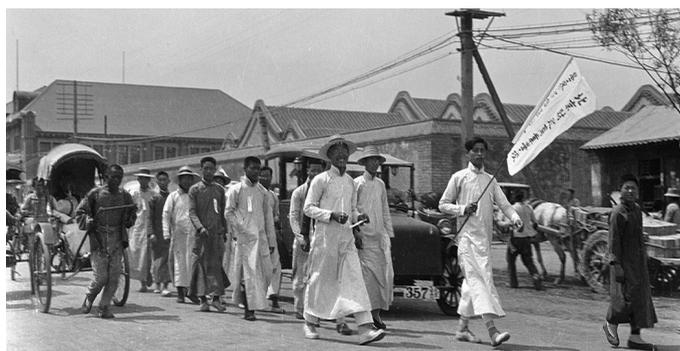
Lu Xun. (D.R.)

Les démarches scientifiques sont transférées à l'histoire, expurgée de ses mythes et de ses légendes. Les textes classiques sont revisités. L'accent est mis sur la compréhension. Une autre revue, *La Renaissance*, animée par des leaders étudiants (Fu Sinian, Luo Tialun) prône « *des Lumières à la chinoise* ». Lu Xun opte pour une littérature au service de la révolution sociale.

Sur fond de grèves ouvrières et combiné à un patriotisme exacerbé, ce bouillonnement intellectuel va donner au « *Mouvement du 4 mai* » le caractère de « *révolution culturelle* » que privilégient la plupart des historiens.

## Le « Mouvement du 4 mai »

Ce mouvement des intellectuels n'est, cependant, que la partie émergée de l'iceberg. Depuis plusieurs mois, se succèdent dans le textile, dans les postes, dans la batellerie, de puissantes vagues de grèves souvent victorieuses qui constituent la face cachée du « *Mouvement du 4 mai* ». Le facteur qui va offrir à tous les mouvements de révolte en gestation un ciment politique est d'ordre patriotique : les articles 156 et 158 du traité de Versailles qui attribuent au Japon les possessions allemandes (76)



4 mai 1919 : les étudiants se soulèvent. (D.R.)

(73) - Fairbanks et Goldman situent ce séjour avant 1915, date à laquelle Chen, rentré en Chine, fonde *La jeunesse* (OC – Page 387). En revanche, selon Jacques Guillerma, c'est « *sans doute à tort* » que les biographes de Chen Duxiu avancent qu'il fit un séjour de deux ou trois ans en France (OC – Page 56). Dans la notice du Maitron consacrée à Chen, Yves Chevrier affirme carrément que ce voyage relève de « *la légende* » (accessible en ligne).

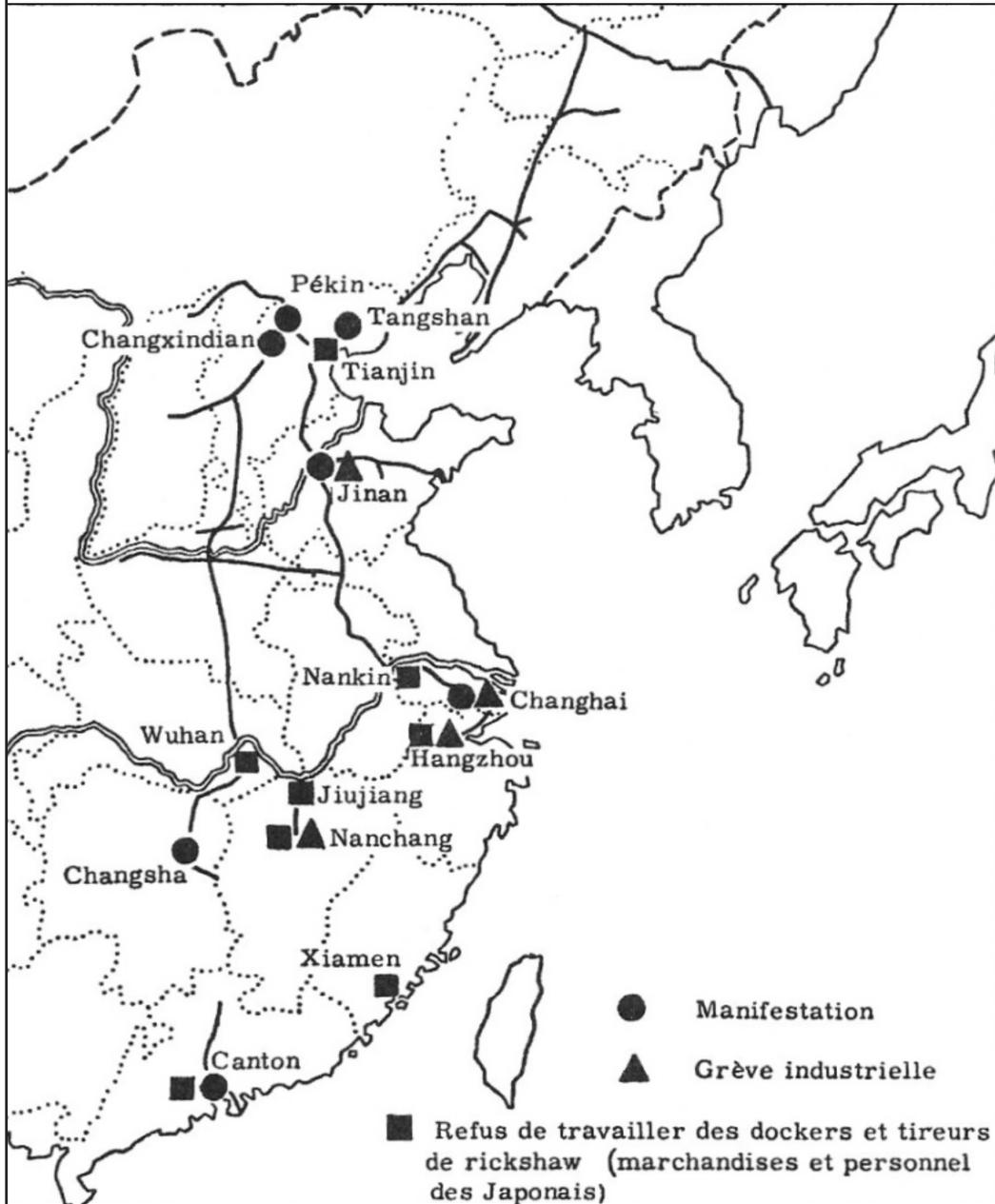
(74) Libéral et partisan de maintenir la révolution sur le seul terrain littéraire, Hu Shi quittera, en 1920, la rédaction de *Nouvelle Jeunesse* et se séparera de Chen Duxiu qui évoluera, lui, vers le communisme.

(75) Sun Yat-sen, qui s'est retiré dans la concession française de Shanghai après avoir abandonné le pouvoir à la « *clique du Kouang-Si (Guangxi)* », se montre farouchement hostile à ce mouvement. Il restera totalement en marge des événements de mai et juin 1919.

(76) Dès son entrée en guerre, en 1914, le Japon avait occupé Tsing Tao et le Chang Toung, jusqu'alors possessions allemandes. Quelques mois plus tard, il avait présenté à Yuan Shekai « *21 conditions* » visant à transformer la Chine en protectorat japonais.

## Participation ouvrière au Mouvement du 4 mai

(J. Chesneaux – Le mouvement ouvrier chinois de 1919 à 1927)



---

 QUAND LA CHINE S'ÉVEILLE, AUX ORIGINES D'UNE RÉVOLUTION (1839-1919)
 

---

au lieu de les restituer à la Chine (77). Le 4 mai 1919, des manifestations éclatent dans l'ensemble du pays, les produits nippons sont boycottés, des protestations adressées aux puissances impérialistes. À Pékin, 3 000 étudiants et leurs professeurs se rassemblent place Tian'Anmen, puis défilent devant les légations étrangères et y déposent des pétitions exigeant notamment le retour de Tsing Tao et du Chang Toung à la Chine. Après quoi ils incendient la résidence d'un ministre pro-japonais et rouent de coups le représentant de la Chine à Versailles. Mais le mouvement prend rapidement un caractère de révolution culturelle. Les manifestants opposent la science, le progrès et la démocratie au confucianisme, qui reste à leurs yeux le pire facteur de conservatisme social et un obstacle à toute modernisation du pays. Dans les jours qui suivent, ils se mettent en grève, s'organisent, haranguent la population, s'adressent par télégrammes aux autres universités... Des étudiants sont tués, blessés ou massivement emprisonnés mais la mobilisation s'étend comme une traînée de poudre. Dans tout le pays se multiplient les réunions publiques et les prises de position reprenant les demandes des étudiants de Pékin. Ce « *mouvement pour la renaissance nationale* » se double de l'entrée en scène de la classe ouvrière (78). Partie de Shanghai, une grève générale paralyse le pays, signal d'une vague de grèves qui ne s'arrêtera que le 12 juin avec la démission forcée de trois ministres pro-japonais. La Chine, de surcroît, ne signera pas le traité de Versailles. Jean Chesneaux souligne le caractère décisif de ces grèves qui « *n'ont pas peu contribué à faire céder Pékin, beaucoup plus vite que n'auraient pu le faire de simples manifestations d'étudiants* » (79). Et au cours de l'année qui suit, si le mouvement reste animé par les étudiants, les organisations syndicales se renforcent et lancent à nouveau des grèves.

Le passage de la résistance anticolonialiste aux revendications démocratiques puis à la révolution sociale aura été extrêmement rapide. Le « 4 Mai », trop souvent perçu comme un mouvement culturel, est en réalité le coup d'envoi d'une révolution prolétarienne qui ne fait que commencer. D'autant que sous l'influence de la révolution d'Octobre une partie de ses animateurs va s'orienter vers le matérialisme puis vers le marxisme et l'organisation de la classe ouvrière. Deux des leaders les plus en vue du « 4-Mai », Chen Duxiu et Li Dazhao (80), fonderont deux ans plus tard le Parti communiste. ■



Chen Duxiu (D.R.)

Notre prochain numéro comportera un article sur les débuts tragiques du Parti communiste chinois et une biographie de Chen Duxiu

Le 20 juillet 2019

(77) Favorables au Japon, dont elles attendaient un rôle de première importance dans le renversement du gouvernement soviétique, la France et la Grande-Bretagne restaient très hostiles à une restitution de Tsing Tao et du Chang Toung à la Chine mais, celle-ci étant entrée en guerre aux côtés des Alliés le 14 août 1917, sa représentation à Versailles espérait bénéficier de l'application du principe wilsonien « d'autodétermination ». Il semble que la position du président américain, d'abord favorable, se soit modifiée lorsqu'il a appris que, contre un prêt substantiel, le Premier ministre chinois Duan Qirui avait signé quelques mois plus tôt, avec le Japon, un accord secret reconnaissant les « droits » de ce dernier sur les deux provinces chinoises.

(78) Cet aspect méconnu du « 4-Mai » est largement développé dans le chapitre VII de la thèse de Jean Chesneaux (pages 221 à 227).

(79) *Op. cit.*, pages 226-227.

(80) Chen Duxiu (1879-1942) rejoindra l'Opposition de gauche en 1929, après l'écrasement des communistes chinois par le Kuomintang. Li Dazhao sera exécuté en 1927.





---

# **HISTOIRE DU TROTSKYSME**



# Les trotskystes à Tcheliabinsk



Isolateur de Verkhneouralsk où ont été découverts les documents. (D.R.)

## *À propos des manuscrits des déportés trotskystes de Tcheliabinsk*

*Avec l'autorisation de leur auteur, nous publions de larges extraits de l'article de Pierre Laffitte, membre de Lutte ouvrière, consacré aux manuscrits de déportés trotskystes découverts dans leur prison de Tcheliabinsk l'année dernière. Cet article a été publié dans le numéro de juin 2019 de la revue théorique de Lutte ouvrière Lutte de classe, numéro auquel quiconque veut lire l'article en entier peut se reporter.*

## **« Les morts se sont mis à parler »**

### **L'actualité du combat des trotskystes soviétiques**

En janvier 2018, à Verkhneouralsk, une petite ville de l'Oural, des ouvriers firent une découverte dans une ancienne prison. Sous le parquet d'une cellule, ils trouvèrent plus de 400 pages de publications trotskystes des années 1930,

## LES TROTSKYSTES À TCHELIABINSK

dont des numéros de la revue *Le bolchevik-léniniste*. Un groupe de détenus bolcheviques-léninistes (le nom que se donnaient les trotskystes soviétiques) avait rédigé ces pages, les avait copiées à la main et fait circuler. Cet isolateur, une prison à régime spécial où la police politique de Staline, le GPOu, regroupait les opposants pour mieux les isoler, compta jusqu'à près de 500 trotskystes (1).

## Ce que l'on savait et ce que l'on ignorait

Quelques récits avaient été publiés à l'Ouest par de très rares trotskystes sortis vivants des griffes de Staline, tels *Mémoires d'un révolutionnaire* de Victor Serge, *Au pays du mensonge déconcertant* d'Anton Ciliga, qui passa trois ans à Verkhnéouralsk, ou *L'appel au prolétariat mondial* d'Arpen Tavitian, dit Tarov, qui fut aussi interné dans cet isolateur (2). On savait par ces textes que leurs camarades emprisonnés avaient publié des journaux. Et que leurs écrits circulaient en prison, entre les lieux de détention et parmi les militants en liberté. On savait que, bien que Staline ait voulu couper Trotsky de ses compagnons de lutte en l'exilant en Turquie, certains de ces textes lui parvenaient. En 1929, Serge avait, dit-il, « réussi à envoyer à Trotsky [...] un volumineux courrier sorti de la prison de Verkhnéouralsk, écrit en caractères microscopiques sur de fines bandelettes ». Anton Ciliga a relaté sa stupéfaction de trouver, à son arrivée à Verkhnéouralsk, les périodiques que les trotskystes y éditaient et qui, sur dix à vingt articles par numéro, traitaient de toutes les questions politiques, théoriques et d'actualité : pouvait-on encore réformer le régime de façon pacifique ou fallait-il une nouvelle révolution ? Staline est-il un traître conscient ou seulement inconscient ? Incarne-t-il la réaction ou la contre-révolution ?

Mais on manquait de documents tangibles sur l'activité des trotskystes soviétiques. Sauf rares exceptions, leurs écrits semblaient n'avoir pas survécu à leur

extermination en 1937-1938 ni à l'acharnement du GPOu à effacer toute trace de ceux qui défendaient l'héritage d'Octobre 1917 en combattant la dégénérescence de l'État ouvrier et du mouvement communiste international, ainsi que son expression politique : le stalinisme. (...)

Après l'implosion de l'URSS, fin 1991, et l'ouverture partielle des archives du parti et de la police politique, les choses ont un peu changé. On a pu publier Trotsky en Russie. On a édité les *Archives de l'Opposition de gauche 1923-1927* et des ouvrages à son sujet. L'un d'eux, *Trotsky et ses camarades* (3), décrit la lutte des trotskystes de l'Oural dans le parti en 1923-1925, ainsi que les trésors de dévouement, d'ingéniosité qu'ils déployaient pour se procurer de quoi s'adresser aux travailleurs. N'ayant pas de matériel d'impression, ils faisaient 1 700 kilomètres pour rencontrer des camarades à Moscou, voire 2 300 pour aller à Leningrad, et autant au retour, afin de se procurer quelques paquets de tracts et de la littérature politique.

Dans les pays occidentaux, durant des années, des historiens ont rassemblé informations et témoignages sur les trotskystes soviétiques dans des ouvrages tels *Les bolcheviks par eux-mêmes* de Georges Haupt et Jean-Jacques Marie, récemment réédité, *Communistes contre Staline* de Pierre Broué, ou dans des monographies sur Trotsky, Rakovsky,

(1) Le chiffre de 485 a été fourni par Tarov et concerne, semble-t-il, la situation à la veille de la grève de la faim de 1932. Ciliga, lui, évoque le chiffre de « 140 (trotskystes) qui monta plus tard à 180 » pour 1930, ajoutant : « Quant aux socialistes et anarchistes de diverses nuances, ils étaient 50 au moment de mon arrivée, plus tard près de 80. »

(2) Victor Serge et Anton Ciliga purent quitter l'URSS en 1935-1936 grâce à des campagnes de soutien à l'étranger. Serge s'éloigna du trotskysme, avec lequel Ciliga avait déjà rompu. Tarov, lui, s'évada et contacta le mouvement trotskyste en Europe.

(3) D'Aleksandr Reznik, paru récemment. Sur la lutte des trotskystes dans la même région, mais en 1928-1930, il y a aussi *Paysage après la bataille* de Vlad Chabaline. Ces deux livres n'existent malheureusement qu'en russe.

Sedov... et dans des revues consacrées au mouvement ouvrier révolutionnaire. Cela a permis de préciser les relations politiques et organisationnelles qu'entretenaient dans les deux sens Trotsky et ses camarades en URSS, leur étroite communauté de vues, de démarche, leur conscience d'agir comme membres d'une même organisation malgré la distance et la répression. En décembre 1930, Trotsky reçut un long document de Verkhnéouralsk : *La crise de la révolution. Les perspectives de la lutte et les tâches de l'Opposition de gauche. La situation internationale*. Ce texte d'environ 50 000 signes avait été écrit au moyen d'un crin sur des feuilles minuscules et avait voyagé dans la doublure d'un manteau. Toujours fin 1930, dans un rapport au nom de 110 détenus trotskystes de Verkhnéouralsk, deux d'entre eux notent que « *les vents favorables nous ont apporté près de dix lettres de nos vieux [Trotsky et Rakovsky]* », en précisant que cela leur a été très utile pour vérifier la justesse des positions élaborées par eux-mêmes. « *Nous avons souvent constaté avec plaisir que, devant les mêmes événements, la démarche de la pensée et les formulations étaient identiques dans les îles de l'Oural [isolateur dérive du mot "île" en latin] et de Prinkipo.* »

Malgré cela, on manquait d'éléments concrets sur la façon dont les trotskystes avaient milité en URSS dans des conditions de plus en plus effroyables ; une lacune que combler en partie les textes découverts à Verkhnéouralsk.

## Assurer la continuité du bolchevisme

Parmi ceux-ci, on trouve un long article, « *La prise du pouvoir par les fascistes en Allemagne* » (4). Écrit trois mois après l'arrivée au pouvoir d'Hitler, il éclaire de façon militante la politique criminelle des staliniens et des sociaux-démocrates qui l'a permise. L'analyse que les rédacteurs font de cette catastrophe et de ses conséquences pour la classe ouvrière, et pas seulement en Allemagne, n'a guère à

envier à ce qu'écrit Trotsky à la même époque. Emprisonnés depuis des années, ils ont encore accès à la presse soviétique et à celle des PC étrangers, donc à une certaine information. Mais ils ne se bornent pas à commenter les événements. Ils les mettent en perspective avec l'évolution du monde capitaliste depuis la Première Guerre mondiale, les occasions manquées pour la révolution, la crise de 1929 qui a ouvert la course à un nouveau conflit mondial. Et ils se demandent : que peuvent faire les travailleurs sous la botte du nazisme, que doivent dire et faire les militants, en Allemagne et ailleurs ?

Cette démarche, on la retrouve dans d'autres textes. Celui intitulé *La tactique et les tâches de l'opposition léniniste* traite de ce qu'elle doit faire dans l'URSS stalinienne ainsi que du « *rôle historique [de l'Opposition] et de ses tâches dans le mouvement ouvrier international* ». Autrement dit : qu'y a-t-il que les trotskystes soviétiques, et eux seuls, peuvent et doivent transmettre aux révolutionnaires d'autres pays ? *La crise de la révolution et les tâches du prolétariat*, lui, examine les « *problèmes de la construction de l'URSS sous l'angle de la révolution permanente* », en établissant un lien entre la dégénérescence de l'URSS et le recul de la révolution mondiale. De façon caractéristique, il débute par un chapitre sur « *Les préoccupations du prolétariat* », pour aborder ensuite la question de la lutte pour rétablir la démocratie ouvrière et réformer la société soviétique. Car la lutte contre la bureaucratie, elle est là. Elle commence même par ça : la défense au quotidien des intérêts, des préoccupations des travailleurs.

Le quatrième long texte dont on dispose, *La situation dans le pays et les tâches des bolcheviks-léninistes*, part des contradictions croissantes du régime stalinien, de la crise politique qu'elles préparent et qui va éclater en 1934, pour

(4) Il a été traduit, et c'est le seul, dans la revue *Inprecor* (n° 657-658, novembre-décembre 2018) du Bureau exécutif (ex-Secrétariat unifié) de la IV<sup>e</sup> Internationale.

## LES TROTSKYSTES À TCHELIABINSK

conclure que, « *contre ceux qui veulent saborder l'Opposition et baisser les bras, il faut s'orienter vers une lutte au sein des masses [...] en avançant au même rythme que les travailleurs* ».

Il s'agissait là de mettre l'accent non plus sur le combat prioritairement au sein du parti, mais parmi la masse des travailleurs, cela pour faire contrepoids aux oppositionnels démoralisés qui se ralliaient à la direction du parti ou qui renonçaient après avoir été brisés par la répression. Cette lutte contre les capitulations, difficile vu les conditions, mais vitale car les trois quarts des oppositionnels firent défection en quelques mois, fut menée politiquement par Rakovsky et des dirigeants tels Boris Eltsine (bolchevik depuis 1903, membre de la direction de l'Opposition en 1927-1928, fut exécuté en 1937 et ses trois enfants périrent en prison ou en déportation), que l'on retrouve avec son fils Viktor à Verkhnéouralsk au côté de cadres de l'Opposition plus jeunes. Certains avaient joué un rôle durant la révolution de 1917, mais tous s'étaient aguerris dans la guerre civile et les combats pour l'édification de l'État ouvrier. Parmi les plus connus, citons Eleazar Solntsev (vivant à l'étranger, où il jetait les bases de l'Opposition de gauche internationale sous couvert de missions commerciales soviétiques, il choisit de revenir en URSS afin de partager le combat de ses camarades, sachant qu'il serait aussitôt arrêté. Il mourut en 1936 des suites d'une grève de la faim) ; Man Nevelson (lycéen en 1917, entra dans la Garde rouge ; commissaire d'armée durant la guerre civile ; mari de Nina, fille cadette de Trotsky, il fut arrêté en 1928 et devint un des dirigeants trotskystes à Verkhnéouralsk ; il fut fusillé par la suite) ; Fedor Diengelstedt (entré au parti en 1910, déporté en 1928, organisateur de plusieurs grèves de la faim, disparut en 1937) ; Karl Melnaïs (communiste letton, déporté puis envoyé en isolateur, participa à la grève de la faim des trotskystes à Vorkouta où il fut fusillé en 1938) ; Grigori Iakovine (membre de l'Opposition de gauche à Leningrad en 1923, passé à la clandestinité

à Moscou en 1928 où il anima le « centre » trotskyste durant plus d'un an, coauteur des thèses sur la *Crise de la révolution*, fut transféré à Vorkouta en 1938 où il fut fusillé...). Parmi les rédacteurs de ces textes, il faut citer aussi le jeune Mikhaïl Bodrov, dont une courte biographie est livrée en annexe.

Grâce à leur opiniâtreté et à leur politique, le flot des départs finit par se tarir. Il se produisit même un afflux de nouveaux soutiens et le retour de certains « capitulards ». Leur lutte sur ce point se confondait avec la mise en œuvre d'un programme de défense du bolchevisme que l'Opposition a été la seule à porter dès le début de façon conséquente dans le parti et la classe ouvrière. On le vérifie dans une série de textes et résolutions issues de débats entre militants détenus, retrouvés à Verkhnéouralsk. C'est tout cela qui explique que, malgré les pressions et la répression, de tous les courants qui se sont opposés au stalinisme dans le PC (bolchevique) d'URSS, le seul qui a tenu sur la durée, et a attiré les meilleurs éléments des autres oppositions, fut le courant trotskyste. (...)

Même derrière les barreaux (5), les trotskystes soviétiques se battaient, eux, sur le terrain de la classe ouvrière, du communisme et de l'internationalisme. Ils avaient vu la révolution se lever en Russie et dans d'autres pays, puis refluer un peu partout, mais ils n'avaient pas suivi le courant. Ils voyaient la répression s'intensifier et savaient que le stalinisme ne pouvait pas les laisser en vie, mais ils débattaient entre eux de tous les sujets, et cela dans une ambiance de totale liberté.

S'agissant de prisons, parler de liberté peut sembler étrange. C'est pourtant de cela qu'il s'agit. Le stalinisme avait étouffé la très large liberté de discussion, de critique, qui avait régné dans le parti au temps de la révolution, et même de la guerre civile, quand Lénine et Trotsky dirigeaient la jeune Russie des soviets. Et, au-delà du

(5) *La Vérité derrière les barreaux*, journal trotskyste paru en 1930 dans l'isolateur de Tchéliabinsk. *La Vérité en prison* sortait à la même époque dans celui de Verkhnéouralsk.

parti, le régime de la bureaucratie ne pouvait asseoir sa dictature qu'en supprimant toute démocratie et liberté dans l'ensemble de la société. Eh bien, face à ce socialisme de caserne, c'est encore dans ses prisons que l'on pouvait le mieux confronter les points de vue, discuter librement de tout.

Voilà pourquoi beaucoup de textes manuscrits de Verkhneouralsk sont signés par ceux qui les soutenaient, qui les mettaient en page tel un vrai journal, et en trois exemplaires pour qu'il circule plus vite parmi les détenus. Ils tentaient aussi de le faire parvenir à des militants à l'extérieur. Car c'est aussi pour eux qu'ils écrivaient, qu'ils débattaient de ce que devaient faire ceux qui voulaient agir avec la classe ouvrière contre la dictature de la bureaucratie. Sur un plan très concret, on doit imaginer, quand on voit des textes rédigés en format miniature, ce qu'il fallait comme organisation derrière cela, comme réseau de militants en liberté mais clandestins, de soutiens dans de multiples milieux, de sympathies actives, pour que les idées que ces feuillets véhiculaient déjouent les geôliers et policiers, et arrivent à leurs destinataires ! Et aussi pour que le *Bulletin de l'Opposition* et les écrits de Trotsky leur parviennent en franchissant des milliers de kilomètres, plusieurs frontières et les hauts murs des isolateurs. C'était là l'expression de l'activité politique d'un groupe de militants communistes révolutionnaires qui se battaient coûte que coûte, y compris lors de deux grèves de la faim massives et partiellement victorieuses : début 1931, à la suite du tir d'une sentinelle qui avait blessé l'un des leurs, et en mai 1933, pour exiger du GPOu qu'il cesse de renouveler automatiquement les condamnations arrivées à expiration.

## Le combat des bolcheviks-léninistes

Ces militants et d'autres avaient, sous la direction de Trotsky, entamé le combat fin 1923, alors que la classe ouvrière, épuisée par la guerre civile et les privations,

démoralisée par l'échec de la révolution dans les autres pays et par l'isolement de l'URSS qui en résultait, avait renoncé en pratique à exercer son pouvoir. Restés seuls en lice, les membres de l'appareil d'État aspiraient à profiter en paix des privilèges associés à leur position. Voyant une menace dans l'Opposition trotskyste qui en appelait à la classe ouvrière, les bureaucrates se reconnurent dans son ennemi : la fraction stalinienne se trouvant à la tête du parti qui allait alors autant défendre ces parvenus qu'elle allait s'appuyer sur eux. Et puis, aux critiques trotskystes, Staline pouvait opposer un argument massue : il tenait l'appareil du parti, de l'État, donc la police. Il put ainsi d'autant mieux isoler les oppositionnels, puis les exclure du parti et expédier en déportation les irréductibles.

Les trotskystes, eux, dénonçaient la navigation à vue de la direction. Entre autres, la gestion bureaucratique des situations révolutionnaires à l'étranger, qui provoquait des échecs à répétition ; le renoncement à la perspective de la révolution mondiale pour le « socialisme dans un seul pays », habillage pseudo-théorique de la défense des intérêts de la bureaucratie. Ils combattaient le soutien que la direction Staline-Boukharine accordait à la bourgeoisie renaissante à la campagne et en ville. Cette menace pour l'État soviétique, la fraction au pouvoir la laissait se renforcer car, par contrecoup, cela affaiblissait la classe ouvrière, donc l'Opposition.

Sur tous les points où les trotskystes sonnaient l'alarme, dénonçaient la politique des staliniens et de leurs alliés, les événements allaient confirmer la justesse de leur programme et de leurs critiques. (...)

Les textes retrouvés dans l'Oural soulignent la justesse des analyses et mises en garde trotskystes. Non pour s'en glorifier, mais pour évaluer ce qui a manqué à l'Opposition pour avoir le soutien des classes laborieuses, et comment y remédier.

Finalement, l'Opposition trotskyste tint bon et après 1934, alors que la plupart de

## LES TROTSKYSTES À TCHELIABINSK

ses militants étaient emprisonnés, elle se renforça fortement dans l'illégalité à laquelle le régime la contraignait. Isaac Deutscher le souligne dans sa biographie de Trotsky, sans qu'on puisse le suspecter d'exagérer le poids du trotskysme avec lequel il avait rompu trente ans plus tôt : « *Il semblait bien que le trotskysme eût été définitivement rayé de la carte. [Mais] les grandes purges et les déportations massives [lui] donnèrent une vie nouvelle [...]. Les trotskystes, avec autour d'eux des dizaines et même des centaines de milliers de gens récemment bannis, [...] un nouveau public immense, [...] furent à la tête de presque toutes les grèves de la faim [...], et par leur conduite téméraire, souvent héroïque, ils insufflèrent à d'autres la volonté de tenir. Fermement organisés, [...] politiquement bien formés, ils constituaient la véritable élite de cette énorme fraction de la nation qui avait été rejetée derrière les barbelés.* »

Mais ce que ni le tsarisme ni la pire réaction n'avaient jamais nulle part réussi à faire, briser le fil de la tradition communiste qui s'était transmise de génération à génération de militants révolutionnaires, le stalinisme le réalisa en peu de temps : non seulement il renia l'héritage d'Octobre, mais il l'anéantit humainement. Allaient être liquidés par lui les militants qui avaient mené trois révolutions, renversé le pouvoir de la bourgeoisie, instauré celui de la classe ouvrière en Russie, commencé à y édifier une société socialiste et, car cela participe d'une même politique, créé un parti mondial de la révolution, l'Internationale communiste.

Le stalinisme s'efforça d'effacer la mémoire même de cette cohorte de combattants ayant ébranlé le monde du capitalisme et accumulé une formidable expérience de la lutte, un capital politique sans équivalent dans toute l'histoire du mouvement ouvrier. De même qu'il avait fait embaumer Lénine dont il trahissait toute la politique, Staline avait organisé le culte d'État de ce qu'il appelait la révolution, mais n'en était au mieux qu'une relique desséchée. Car avec sa

police de la pensée, son histoire falsifiée au gré des besoins du pouvoir et sa scolastique dite marxiste-léniniste couvrant sa politique à courte vue et ses méfaits, qui pouvait comprendre ce pour quoi avait lutté le Parti bolchevique ?

L'histoire officielle présentait ceux qui avaient accompli la révolution, les travailleurs, les militants bolcheviques, comme ayant naturellement soutenu Staline, sa clique, leur politique et leur dictature après la mort de Lénine en janvier 1924.

### Trotsky et ses camarades

Il n'en était rien ! L'historien Pierre Broué relève qu'en 1927 « *44 % des exclus pour appartenance à l'Opposition [étaient] des ouvriers d'atelier et 25 % d'anciens ouvriers placés à des postes de responsabilité [et que le total serait plus élevé si on tenait compte] de la profession antérieure des commissaires politiques de l'Armée rouge et des étudiants des [facultés ouvrières]* ». Et en décembre 1927, lors du 15<sup>e</sup> congrès du parti qui allait l'exclure, l'Opposition avait recueilli 9 000 voix rien qu'à Moscou. Il est probable qu'elle comptait alors 12 000 membres (selon un chiffre cité en 1989 par l'ouvrier typographe trotskyste Dogard (6), qui avait survécu sans jamais avoir capitulé) sachant en outre que les staliniens avaient déjà chassé du parti un millier de trotskystes.

Une majorité des cadres bolcheviques a, à un moment ou à un autre, sympathisé avec ceux qui dénonçaient le stalinisme comme la négation même du léninisme. Et beaucoup ont soutenu l'Opposition trotskyste que, même au faite de sa puissance, la dictature ne parvenait pas à briser.

C'est pour cela qu'en 1936 Staline décida de massacrer, lors des procès de Moscou

(6) Lors d'une rencontre avec Vadim Rogovine. [L'interview de Dogard est parue en entier dans le n° 4 des *Cahiers du mouvement ouvrier*. Il en reste encore quelques numéros disponibles – Note de la rédaction des CMO].

et sans procès dans les camps, des milliers de femmes et d'hommes qui avaient fait le Parti bolchevique et qui étaient ce parti. Il savait que, si la classe ouvrière avait relevé la tête en URSS et dans d'autres pays, elle aurait naturellement vu dans ces cadres révolutionnaires éprouvés une direction de combat contre la réaction stalinienne et le système capitaliste, les deux étant liés. Car il ne peut y avoir de « socialisme dans un seul pays », quoi qu'ait prétendu Staline, qui avait fait de ce non-sens (pour des marxistes) le drapeau de ralliement d'une bureaucratie nationale-socialiste, alors que les bolcheviks restés fidèles à Marx défendaient sa théorie de la révolution permanente avec Trotsky.

C'est pourquoi les détenus de Verkhneouralsk plaçaient la révolution permanente au centre de leurs raisonnements. On les voit, dans leurs écrits, aborder tous les problèmes en se situant du point de vue des intérêts de la classe ouvrière considérée à l'échelle mondiale. Et, à travers ces textes, ce sont les nôtres qui nous parlent à 85 ans de distance car, s'ils ont écrit et lutté pour leurs camarades d'alors, ils l'ont fait aussi pour les générations à venir. (...) Oh, en URSS, les trotskystes ne disaient pas former un parti. Mais ils agissaient, raisonnaient, militaient comme un parti ; un parti qui disposait d'un capital unique, fruit de l'expérience, de l'activité révolutionnaire de générations de militants qui avaient mené une révolution prolétarienne victorieuse en Russie, qui avaient tout fait pour que triomphent les révolutions qui levaient dans la foulée de l'Octobre russe en Allemagne, Hongrie, Finlande, etc. Ce parti réunissait le meilleur des générations des militants qui avaient combattu pied à pied la dégénérescence de leur État, et sa conséquence, la trahison par les staliniens des luttes ouvrières partout dans le monde. Et ces milliers de militants ont lutté jusqu'à leur dernier souffle, au nom d'idées qui restent les nôtres : celles qui, face à la crise de toute la société dans laquelle le capitalisme a enfoncé l'humanité, proposent une issue socialiste

et révolutionnaire à cette crise, la seule voie pour que l'humanité sorte de la barbarie, de sa propre préhistoire, et accède enfin à une société digne d'elle, car libérée de toute exploitation et oppression, une société communiste planétaire.

Il faut bien mesurer quelle perte historique a été pour la révolution le massacre de tels militants. Le capital politique et organisationnel qu'ils représentaient, et qui a en grande partie disparu avec eux, les nouvelles générations de combattants du socialisme ne l'ont toujours pas reconstitué. Et, après l'assassinat de ses camarades en URSS, Trotsky resta seul à incarner ce capital car, malgré leur courage, ceux qui se tournaient vers le trotskysme en Occident n'avaient ni la compétence, ni la conviction, ni les traditions des bolcheviks.

## Un exemple pour les révolutionnaires d'aujourd'hui

Quand l'ex-prison politique de l'Oural a livré ses textes, d'ailleurs en mauvais état, la police les a confisqués. Par réflexe. Et puis, la loi lui permet d'interdire pour 30 ans, renouvelables, ce qu'elle estime menacer ses « agents opérationnels » ou leurs méthodes. Alors, si la section régionale de la police a promis de rendre ces textes, elle ne les a pas tous livrés. Et seuls quatre d'entre eux ont paru, et de façon assez confidentielle, sur le site d'une université locale, celle de Tchéliabinsk, et sur celui du journal économique *Kommersant*, qui a titré : « *Les morts se sont mis à parler* ». La formule sonne juste. ■

28 mai 2019

## LES TROTSKYSTES À TCHELIABINSK

## ANNEXE

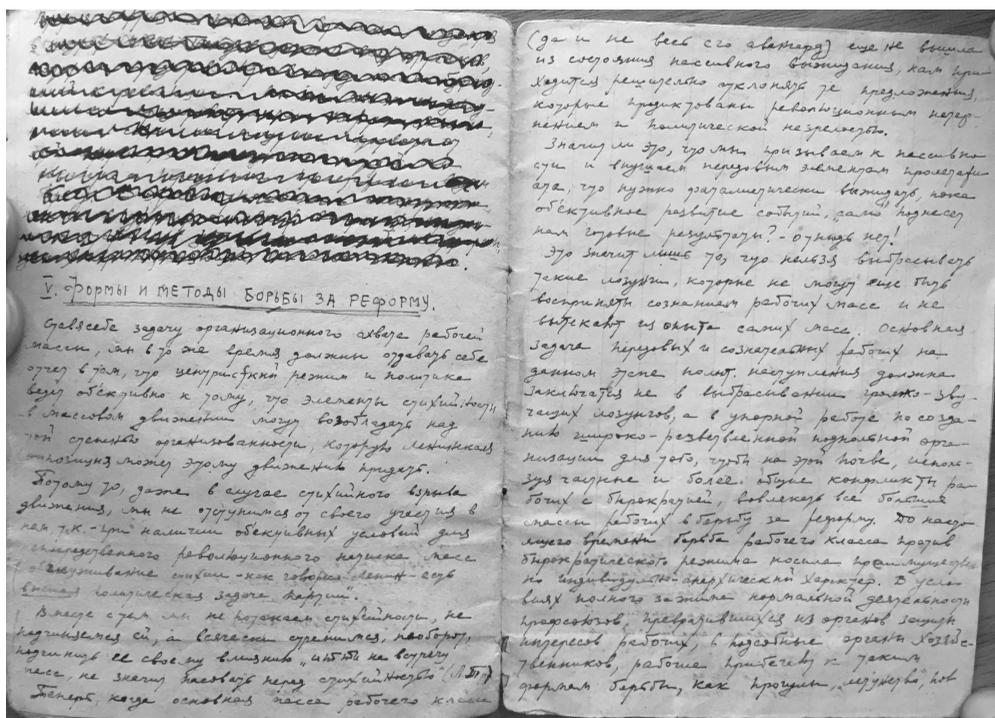
Mikhaïl Antonovitch BODROV (données biographiques fournies par l'ONG russe Mémorial (7)) : « Né en 1902. Sert dans l'Armée rouge de 1919 à 1923. Adhère en 1920 au Parti communiste (bolchevique), en est exclu en 1927 comme "contre-révolutionnaire trotskyste". Condamné en 1935 à 5 ans de camp de travail, peine qu'il effectue d'abord au Karlag (goulag de Karaganda), puis au Sevvoslag (goulag du Nord-est). Fusillé le 14 septembre 1937. »

Dans une notice, Mémorial précise : « Mikhaïl Bodrov organisa la grève de la faim de 204 détenus à Magadan. Il refusa alors de sortir pour effectuer les tâches dévolues aux détenus et, comme on tentait de l'y contraindre, "il s'ouvrit la gorge avec un morceau de rasoir". Une fouille dans ses affaires mit à jour des feuillets sur lesquels il avait défini clairement sa position : "Tout ce que l'on présente

actuellement comme du "socialisme" ne relève que du mensonge et de la tromperie. Nous avons non pas le pouvoir des travailleurs, mais la dictature sans limite d'une oligarchie de bureaucrates qui, par le régime de terreur qu'elle impose, surpasse non seulement l'ancien régime tsariste, mais même les régimes au pouvoir en Allemagne et en Italie.»

Mémorial a dans ses archives la lettre que Bodrov écrivit à son fils Tolya, alors âgé de sept ans, où il lui demandait de bien travailler à l'école et qu'il avait signé d'un "Ton incorrigible trotskyste de papa". La famille du détenu n'a jamais reçu sa lettre, le NKVD (la police politique) l'ayant interceptée. Ce n'est qu'en 1995 que Mémorial a découvert les lettres de Bodrov. » ■

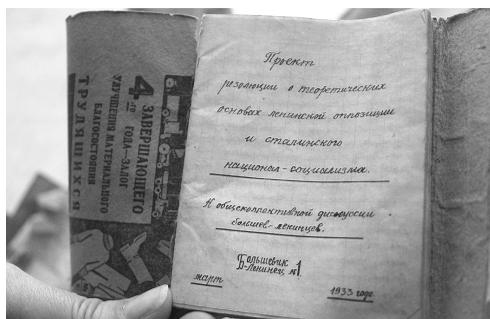
(7) Mémorial entretient le souvenir des victimes du stalinisme et se trouve, à ce titre, en butte aux poursuites du régime de Poutine et à la répression ouverte de celui du dictateur tchétchène Kadyrov.



Dans ce cahier, notes sur : « Formes et méthodes de lutte pour réformer la société ». (D.R.)



Certains textes en très mauvais état de conservation. (D.R.)



Une des brochures manuscrites de Verkhneouralsk. (D.R.)



Le Bulletin de l'Opposition 1932 - format réduit pour entrer clandestinement en URSS. (D.R.)



Le Bulletin de l'Opposition numéro d'octobre 1936 - « Les procès de Moscou, c'est la Révolution d'Octobre en procès. » (D.R.)



Lev (Léon) Sedov, fils de Trotsky, organisateur du travail clandestin vers les militants de l'Opposition de gauche en URSS : organisation de voyages en URSS, collecte d'informations, correspondance clandestine avec anciens et nouveaux contacts, fabrication du Bulletin Oppositsii.

# Les trotskystes en URSS dans les CMO

par Katia Dorey

Deux numéros spéciaux des CMO (62 et 63) ont été consacrés aux trotskystes en URSS. Ces numéros nous sont beaucoup demandés et le n° 63 est en voie d'épuisement. Nous avons pensé qu'il serait utile de rappeler les articles qui ont porté sur ce sujet.

Le n° 1 consacre un article à Tatiana Miagkova « *une des 6 000 trotskystes liquidés en 1937 à Magadan* » (p. 66).

Le n° 2 publie un document inédit sur « *Une grève de la faim des trotskystes à Vorkouta* » de presque quatre mois en 1937-1938 : il s'agit d'un extrait du dossier constitué par le NKVD sur la grève et en particulier sur deux dirigeants trotskystes qui, bien qu'arrivés après la grève, n'en seront pas moins fusillés (p. 55).

Dans le n° 3, Marc Goloviznine publie *Le dossier Aoussem*, dirigeant trotskyste « disparu » en 1936 (p. 35) et un article sur *le mouvement trotskyste mondial vu par le Comintern*. Un autre article est consacré à l'évacuation des camps en 1941 dans la panique devant l'avance allemande : les politiques survivants (dont Christian Rakovsky) sont liquidés.

Dans le n° 4, plusieurs textes de Vadim Rogovine, écrits spécialement pour les CMO peu avant son décès dont l'un consacré aux *Trotskystes dans les camps* (p. 14) et l'interview qu'il avait faite, en 1994, d'un des rares survivants de l'Opposition de gauche, Ogan Dogard.

Dans le n° 11, Jean-Jacques Marie publie *Le dossier Mouralov*, un des « *rarissimes amis personnels* » de Trotsky (p. 59).

Dans le n° 20 : Mikhail Vassiliev consacre un article à *L'opposition de gauche à Leningrad (1927-1929)* (p. 33).

Citons encore, dans les n° 22 et 24, *La liquidation des trotskystes à Magadan* (p. 91) et, dans le n° 34, *Les trotskystes à Vorkouta* (p. 91), par Jean-Jacques Marie.

Le n° 47 publie le texte capital de Rakovsky *Les dangers professionnels du pouvoir* (p. 39).

Enfin, dans le n° 53, un article de Jean-Jacques Marie sur *Les décistes et l'Opposition de gauche*, leurs désaccords, leur tragique destinée commune (p. 61) et la *Déclaration des 84*, déclaration de l'Opposition unifiée de 1927 (p. 71). ■



---

**LES INTELLECTUELS  
FRANÇAIS  
ET  
LA GUERRE  
DE 1914-1918**

# Les intellectuels français et la guerre de 1914-1918

## Première partie

Par Alain Cuenot

**Cette conférence des CMO a été prononcée  
le 20 octobre 2018**

### Introduction

Les intellectuels français face au premier conflit mondial se précipitent très tôt dans une sorte de militantisme guerrier surprenant. Poètes, romanciers, artistes, historiens, philosophes dans leur grande majorité se déclarent déterminés à servir la cause de la guerre, à propager dans l'opinion l'impérieuse nécessité de se mobiliser pour sauver la patrie menacée. Sans aucune réserve, ils se mettent au service de l'État et de son appareil militaire, subordonnant leur intelligence critique aux exigences supérieures de la guerre perçue comme une nécessité vitale, ne cherchant en aucune façon à étudier en profondeur la réalité des mécanismes diplomatico-militaires qui précipitent le pays dans le chaos. La guerre à leurs yeux est une fatalité, il est donc indispensable de se battre pour cette œuvre suprême qui s'impose alors. L'Union sacrée n'est pas seulement d'ordre politique mais également d'ordre culturel. La pensée univoque orchestrée par les institutions du gouvernement et de

l'état-major gagne tous les esprits. Les universitaires, les scientifiques de renom, les académiciens lancent des péans de haine dès la déclaration des hostilités. Il est donc important de mesurer toute l'emprise de cette militarisation effrénée sur les consciences. L'intellectuel qui s'est battu pour défendre la cause de l'esprit et de la raison lors de l'affaire Dreyfus se transforme subitement en propagandiste servile et soumis à la machine de guerre. Comment alors expliquer cette subordination qui gagne chaque penseur dès août 1914 ? Peut-on envisager une forme possible de résistance face un tel phénomène durant les quatre années de conflit ? Nous chercherons à démontrer comment l'année 1914 révèle le degré de soumission des intellectuels dans la justification des opérations militaires tout en distinguant une forme de dissidence extrêmement minoritaire qui apparaît et se construit autour de la figure de Romain Rolland à Genève. Nous nous appliquerons à étudier les mécanismes institutionnels et socio-politiques qui permettent, de 1915 à 1916, de consolider et d'organiser la

violence de guerre au sein de la société et des différents groupements intellectuels, tout en observant avec précision comment la résistance pacifiste et internationaliste se structure lentement et trouve un écho favorable chez les soldats des tranchées. Nous nous efforcerons de mettre l'accent sur l'importance de la crise de l'année 1917 et du surgissement d'un terrain politique nouveau et contestataire à partir de la naissance de la révolution russe. Enfin, nous nous attarderons sur l'année 1918, date de la victoire alliée qui soulève partout l'euphorie et la joie dans la population, qui sacralise le rôle des généraux et des troupes combattantes mais qui, au-delà de cet enthousiasme légitime partagé par le camp des intellectuels patriotes, traduit, devant l'ampleur des massacres, une crise politique et culturelle majeure dont s'emparent les intellectuels pacifistes et révolutionnaires d'une manière durable et inédite trop souvent méconnue.

## Servir la patrie

L'attentat de Sarajevo et le déclenchement de la guerre par la mécanique irréversible des systèmes d'alliance, l'assassinat de Jaurès le 31 juillet 1914, l'ordre de mobilisation générale lancé par le gouvernement, le parti socialiste désorienté qui renonce à ses thèses pacifistes et internationalistes énoncées lors du congrès de Stuttgart, l'Union sacrée décrétée solennellement sont autant d'événements majeurs qui voient la société française et ses intellectuels approuver sans réserve le camp de la guerre et la justification du déploiement des forces militaires à travers tout le territoire. Aucune tentative de paix, aucune ouverture de négociations entre les belligérants ne sont envisagées. La France s'enfoncé inexorablement dans une tragédie sans nom, incapable de mesurer les effets destructeurs qui vont frapper le peuple tout entier. L'heure est à la préparation imminente des combats, à l'urgence d'une vaste organisation de défense du sol français. Il faut

résister à tout prix face aux agressions prochaines du militarisme prussien et austro-hongrois. L'Allemagne devient alors la cible à abattre, l'ennemi ancestral qu'il faut éliminer sans délai.

Face cette réalité implacable, les intellectuels dans leur diversité (1) se rangent aussitôt dans le camp de la guerre à outrance, multipliant dès les premiers jours du conflit les déclarations haineuses inspirées d'un fanatisme guerrier d'une violence extrême. À l'Académie des sciences morales et politiques, Henri Bergson affirme solennellement que « *la lutte engagée contre l'Allemagne est la lutte même de la civilisation contre la barbarie* », pays plongé à ses yeux dans « *un état de sauvagerie* » extrême. Albert Sarraut, ministre de l'Instruction publique, se charge de reprendre de tels arguments dans une circulaire nationale. Maurice Barrès réaffirme lui aussi la supériorité culturelle de l'esprit français par rapport à l'Allemagne et déclare son horreur physique et morale des Allemands et des Prussiens. Nombre d'interlocuteurs, écrivains, poètes de renom, universitaires soutiennent les mêmes propos, point de départ d'un déferlement de haine vis-à-vis du peuple germanique et de ses représentants.

L'entrée en guerre est alors glorifiée, saluée comme l'expression d'une spiritualité et d'un renouveau incomparable, facteur d'une revitalisation des énergies nationales. « *Le métier des armes, lance Ernest Psichari, est égal à celui du prêtre, du poète* », empreint d'une noblesse incomparable. Face à « *une société sclérosée* », passive, à « *un avachissement* » généralisé, le culte des armes, « *l'instinct revisité* » vont réveiller une opinion amorphe et stérile. C'est pour lui « *une divine surprise* » qui permettra une reprise en mains salutaire des esprits. En retrouvant les exemples glorieux de nos ancêtres, ceux qui ont combattu pour 1789 et l'Empire, nos soldats sauront abattre l'en-

(1) Christophe Prochasson, Anne Rasmussen, *Au nom de la patrie, les intellectuels et la Première Guerre mondiale (1910-1919)*, Paris, La Découverte, 1996.

nemi héréditaire sans faiblir. Henri Massis, Paul Bourget, Paul Adam à leur tour lancent avec frénésie les mêmes injonctions. Barrès (2), dans *L'Écho de Paris* du 4 août 1914, se réjouit du déclenchement du conflit en ces termes : « *Eh bien ! Avant qu'elle ait jeté sur notre nation sa pluie de sang, la guerre rien que par ses approches nous fait sentir ses forces régénératrices, c'est une résurrection !* » Dans son article du 10 septembre 1914, il salue les qualités guerrières du soldat français : « *Ces soldats de la France, dotés d'une artillerie légère incomparable demeurent ce qu'ils furent à travers les siècles les maîtres incontestés à l'arme blanche.* » De son côté, Léon Daudet et « *L'Action française* », le 22 août 1914, dans une frénésie morbide, appellent à « *saigner le porc allemand* » (3).

Les intellectuels allemands, pour leur part, participent eux aussi avec la même ferveur patriotique à ce climat de haine. Répondant aux provocations d'Henri Bergson et de ses pairs, Gerhart Hauptmann, avec son « *manifeste des 93* » d'octobre 1914 intitulé « *Appel aux nations civilisées* », rend hommage aux soldats allemands qui, par leur attitude exemplaire au milieu des champs de bataille, se distinguent de l'armée française et de l'armée russe auteurs d'atrocités sans nom. Des poètes, des romanciers d'Outre-Rhin à l'exemple de Thomas Mann se prêtent eux aussi à cette exaltation morbide.

Dans ce climat de haine déchaînée et de folie collective encouragé par les institutions de l'État, il est intéressant de se pencher sur les cas de Charles Péguy et d'Anatole France qui eux aussi se métamorphosent en acteurs zélés de la propagande d'État.

Péguy, directeur des *Cahiers de la Quinzaine*, intellectuel dreyfusard pourfendeur de la raison d'État et de l'antisémitisme régnant dans l'armée et son état-major, chrétien sincère et passionné, attaché aux valeurs évangéliques du christianisme, se transforme en quelques années en serviteur obstiné de la guerre et de la violence d'État. Il s'applique, en parti-

culier dans ses écrits, à stigmatiser l'attitude de Jaurès qui ose soutenir des positions pacifistes et internationalistes insupportables selon lui, bafouant ainsi les principes sacrés de défense de la patrie et de la République en danger. Il en arrive à réclamer l'élimination physique de cette personnalité, à ses yeux indigne et traître à son pays. Sa foi aveugle dans la guerre, son culte absolu de la patrie, sa fierté de servir sous l'uniforme dès août 1914 le précipite dans un abîme de rancœur et d'aveuglement extrême. Il meurt au front le 5 septembre 1914.

De la même manière, Anatole France, grand humaniste, pacifiste et internationaliste convaincu, dénonçant dans plusieurs de ses romans le pouvoir militaire et son impérialisme conquérant, stigmatisant la machine capitaliste tirant d'immenses profits de cet état de guerre permanent, en vient lui aussi à se soumettre servilement à l'ordre de la guerre. Dans sa déclaration du 22 septembre 1914 (4), il n'hésite pas à complaire au camp des intellectuels patriotes, considérant que le mot allemand devient « *exécration* », qu'il faut impérativement « *tirer une vengeance impitoyable de ces criminels* », mais ajoute imprudemment en conclusion qu'il faut travailler à « *la réconciliation avec le peuple allemand* » pour préparer l'avenir des nations de l'Europe. Cette dernière phrase provoque aussitôt l'hostilité générale de ses pairs. Barrès, Maurras et d'autres l'accusent d'être le complice avéré des barbares prussiens. Les protestations se multiplient, une foule de mécontents se présentent devant son domicile, à Tours dans son manoir de La Béchellerie, une nuée de lettres anonymes l'insultent quotidiennement. Effrayé, Anatole France (5) se soumet et se renie. Il appelle publiquement à

(2) Maurice Barrès, *Chronique de la grande guerre*, Paris, Plon, 1968.

(3) Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Fayard, 1985.

(4) *La guerre sociale*, lettre d'Anatole France, 22 septembre 1914.

(5) *La guerre sociale*, lettre d'Anatole France, 28 septembre 1914.

la guerre et à la victoire et salue l'avenir glorieux de la France. Il va jusqu'à adresser une lettre au ministre de la Guerre Millerand, le 30 septembre 1914, afin de servir au plus vite sous l'uniforme dans un régiment d'infanterie. Anatole France est alors âgé de 70 ans.

## Romain Rolland et la résistance intellectuelle

Au milieu de ce climat de frénésie et d'hystérie patriotiques, une ultime minorité de pacifistes regroupés autour de Romain Rolland (6) condamnent sans appel ces hymnes à la guerre répétés et obsessionnels. Avec son recueil d'articles intitulé « *Au-dessus de la mêlée* » (7), Romain Rolland fustige, dès septembre 1914, le monde des intellectuels et leur soumission à l'esprit de guerre. Il voit avec stupéfaction « *une infecte démagogie* » se mettre en place, « *une nation enrégimentée* » où « *la pensée se met au service du bourreau* ». L'unanimité autour de la guerre révèle tragiquement, à ses yeux, la faillite absolue des penseurs français et étrangers. « *Le suicide de la pensée* » est total, selon lui. « *L'intellectuel casqué* » est partout présent. Romain Rolland observe avec angoisse ces intellectuels qui s'affrontent et entonnent des péans de haine : « *Eucken contre Bergson, Hauptmann contre Maeterlinck, Wells contre B. Shaw, Kipling, d'Annunzio, Dehmel, de Régnier.* » Il s'apitoie sur le cas de Wundt en ces termes : « *Entre une fugue de Bach et l'orgue bruissant Deutschland über alles, le vieux philosophe allemand Wundt âgé de 82 ans appelle de sa voix cassée les étudiants de Leipzig à la guerre sacrée.* »

Le constat politique est, à ses yeux, tout aussi désespérant. La faillite des partis politiques, de l'État, de l'Église est totale. Aucune négociation, aucune tentative de paix n'ont été engagées au cours du printemps 1914 de la part des différents gouvernements. « *Ils ont tous attisé l'incendie, chacun y porte son fagot* », dit-il. Le constat est affligeant selon lui. Les socia-

listes français deviennent des nationalistes effrénés dans le cadre de l'Union sacrée comme Gustave Hervé qui fait de son journal *La Guerre sociale* un brûlot patriotique absolu. Les socialistes allemands votent les crédits de guerre (à l'exception de Karl Liebknecht). L'Église et la papauté renient les paroles de paix et d'amour, autorisent des milliers de prêtres à se mettre au service de l'armée et en viennent à légitimer ainsi son œuvre destructrice. Le spectacle de séminaristes italiens prêts à endosser l'uniforme, acclamés à Pise par la foule et les socialistes italiens, le révolte au plus au point. La passivité et le silence coupable du pape Pie X lui sont insupportables alors que l'Europe se précipite dans le chaos. L'attitude obscène des Léon Daudet, Maurice Barrès, Anatole France et de l'ensemble des écrivains jusqu'au-boutistes qu'il compare à « *des aboyeurs nationalistes* » le dégoûte. Sa volonté première et inaliénable est de sauvegarder à tout prix la pureté de l'esprit et de la raison, de défendre une conscience humaniste chez chacun pour construire une société de paix et de fraternité. Dans ces conditions, dès le 15 septembre 1914, il exige la mise en place d'une Haute Cour morale afin de rétablir le droit au cœur des nations (8). Le 1<sup>er</sup> octobre, il sollicite en urgence l'arbitrage diplomatique du président des États-Unis pour faire cesser les combats. Sa lettre n'obtient aucune réponse des autorités américaines. Il s'efforce de mettre sur pied un réseau international d'intellectuels pacifistes, nouant des liens étroits avec les rares personnalités européennes comme Stefan Zweig, F. Van Eiden, fondateur du *Rassemblement international pour la paix*, Walther

(6) René Cheval, *Romain Rolland, L'Allemagne et la Guerre*, Paris, PUF, 1963.

Pierre Spiritot, *Romain Rolland, Le désastre de L'Europe, 1914-1918*, Paris, Bartillat, 1997.

(7) Romain Rolland, *Au-dessus de la mêlée*, Ollendorff-Attinger, Paris-Neuchâtel, 1915. Les huit premiers articles sont publiés dans *Le Journal de Genève* d'août à décembre 1914.

(8) Préfiguration du Tribunal de La Haye lié à la SDN.

Rathenau, Gustav Landauer, André Gide. Son engagement courageux en faveur de la paix lui vaut d'être la cible de tous les nationalistes enragés, multipliant les invectives les plus abjectes pour le faire taire et le priver de toute tribune. Pourtant au cours de l'automne 1914, Romain Rolland obtient le soutien de quelques rares intellectuels et militants révolutionnaires comme Hermann Hesse, Wilhelm Herzog, Max Scheler, du côté allemand, et de Pierre Monatte, Henri Guilbeaux, Alfred Rosmer, du côté français. La lecture du *Journal de Genève* et de son recueil *Au-dessus de la mêlée* constitue pour eux un premier acte de résistance. Genève apparaît alors comme un espace de liberté, un refuge pour tous les opposants à la tuerie européenne et Romain Rolland est perçu comme une référence morale, un exemple d'humanité retrouvée, un défenseur de l'unité de la pensée et de l'esprit libre, un apôtre solitaire de la paix.

## 1915-1916 et la logique de guerre

Les intellectuels gagnés par la fièvre patriotique poursuivent sans relâche leur œuvre d'embrigadement de l'opinion et de dressage idéologique, répandant à foison une violence et une contagion guerrières sans limite avec l'appui intéressé du pouvoir.

Au cœur des sciences sociales, les intellectuels lancent des cris de haine à l'adresse de l'Allemagne, appellent avec ferveur à abattre cette nation impie et réaffirment la supériorité de la civilisation française face à la barbarie prussienne. Les sociologues comme Émile Durkheim, Hubert Bourgin, Charles Andler, par de nombreux pamphlets, crient leur dégoût de la société germanique. Les philosophes se montrent tout aussi actifs. Henri Bergson, porte-parole officiel du gouvernement, organise des conférences, publie des brochures, assure avec constance des missions aux États-Unis, sur ordre d'Aristide Briand et Raymond Poincaré, contacte Wilson pour obtenir l'aide finan-

cière américaine. Emile Boutroux, par une série de publications, s'en prend à l'Allemagne, à son « *esprit de conquête* » et à son « *orgueil démesuré* », composantes de « *l'âme germanique et de son pouvoir de domination* ». Les historiens, avec Ernest Lavisse, Alphonse Aulard, Charles Seignobos, Albert Mathiez, Joseph Bédier, développent dans leurs nombreux travaux (conférences, articles, bulletins, comités d'étude) une mystique nationale ambitieuse, puisant dans l'histoire ancienne et les exploits guerriers passés, comme la guerre de Cent Ans, Jeanne d'Arc, la Révolution de 1789, l'armée napoléonienne, pour démontrer la force et le courage du peuple face à tout agresseur potentiel. Saluant la supériorité inaltérable des combattants français, certains spécialistes mettent l'accent sur l'alliance indissoluble franco-anglaise (Ernest Denis), sur les qualités d'endurance et de résistance des armées britanniques (Louis Cazamian), sur l'engagement viril et déterminé des forces italiennes (Antoine Meillet). Ces différents intervenants sont tous des universitaires, des académiciens, des enseignants des grandes écoles et leurs déclarations enflammées et intolérantes sont parfaitement relayées par les institutions officielles et le ministère de l'Instruction publique. Les géographes et les juristes, par leurs brochures et leurs libelles, comme Paul Vidal de la Blache, Raoul Blanchard, Jean Brunhes, Onésime Reclus, appellent eux aussi avec frénésie à la défense du sol national, à la reconnaissance de l'identité territoriale et paysagère, garantie absolue d'une reconnaissance juridique des provinces perdues de l'Alsace-Lorraine. D'autres comme Jacques Flach, Camille Jullian, en se référant à la théorie des frontières naturelles, prônent l'annexion obligée de la rive gauche du Rhin.

Dans cette volonté de fonder une pensée politiquement et culturellement au service de l'appareil de guerre, le socialiste Albert Thomas, pour sa part, redoublant d'efficacité politique, s'applique, en mai 1915, à mettre sur pied un réseau d'universitaires et de normaliens entièrement dévoués au

pouvoir d'État et à l'idéologie nationale. François Simiand, Maurice Halbwachs, Hubert Bourgin sont les premiers recrutés. Nombre de leurs collègues, géographes, juristes et autres normaliens deviennent alors des conseillers avisés du gouvernement. Statutairement, ils sont membres des grands corps de l'État, hauts fonctionnaires, sous-secrétaires d'État, chefs de cabinet, attachés d'administration, grassement rémunérés, quittant leurs régiments respectifs à l'exemple de Georges Weulersse, Paul Mantoux, G. Goineau. Un *Groupe d'études socialistes* complète ces équipes d'intellectuels privilégiés, véritables embusqués par rapport à leurs camarades des tranchées. Les visites aux armées sont également organisées par les services gouvernementaux pour mieux mettre en valeur la force et la détermination des forces combattantes. C'est ainsi que Maurice Barrès se rend dans la Somme auprès des soldats anglais tandis que Rudyard Kipling parcourt la Champagne aux côtés des poilus. René Bazin, Joseph Reinach, pour leur part, inspectent la flotte anglaise tandis que Paul Claudel s'installe à Rome, célébrant l'alliance franco-italienne. Plusieurs intellectuels sont aussi l'objet de toute l'attention du pouvoir. Le Quai d'Orsay prend soin de recruter différentes personnalités comme Henry Bordeaux, Louis Madelin, M. Pernot, Saint-John Perse tandis que Philippe Berthelot, ministre, se charge de nommer Paul Claudel et Darius Milhaud à l'ambassade de Rio de Janeiro, Giraudoux est chargé de mission en Grande-Bretagne et aux États-Unis tandis que la troupe de Louis Jouvet en compagnie de Gaston Gallimard est invitée à exercer ses talents à New York, révélant la complicité avérée des intellectuels avec le pouvoir.

Dans le domaine des sciences exactes, les universitaires et autres spécialistes scientifiques empruntent la même démarche culturelle, affirmant avec la même assurance la prétendue supériorité de la recherche française, actrice infaillible des toutes dernières découvertes en matière de radioactivité (A. Rey), d'embryologie (Louis-Félix Henneguy) et de chirurgie (Pierre

Delbet), vitupérant la « barbarie germanique », « la bochie » infâme placée au service du militarisme prussien. Ces absurdités et contre-vérités sont propagées dans des colloques scientifiques ou dans la presse quotidienne. Ces mêmes scientifiques participent à l'effort de guerre sous les ordres de Paul Painlevé dès février 1915, avec la collaboration effective des grandes écoles et des universités, pour perfectionner les armes de destruction massive à l'exemple des gaz de combat (André Mayer, Charles Moureu), des explosifs (Paul Langevin) ou de l'artillerie (Aimé Cotton, Pierre Weiss). Si les médecins et chirurgiens assurent avec le plus grand dévouement les soins aux blessés, certains n'hésitent pas à être les complices avérés de la politique de répression de l'état-major concernant les automutilations chez les soldats. Les docteurs A. Buy et Cathoire, auteurs de certificats médicaux préremplis, enverront sans aucun scrupule jusqu'à vingt-six malheureux devant les pelotons d'exécution au cours des années 1914-1915 (9).

## La vie artistique et mondaine

Ces différents intellectuels se préoccupent également de relancer la vie artistique à l'arrière pour mieux organiser et structurer au sein de l'opinion l'exaltation patriotique. C'est tout d'abord la reprise de la production théâtrale, dès décembre 1914, au cœur de la capitale et des principales métropoles régionales avec des œuvres à caractère éminemment nationaliste comme *L'Ami Fritz*, *Horace*, *Patrie*, *Colette Baudoche*. C'est également la mise en place « des matinées patriotiques » à la Sorbonne, de lectures patriotiques tirées des écrits de Victor Hugo, Alphonse Daudet, Charles Péguy, Edmond Rostand, Erckmann-Chatrian, Paul Déroulède, de pièces lyriques à

(9) Nicolas Offenstadt, *Les Fusillés de la Grande Guerre et la mémoire collective*, Paris, Odile Jacob, 2009.

l'Opéra Comique et dans les principales salles parisiennes, d'un « *Théâtre aux Armées* » dès février 1916 afin de renforcer les sentiments de ferveur nationale au sein des troupes combattantes. La vie mondaine reprend son cours normal. Les soirées littéraires dans les salons tenus par l'aristocratie parisienne voient les Cocteau, Proust, Paul Morand se distinguer et s'affirmer comme les poètes et écrivains les plus en vue. Les maisons d'édition travaillent avec constance à la publication des textes patriotiques les plus brillants, salués comme il se doit par des auteurs comme Henry James ou Rudyard Kipling. La création musicale obéit aux mêmes règles. La *Ligue nationale pour la défense de la musique française*, présidée par Fernand Le Borne, rejette toute expression musicale d'origine allemande et notamment wagnérienne, reflet d'un « *despotisme teuton* » méprisable selon elle. Seule la production symphonique beethovénienne est à peine tolérée. Camille Saint-Saëns, Vincent d'Indy, Gabriel Pierné, par leurs compositions, célèbrent comme il se doit l'ardeur combattante des soldats des tranchées. Les peintres, pour leur part, se montrent tout aussi soumis et disciplinés. Leur revue *L'Elan* où officient Pablo Picasso, André Lhote, Auguste Perret, Guillaume Apollinaire dénonce « *l'art boche* », célèbre la supériorité de l'art français, organise des visites du front pour présenter des tableaux chantant la grandeur des héros morts au champ d'honneur. Plus prosaïquement, plusieurs cubistes comme Georges Braque, Jacques Villon, André Mare participent à la construction de filets de camouflage pour l'armée.

## Romain Rolland et les courants pacifistes

Devant ce spectacle qui voit nombre d'intellectuels devenir des serviteurs zélés de l'État en guerre, Romain Rolland poursuit avec ténacité son combat pour alerter les consciences, servir la cause de la paix et de la réconciliation entre les peuples, ap-

puyé dans sa lutte par une minorité d'intellectuels et de militants révolutionnaires. Avec *Le Journal de Genève*, ses publications, son engagement aux côtés de La Croix-Rouge et au sein de *L'Agence internationale des prisonniers de guerre*, Romain Rolland affronte sans répit les intellectuels patriotes, les défenseurs acharnés de l'État, de l'appareil militaire. Son approche au cours de l'année 1915 (10) apparaît cependant comme plus politique et plus ciblée sur la réalité économique touchant le pouvoir en place et les mécanismes du système capitaliste. Il s'en prend toujours aux excitateurs de l'arrière (11) mais plus encore à l'ordre étatique fondé sur l'exploitation du salarié, aux marchands de canon et à leurs immenses profits issus de la guerre, à l'asservissement des consciences par le pouvoir. Il appelle alors à « *l'insurrection révolutionnaire pour les peuples assassinés de l'Europe* ». Les socialistes révolutionnaires qu'il fréquente comme Pierre Monatte, Alfred Rosmer, Henri Guilbeaux, Alphonse Merrheim, qui sont à l'origine de la diffusion auprès des soldats de son recueil *Au-dessus de la mêlée*, lui permettent d'infléchir son argumentation sur le plan doctrinal. Les conférences de Zimmerwald en 1915, de Kienthal en 1916 sur le territoire suisse, qu'il découvre avec ses amis militants, l'engagent dans une dénonciation féroce des superprofits des banques et des industriels. Dès janvier 1916, il s'en prend aux industries d'armement, au pillage économique du pays, au stock d'or accumulé par les financiers depuis 1913 et démontre le processus d'exploitation capitaliste opéré par les puissances d'argent aux dépens des travailleurs. Il dépasse ainsi la dimension morale et humaniste de sa position première pour soutenir une démarche critique d'ordre essentiellement socio-politique. Il

(10) Romain Rolland, *Au-dessus de la mêlée*, Ollendorff-Attinger, Paris-Neuchâtel, 1915. Les huit derniers articles sont publiés de janvier à août 1915.

(11) Romain Rolland, *Journal des années de guerre, 1914-1919*, Paris, Albin Michel, 1952.

LES INTELLECTUELS FRANÇAIS ET LA GUERRE DE 1914-1918  
PREMIÈRE PARTIE

accueille chaleureusement à Genève les soldats des tranchées qui viennent lui rendre hommage, à l'exemple de Léon Werth, Léon Bazalgette, Charles Vildrac, Jean-Richard Bloch, dès l'année 1915 ; Raymond Lefebvre, Paul Vaillant-Couturier viendront le saluer personnellement au cours de l'année 1917. Plusieurs penseurs et poètes lui expriment leur appui indéfectible comme Octave Mirbeau, Amédée Dunois, Pierre Jean Jouve, Jean de Saint-Prix, Georges Pioch, Fernand Desprès, Jules Romains, Georges Chennevière, Gaston Thiesson, Luc Durtain, A. Doyen, Francis Jourdain, Pierre Meunier.

Un véritable réseau d'écrivains, de militants et de soldats se constitue alors autour de sa personne. Des revues pacifistes voient le jour dès 1915, se réclament hautement de son héritage et s'appliquent à publier tous ses articles et ses déclarations. La revue *Demain* d'Henri Guilbeaux, membre du parti socialiste suisse, délégué du *Comité pour la reprise des relations internationales*, s'entoure de collaborateurs rollandistes convaincus comme Pierre Jean Jouve, Marcel Martinet, Maurice Wullens, Jacques Mesnil, Raymond Lefebvre, Frans Masereel. De son côté, Maurice Wullens, instituteur, prisonnier des allemands, libéré en juillet 1915, zimmerwaldien convaincu, fait paraître *Les Humbles* en mai 1916 et assure le même travail d'édition avec notamment Marcel Martinet, Jacques Mesnil, Han Ryner, Edmond

Adam. *La Forge*, émanation de *La Guilde des forgerons*, s'impose au cours de l'été 1917, avec comme fondateur, L. Mérida (M. Suger), militant des Jeunesses socialistes. *Les Cahiers idéalistes français* de Edouard Dujardin et Paul Morisse paraissent à partir de février 1917 et comptent de nombreux journalistes rollandistes à l'exemple de Paul Desange, Jacques Mesnil, Marcel Martinet, Léon Bazalgette. Chacune de ces revues autour de Romain Rolland opère une véritable contre-offensive politique et culturelle, dénonçant la soumission des intellectuels à l'appareil militaire et à la toute-puissance d'État, l'encasernement des esprits et la militarisation forcée de l'opinion, la culture de guerre et l'héroïsation sanginaire, mettant en lumière la faillite des écrivains bafouant les principes premiers de la raison et de l'esprit, publiant sans relâche les témoignages des soldats des tranchées criant leur désespoir et leur dégoût de la guerre et de la barbarie qui se sont abattues sur l'Europe, avec les œuvres d'Henri Barbusse, *Le Feu* (1916), Georges Duhamel, *La Vie des martyrs* (1916), Marcel Martinet, *Les Temps maudits* (1917) en particulier. ■

La seconde partie du texte de cette conférence paraîtra dans le N° 84 des CMO.





# NOTES DE LECTURE



# Les Soviets en Russie (1905-1921) d'Oskar Anweiler

par Roger Revuz

*Les Soviets en Russie* que l'historien allemand Oskar Anweiler (1) publia en 1958 fut le premier ouvrage portant sur le mouvement des soviets en Russie. Il fallut attendre 1972 pour qu'il soit traduit en français avec une préface de Pierre Broué. Les éditions Agone viennent de le rééditer avec une nouvelle préface d'Éric Aunoble (2).

Les soviets ou conseils – l'auteur utilise l'un ou l'autre mot indifféremment – surgirent lors de la révolution de 1905 commencée avec la répression du *Dimanche rouge* qui déclencha une vague de grèves ouvrières dans toute la Russie. Face à la grève qui déferlait sur la Russie, le gouvernement fut contraint à des concessions. Il créa deux commissions (3) dont l'une, présidée par le sénateur Chidlovski, était chargée d'étudier les « *causes du mécontentement ouvrier* » et comportait des délégués ouvriers élus. La première réunion réunit 400 délégués, mais comme ceux-ci exigeaient le droit de réunion et la liberté d'expression... la commission fut dissoute au bout de quinze jours. Il n'empêche que pour Oskar Anweiler, « *l'expérience [constitua] une étape importante sur la voie menant à la création du*



Couverture du livre  
*Les soviets en Russie*  
d'Oskar Anweiler.(D.R.)

*Conseil [soviet] des députés ouvriers de Pétersbourg* » en octobre 1905. Celui-ci, simple comité de grève à l'origine, devint rapidement le premier organe du prolétariat à l'échelle d'une ville. Oskar Anweiler insiste sur l'importance historique des soviets de 1905 : « *Les masses ouvrières russes avaient créé dans leur sein un organe propre à exprimer leurs aspirations comme à servir de base à une auto-administration démocratique [...]. L'importance des soviets de 1905 peut se comparer à celle de la Commune de Paris de 1871.* »

## Les soviets en 1917

En février 1917, ce n'est qu'après l'effondrement du régime que les soviets réapparurent. Oskar Anweiler met en évidence le fait que la réapparition des soviets « *constitua au plus haut point un phéno-*

(1) Oskar Anweiler « *né en 1925, appartient à la première génération de spécialistes de l'Europe de l'Est formée en Allemagne [de l'Ouest] après-guerre* » (Éric Aunoble).

(2) *Les Soviets en Russie*, Agone, 2019, 13 euros.

(3) L'autre commission était chargée d'étudier le droit du travail allemand.

*mène de masse* ». Il dresse un tableau des militants qui furent à l'origine de la fondation des soviets locaux : ouvriers sans-parti, militants des partis socialistes, ouvriers membres des *Comités des industries de guerre* (4) ou soldats en garnison. Tantôt le soviet était un soviet d'ouvriers et de soldats comme à Petrograd (5), tantôt il y avait un soviet d'ouvriers et un soviet de soldats comme à Moscou. À Petrograd, le soviet des ouvriers et de soldats comprenait beaucoup plus de soldats que d'ouvriers, du fait que chaque unité avait droit à un député (au début, les soldats éalisaient des officiers souvent d'origine bourgeoise ou petite-bourgeoise) ; les ouvriers des petites entreprises avaient quasiment droit au même nombre de députés que ceux des grandes alors qu'ils ne représentaient que 13 % du total des effectifs ouvriers. Par ailleurs, les trois partis socialistes (socialistes-révolutionnaires, mencheviks et bolcheviks) avaient droit au même nombre de représentants. Le soviet de Petrograd comptait en mars 1917 déjà près de 3 000 députés. Il était difficile d'y faire un travail efficace. Aussi décida-t-on la création d'un « petit soviet » de 600 députés. Un *Comité exécutif* de 42 membres dont seulement sept ouvriers dirigeait le soviet. Au fil des semaines, le soviet devint un organe comptant des centaines d'employés, contrôlant des sommes importantes et ayant la haute main sur la Poste, le Télégraphe et les soldats.

La révolution de Février avait établi une situation de double pouvoir entre un gouvernement provisoire composé de ministres des partis bourgeois et le soviet de Petrograd, mais le ministre de la Guerre Gouchkov reconnaissait que le gouvernement provisoire ne pouvait rien faire sans la permission du soviet. Dès mars 1917, un congrès des soviets de Russie fut réuni d'où sortit un *Comité exécutif central* des soviets, dans lequel mencheviks et socialistes-révolutionnaires étaient majoritaires, mais cet organisme n'avait aucun pouvoir sur les soviets locaux.

## Les soviets et les bolcheviks

Un chapitre est entièrement consacré aux rapports qu'entretinrent les bolcheviks par rapport aux soviets. En 1905, les mencheviks avaient assez rapidement pris position en faveur de soviets et avaient joué un rôle important dans la création du soviet de Saint-Pétersbourg. Les bolcheviks avaient eu alors une attitude beaucoup plus réservée. Lénine s'était monté très méfiant par rapport à des organisations qu'il jugeait apolitiques. Pour Lénine, le rôle dirigeant du parti était à la base du programme bolchevique et les soviets ne pouvaient être utiles que « *dans la mesure où ils constituaient un moyen tactique dans la lutte pour le pouvoir* ».

Mais, en 1917, Lénine de retour d'exil, avec les *Thèses d'avril*, proposa le mot d'ordre « *Tout le pouvoir aux soviets* ». C'était un tournant à 180 degrés pour le Parti bolchevique qui jusque-là militait pour un gouvernement provisoire composé de tous les partis socialistes.

Lénine dut batailler dans le Parti bolchevique pour imposer ce nouveau mot d'ordre. Pour Lénine, « *Tout le pouvoir aux soviets* » était un mot d'ordre tactique : il s'agissait de conquérir la majorité dans les soviets, ce qui permettrait, pensait-il, un passage relativement pacifique à un gouvernement provisoire des soviets. Mais après les journées de Juillet et l'échec de l'insurrection, la répression s'abattit sur le Parti bolchevique, répression approuvée par le *Comité exécutif central des soviets*. Lénine fut alors convaincu de changer de programme. Il chercha alors à s'appuyer

(4) Les *Comités des industries de guerre* sont créés en 1915 avec pour but une augmentation de la production de guerre. Il était prévu de mettre en place des groupes ouvriers auprès du comité central des industries de guerre. Les ouvriers devaient désigner des délégués. Les mencheviks participèrent aux élections, les bolcheviks utilisèrent la campagne électorale mais boycottèrent les comités.

(5) En 1914, au début de la guerre, le tsar, jugeant que Saint-Pétersbourg avait une consonance trop germanique, avait rebaptisé la ville Petrograd.

sur les *Comités d'usines* (6) qui étaient des organes exclusivement prolétariens, au contraire des soviets sociologiquement mixtes, comités d'usines dans lesquels les bolcheviks étaient majoritaires.

Mais début septembre, les bolcheviks devinrent également majoritaires dans les soviets de Petrograd et de Moscou. Oskar Anweiler rappelle les difficultés que Lénine rencontra pour arracher du comité central la décision d'organiser l'insurrection. Lénine aurait voulu que ce fût le Parti bolchevique qui l'organisât, mais Trotsky le convainquit que les masses passeraient à l'action sur les instances du soviet et non du Parti bolchevique. Ce fut effectivement le *Comité militaire révolutionnaire*, émanation du soviet de Petrograd et dont deux de ses principaux dirigeants étaient Trotsky et le bolchevik Antonov-Ovseenko, qui se chargea d'organiser l'insurrection et la prise du pouvoir en octobre 1917. Oskar Anweiler qualifie le renversement du gouvernement provisoire de « *coup de main* », de « *coup de force* », tout en reconnaissant que la grande masse des soviets était d'accord pour son renversement mais n'admettait pas l'hégémonie du Parti bolchevique.

## Les soviets après Octobre

Au moment où la Constitution de 1918 érigeait les soviets comme la base du nouvel État, leur importance allait déclinant. Pour Oskar Anweiler, ce déclin des soviets résulte d'une claire volonté des bolcheviks. Selon lui, pour éviter de transformer les soviets en instance bureaucratique, il eût fallu les placer sous le contrôle des électeurs, mais cela ne fut pas possible à cause du « *système bolchevique du parti unique* ». Depuis, d'autres historiens, comme Stephen Smith, ont

montré que plus qu'un « système », c'était bien plus la situation économique catastrophique laminant le prolétariat et la guerre civile déclenchée par la contre-révolution qui créèrent une situation ne permettant guère le libre jeu des forces politiques et contraignit le gouvernement révolutionnaire à des mesures dictatoriales. Alors que les soviets étaient désertés par les militants ouvriers les plus conscients, Oskar Anweiler explique que la bureaucratisation des soviets fut encore accélérée par le fait « *que le personnel des zemstvos (7) fut en partie réembauché par les nouveaux services des soviets* » et que « *dans les villes, une foule de petits fonctionnaires communaux passèrent dans l'appareil soviétique* ».

Le dernier chapitre est consacré à l'insurrection de Cronstadt en 1921 qui fut, selon Oskar Anweiler, l'occasion d'une brève résurrection des soviets. Il évoque les débats qui traversèrent alors le Parti bolchevique et conduisirent Lénine à mettre fin au « communisme de guerre » et à proposer la NEP (8).

*Les Soviets en Russie* ouvrit la voie à la recherche sur le *mouvement des soviets* (titre original du livre en allemand). Depuis, d'autres historiens ont poursuivi ces recherches sans remettre fondamentalement en cause les conclusions d'Oskar Anweiler. ■

(6) Sur les comités d'usine, voir le livre de Stephen Smith, *La Révolution dans les usines (1917-1918)*, les Nuits rouges (note de lecture dans le numéro 75 des CMO).

(7) Les *zemstvos* étaient les assemblées provinciales élues au suffrage censitaire.

(8) NEP : Nouvelle Politique économique proposée par Lénine en mars 1921. Elle introduit une certaine liberté du commerce et met fin aux réquisitions des produits agricoles qui dressaient la paysannerie contre le régime.

# Robert Gerwarth, *Les Vaincus. Violences et guerres civiles sur les décombres des empires, 1917-1923*,

Paris : Points, 2019 (édition originale 2016, traduction française 2017), 582 pages, 12 euros.

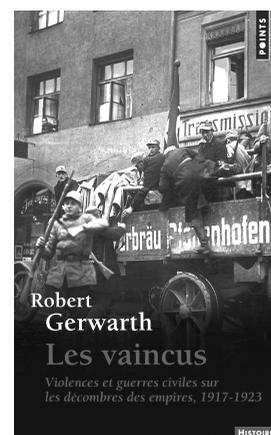
par Eric Aunoble

Après des décennies de séparation académique entre l'histoire nationale et l'histoire des relations internationales, ces dernières années ont vu la floraison d'ouvrages visant à écrire une histoire sinon « globale », du moins « connectée » et « transnationale ». Cette démarche s'applique particulièrement bien au destin des populations européennes au XX<sup>e</sup> siècle dont il serait absurde de découper par pays les élans et les tragédies. Il reste que le choix du cadrage géographique et chronologique n'est jamais neutre. On l'a vu avec les *Terres de sang* de Timothy Snyder dont la fresque, écrite pour toucher un vaste public, visait explicitement à démontrer la responsabilité croisée du nazisme et du « communisme » dans l'escalade de l'horreur entre 1933 et 1945 à l'est de l'Europe. Plus classique, l'étude des « sorties de guerre » après les premier et second conflits mondiaux a le mérite de souligner aussi la responsabilité des États occidentaux « démocratiques » dans l'anéantissement répété de la civilisation sur le continent. On a pu l'apprécier avec *L'Europe barbare 1945-1950* de Keith

Lowe (Perrin, 2015 ; 12 euros). On pouvait en attendre autant du livre de Robert Gerwarth sur la fin chaotique de la Première Guerre mondiale dans les territoires des empires déchus (empires russe, allemand, austro-hongrois et ottoman).

En effet, l'auteur a publié d'intéressants travaux sur la violence des groupes paramilitaires en 1917-1923 (1), années dont les lecteurs des *CMO* savent qu'elles ont vu l'affrontement de la vague révolutionnaire partie de Russie avec les défenseurs de l'« ordre ». Dans l'introduction de son

(1) Robert Gerwarth, « The Central European Counter-Revolution : Paramilitary Violence in Germany, Austria and Hungary after the Great War », *Past & Present*, 2008, Vol. 200, Issue 1, pp. 175-209. Robert Gerwarth et John Horne, « The Great War and Paramilitarism in Europe, 1917-23 », *Contemporary European History*, 2010, vol. 19, n° 3, pp. 267-273.



Couverture du livre de Robert Gerwarth *Les vaincus*. (D.R.)

livre, Robert Gerwarth associe cette dialectique révolution/contre-révolution non seulement aux tensions sociales mais aussi à la question nationale : le mot d'ordre de droit des peuples à disposer d'eux-mêmes fait florès à l'époque et les nouveaux États nés de la guerre se veulent *nationaux*, à l'exception de la Russie soviétique. Les guerres civiles et les guerres interétatiques s'enchevêtrent alors car les conflits de classe débordent les frontières et telle nation, localement minoritaire, devient un « ennemi intérieur » dont il faut réduire la subversion. Pour toutes ces raisons, les méthodes de combat s'éloignent de plus en plus des préceptes d'un hypothétique « droit de la guerre ». La différence entre « civils » et « militaires » s'estompe, qu'il s'agisse des vaincus qu'on élimine sans regret et parfois avec sadisme, ou des vainqueurs, qui sont souvent des combattants irréguliers finalement « régularisés » à la suite de leur victoire sur le terrain.

Les enjeux de cette grosse synthèse sont importants tant pour connaître la période étudiée que pour comprendre la résurgence des violences extrêmes vingt ans plus tard. Disons tout de suite que le résultat est décevant même si la lecture est agréable grâce à de nombreux exemples. Alors que la construction du livre en trois parties (« Défaite » ; « Révolution et contre-révolution » ; « Effondrement impérial ») fait espérer un développement analytique, on lit en définitive le récit linéaire assez convenu des multiples conflits de l'après-guerre. Peu de surprises sur le contenu donc, et encore moins sur le point de vue de l'auteur. Les enjeux sociaux sont cités mais ne sont pas au centre du propos. Si Gerwarth n'épargne pas les grandes puissances victorieuses en montrant leur cynisme et leur aveuglement et s'il sait rendre la rage exterminatrice qui habite les volontaires des corps-francs et des gardes blanches, il décrit néanmoins les violences comme des excès par rapport à une norme démocratique immanente qui n'était pourtant guère incarnée dans ces régions à

l'époque. La seule limite que l'auteur met à ce credo libéral est la réhabilitation posthume des empires dans leur politique nationale, plus tolérante que celle des nouveaux États-nations. Il est bienvenu de critiquer les nettoyages ethniques précoces qui ont été volontairement perpétrés, mais faut-il pour autant ignorer les déportations sur critère national dans les empires russe et austro-hongrois pendant la guerre (2) ou dédouaner la Sublime Porte en attribuant aux seuls Jeunes-Turcs la responsabilité du génocide arménien ?

Pour arriver à ces conclusions générales, il aura d'abord fallu surmonter l'agacement suscité par les premiers chapitres consacrés à la révolution russe. En plus des clichés attendus sur le « coup d'État » bolchevique et la Terreur rouge (tirés des livres de Richard Pipes et Nicolas Werth), on découvre une longue série d'erreurs et d'approximations. Dès 1905, Lénine aurait pensé que « *les soviets (...) devaient remplacer l'ancienne structure de pouvoir et accélérer un développement par le haut d'une conscience de classe chez les paysans et les ouvriers* » (p. 42). Plutôt que d'infliger ce salmigondis au lecteur, il aurait suffi, pour montrer à toute force un Lénine obsédé par la prise du pouvoir « par le haut », de rappeler qu'il était opposé aux soviets en 1905. On lit aussi qu'« *avant 1914, les violences révolutionnaires d'inspiration marxiste étaient restées l'apanage de mouvements d'extrême gauche clandestins, se bornant le plus souvent à essayer de perpétrer des assassinats sur les têtes couronnées* ». Comprenez qui pourra. Plus tard, le voyage de Lénine de Zurich à Petrograd en avril 1917 aurait été « *secret* » (p. 39) alors que *L'Humanité* écrivait publiquement le 16 avril que « *les autorités allemandes auraient permis à Lénine de traverser l'empire* ». Le journal d'Union sacrée fournissait déjà le prêt-à-penser où

(2) Voir par exemple Eric Lohr, « The Russian Army and the Jews : Mass Deportation, Hostages, and Violence during World War I », *Russian Review*, 2001, Vol. 60, n° 3, pp. 404-419.

## NOTE DE LECTURE

puiseraient des générations d'historiens... jusqu'à Robert Gerwarth. Rentré en Russie, Lénine y retrouve Trotsky qui s'était enfui du pays en 1902 et aurait « *pass[é] ses années d'exil à New York* » (p. 66). En fait d'années, il s'agit de quatre mois, de janvier à mai 1917. Le Parti bolchevique serait devenu communiste fin 1917 (p. 126) alors que la décision fut prise au 7<sup>e</sup> Congrès du parti en mars 1918. En Hongrie en 1919, Béla Kun aurait initié de « *gigantesques réformes, le plus souvent largement inapplicables : toutes les propriétés agricoles devaient être fractionnées et redistribuées* » (p. 200). Or Béla Kun faisait « *remarquer (...) que chez nous – à l'encontre de la Russie – il n'y eut pas de partage des terres* » (CMO, n° 82, p. 42).

Après avoir lu de telles erreurs sur des questions qu'on connaît, on en vient à douter de ce que l'auteur écrit sur d'autres sujets ! Comme ce type de grandes

fresques est censé avoir un rôle pédagogique et civique en offrant au lecteur non spécialiste une synthèse des connaissances tout en lui donnant les moyens de la réflexion, le but n'a clairement pas été atteint. Si l'on s'intéresse à la séquence 1917-1923, on se référera plutôt pour les faits et leur interprétation au récent petit livre de Jacques Legall (3) ou à *L'Âge des extrêmes* d'Éric Hobsbawm (4). Et pour réfléchir aux mécanismes et aux formes de violence extrême sur fond d'affrontement social, on lira avec profit Enzo Traverso (5). ■

(3) Jacques Legall, *Quand la révolution ébranlait le monde : 1917-1923, la vague révolutionnaire en Europe, en Amérique et en Asie*, Les Bons Caractères, Pantin, 2018 ; 8,20 euros.

(4) À reparaître en novembre aux éditions Agone au format poche, 16 euros.

(5) *1914-1945. La guerre civile européenne* (2007), Paris, Hachette-Pluriel, 2009 ; 10 euros.



# **COURRIER DES LECTEURS**

# Interdiction du PC suisse

L'article de Marc Teulin – paru dans le n° 81 (1<sup>er</sup> trimestre 2019) des *CMO* relate correctement pour l'essentiel les circonstances de l'interdiction du Parti communiste suisse (PCS) dans le canton de Vaud en 1938.

Toutefois, bien que le modèle de démocratie directe existant en Suisse fasse l'objet de débats en France, notamment depuis l'émergence du mouvement des « gilets jaunes », le terme utilisé dans l'article de Marc Teulin – « *référéndum d'initiative populaire* » - ne reflète pas exactement la procédure en vigueur en Suisse.

En effet, il existe deux mécanismes :

1) le **référéndum**, permettant de demander l'organisation d'une votation populaire pour s'opposer – sur les plans communal, cantonal et fédéral – à une loi votée par le Parlement ;

2) l'**initiative populaire**, demandant l'inscription d'une nouvelle clause constitutionnelle, laquelle, en cas de succès (rarissime...), fait ensuite l'objet d'une loi d'application votée par le Parlement.

Concernant les mesures d'interdiction à l'encontre du PCS édictées tout d'abord sur le plan cantonal – l'interdiction à l'échelle nationale sera prononcée en 1940 –, la primeure en revient au canton de Neuchâtel, en 1937. En effet, le 25 janvier 1937, un ancien membre du gouvernement fédéral, le conservateur catholique fribourgeois Jean-Marie Musy, avait tenu une conférence à La Chaux-de-Fonds sur le thème « Pourquoi le communisme doit être interdit en Suisse ». À la sortie de cette conférence, où le service d'ordre (formé notamment par les « lascars » du parti fasciste genevois Union nationale) avait empêché physiquement les contradicteurs dans le public de s'exprimer, se déroulait une contre-manifestation organisée par le Parti communiste et le Front anti-fasciste. À cette occasion, le docteur Eugène

Bourquin, l'un des dirigeants de l'extrême droite locale, s'effondra soudain et décéda dans le courant de la soirée.

Toute la presse locale – fortement réactionnaire – titra le lendemain sur « *l'assassinat du docteur Bourquin par les communistes* ». Et demanda l'interdiction du parti communiste, qui fut votée par le Grand Conseil. Cela bien que l'autopsie pratiquée sur le défunt ait prouvé que le docteur Bourquin avait en réalité succombé à une crise cardiaque.

Pour revenir à la procédure suivie dans ce cas, le parti communiste du canton de Neuchâtel lança un **référéndum** pour s'opposer à la loi portant son interdiction (loi qui fut toutefois acceptée en votation populaire). En revanche, dans le canton de Vaud, l'interdiction du parti communiste fit l'objet d'une **initiative populaire**, lancée par les partis de droite et l'organisation d'inspiration maurassienne dénommée Ligue vaudoise (hélas toujours en activité, au contraire des fronts d'extrême droite des années 1930 disparus après la Seconde Guerre mondiale).

Enfin, si la mesure d'interdiction du PCS dans le canton de Vaud a été effectivement abrogée le 18 mars 2014, le courant que représente ce dernier a ressuscité en 1944 (après quelques années de clandestinité) lors de la création du Parti suisse du travail (PST) – dénommé dans certains cantons Parti ouvrier et populaire (POP). À son origine, le PST-POP était une fusion de l'ancien Parti communiste et de la Fédération socialiste suisse (créée, après son expulsion du Parti socialiste suisse, en 1939, pour avoir approuvé le pacte germano-soviétique, par le socialiste genevois Léon Nicole). Pour information, voici la référence à la notice wikipedia concernant le PST/POP (avec une bibliographie sommaire sur l'histoire de ce parti) : [https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti\\_suisse\\_du\\_travail](https://fr.wikipedia.org/wiki/Parti_suisse_du_travail)

**Hans-Peter Renk**